

Le Génocide ouïghour : un examen des violations de la Convention sur le génocide de 1948 par la Chine¹

Mars 2021

Avant-propos

Ce rapport est la première expertise indépendante appliquant la Convention sur le génocide de 1948 au traitement en cours des Ouïghours en Chine. Elle a été entreprise par le Newlines Institute for Strategy and Policy, en coopération avec le Centre Wallenberg pour les droits de la personne, en réaction aux témoignages émergents des atrocités graves et systématiques ayant lieu dans la Région autonome ouïghoure du Xinjiang, particulièrement dirigées contre les Ouïghours, une minorité ethnique, pour déterminer si la République populaire de Chine viole la Convention sur le génocide dans le cadre du droit international.

Dans cette optique, plusieurs dizaines d'experts en droit international, en études sur le génocide, en politique ethnique chinoise, et de la région ont été invités à examiner dans le cadre d'un mandat *pro bono* toutes les preuves qui pouvaient être récupérées et vérifiées à partir des communications publiques de l'État chinois, des fuites de communications de l'État chinois, des témoignages oculaires, et des méthodes de recherche open source comme les analyses d'images satellites publiques, l'analyse d'informations en circulation sur l'internet chinois, et toutes les autres sources disponibles.

Le rapport qui en résulte est une présentation des faits qui ont pu être établis ainsi qu'une analyse minutieuse de la question de savoir si la Chine est responsable en tant qu'État pour des violations de la Convention sur le génocide. Nous pensons que les conclusions sont claires et convaincantes. Nous ne donnons pas de recommandations d'action, mais nous sommes prêts à partager nos informations et nos analyses avec les institutions ou les acteurs intéressés par nos trouvailles.

Dr Azeem Ibrahim
Directeur
Initiatives Spéciales
Newlines Institute for Strategy and Policy

¹ Note de la traduction : Ce rapport a été traduit de l'anglais par Eleanor J. Hart pour l'Institut ouïghour d'Europe (IODE). Le choix a été fait de ne pas avoir recours à l'écriture inclusive dans cette traduction, du fait de la complexité du langage juridique utilisé, de la longueur du texte d'origine et des difficultés que cela aurait entraîné en matière de choix de traduction. Néanmoins, les règles d'accord avec le dernier terme de l'énonciation s'appliquent plutôt que celles de la domination systématique du genre masculin. La version originale du document est disponible à cette adresse : <https://newlinesinstitute.org/uyghurs/the-uyghur-genocide-an-examination-of-chinas-breaches-of-the-1948-genocide-convention/>.

Résumé du rapport

1. Ce rapport conclut que la République populaire de Chine (Chine) est responsable en tant qu'État de commettre un génocide contre les Ouïghours en violation de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 (Convention sur le génocide), à partir d'un passage en revue exhaustif des preuves disponibles et de l'application du droit international à l'évidence des faits sur le terrain.
2. L'examen a été effectué par des experts indépendants reconnus en matière de droit international, de génocide, de politique ethnique de la Chine et de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang (RAOX).
3. **Intention de détruire.** En vertu de l'Article II de la Convention sur le génocide, le fait de commettre un génocide requiert l'« intention de détruire, ou tout ou en partie [un groupe protégé], comme tel ». L'« intention de détruire » ne requiert pas de déclaration explicite. L'intention peut être inférée à partir d'un ensemble de faits objectifs qui sont attribuables à l'État, comprenant les déclarations officielles, un plan général, la politique et la loi d'État, un modèle de conduite, et les actes de destruction répétés, qui ont une séquence et un résultat logique – la destruction du groupe comme tel, ou tout ou en partie.
4. **Déclarations d'intention de haut niveau et plan général.** En 2014, le chef d'État de la Chine, le président Xi Jinping, a déclaré la « Guerre du peuple contre la terreur » en RAOX, faisant des zones où les Ouïghours représentent près de 90 % de la population la ligne de front. Les hauts fonctionnaires ont suivi des ordres de « rafler toutes les personnes devant être raflées », de « toutes les éliminer... de les détruire en profondeur » et de « briser leur lignée, briser leurs racines, briser leurs liens et briser leurs origines ». Les fonctionnaires ont décrit les Ouïghours avec des termes déshumanisants et ont à plusieurs reprises comparé l'internement de masse des Ouïghours à « l'éradication de tumeurs ».
5. **Politique d'État globale, modèle de conduite et actes répétés de destruction.**
 - a. **Séjours à domicile mandatés par l'État.** Depuis 2014, le gouvernement de la Chine (le gouvernement) envoie des cadres han² habiter dans les lieux de résidence des Ouïghours pour les surveiller, ce qui a entraîné la rupture

² Note de la traduction : Étant donné que les noms de peuples en chinois ne s'accordent ni en genre ni en nombre, nous avons pris la décision de ne pas accorder les transcriptions françaises de ces noms dans notre traduction, qu'ils apparaissent comme nom ou comme adjectif.

des liens familiaux. En outre, les administrations rurales encouragent, promeuvent et forcent les mariages entre Han et Ouïghoures.³

- b. **Internement de masse.** En 2017, la législature de la RAOX a officiellement légalisé l'internement de masse de Ouïghours en vertu de règlements de « désextrémisation ». Les plus hauts fonctionnaires et organismes chargés de la sécurité ont envoyé un manuel et un ensemble de documents dans toute la région contenant des ordres de surveiller les Ouïghours et d' « accélérer la construction » et l'expansion des camps d'internement de masse, de « renforcer la discipline et les peines » dans les camps et de maintenir le « secret absolu » sur toutes informations, qui ne doivent pas « être diffusées » ni « ouvertes au public ». Le manuel énonce la hiérarchie complexe des fonctionnaires, des organismes et du système de surveillance digitale centralisé qui régissent l'ensemble de la campagne.
- c. **Stratégie de prévention massive des naissances.** La Chine a simultanément poursuivi une double stratégie systématique consistant à stériliser de force les femmes ouïghoures en âge de procréer et à interner les hommes ouïghours en âge de procréer, empêchant ainsi la capacité de régénération du groupe et prouvant son intention de détruire biologiquement le groupe comme tel. Selon les statistiques et les directives du gouvernement, notamment l'instruction d' « effectuer la stérilisation par la planification familiale », de « réduire les taux de fécondité » et de « ne laisser aucun angle mort », la Chine met en œuvre une campagne de prévention des naissances bien documentée et financée par l'État qui cible les femmes en âge de procréer dans les régions où sont concentrés les Ouïghours. Pour ce faire, la Chine procède par la stérilisation de masse forcée, les avortements et la pose de dispositifs intra-utérins (DIU). La Chine admet explicitement que le but de ces campagnes est de s'assurer que les femmes ouïghoures ne « soient plus des machines à fabriquer des bébés ».
- d. **Transfert forcé d'enfants ouïghours vers des établissements publics.** En 2017, en vertu de la nouvelle politique du gouvernement, la Chine a commencé à construire un vaste réseau d'énormes pensionnats et orphelinats hautement sécurisés et dirigés par l'État afin d'y confiner à temps plein des enfants ouïghours, y compris des nourrissons. Les districts de la RAOX reçoivent des quotas précis de la part des hautes autorités en vue de l'institutionnalisation de ces « orphelins » qui perdent souvent leurs deux parents à cause de l'internement ou du travail forcé.

³ Note de la traduction : Bien que cela ne soit pas spécifié dans la version originale du rapport, nous avons choisi de faire transparaître cette précision en choisissant d'accorder « Ouïghoure » au féminin, étant donné que tous les cas rapportés de ces mariages inter-ethniques forcés concernent un homme han et une femme ouïghoure.

- e. **Éradication de l'identité, de la communauté et de la vie domestique des Ouïghours.** Dans le cadre des campagnes du gouvernement, les autorités locales ont éliminé l'éducation ouïghoure, détruit l'architecture ouïghoure et les caractéristiques types des maisons, ont endommagé, altéré ou entièrement démoli la grande majorité des mosquées et des sites sacrés de la région, et ont fermé les sites restants ou les ont convertis en espaces commerciaux.
- f. **Ciblage sélectif des intellectuels et des dirigeants communautaires.** L'intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe a été davantage démontrée par le ciblage délibéré par le gouvernement des gardiens et transmetteurs de l'identité ouïghoure et leur détention prolongée ou leur mort, y compris les chefs de famille, les intellectuels et les autorités culturelles, quel que soit leur allégeance politique ou leur niveau d'instruction.

Le ciblage délibéré des dirigeants ouïghours et des sites sacrés dévoile une intention de détruire les éléments essentiels de l'identité ouïghoure et des liens communautaires, lesquels définissent le groupe comme tel.

- 6. Les politiques et les pratiques de la Chine qui ciblent les Ouïghours dans la région doivent être examinées dans leur ensemble, ce qui révèle une intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe, ou tout ou en grande partie, comme tel.
- 7. **Actes de génocide.** Bien que le fait de commettre l'un ou l'autre des actes énoncés dans la Convention sur le génocide avec l'intention requise puisse soutenir une conclusion de génocide, les preuves présentées dans ce rapport corroborent une conclusion de génocide contre les Ouïghours en violation de chacun des alinéas de l'article II, de l'alinéa a) à e).
- 8. **« (a) Meurtre de membres du groupe ».** Des rapports font état de morts massives et de décès d'éminents dirigeants ouïghours condamnés de façon sélective à mort par exécution ou, surtout dans le cas des aînés, par une très longue peine d'emprisonnement.
- 9. **« (b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ».** Les Ouïghours subissent des dommages corporels et mentaux graves à cause de torture systématique et de traitements cruels, y compris le viol, les agressions sexuelles, l'exploitation et l'humiliation publique, aux mains des responsables des camps et des cadres han affectés aux foyers ouïghours dans le cadre de programmes imposés par le gouvernement. Les camps d'internement contiennent des « salles d'interrogatoire désignées », où les détenus ouïghours sont soumis à des méthodes de torture incessantes et brutales, y compris des coups de barre en métal, des chocs électriques et des coups de fouet. L'internement de masse et les programmes gouvernementaux connexes sont conçus pour endoctriner et

- « laver » le cerveau, ce qui pousse les Ouïghours à se suicider ou à tenter de le faire, en raison de la menace d'internement ou des formes extrêmes de torture physique et psychologique quotidiennes dans les camps, y compris des simulacres d'exécutions, des séances publiques d' « autocritique » et l'isolement cellulaire.
10. « **(c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle** ». Les autorités ciblent systématiquement les Ouïghours en âge de procréer, les chefs de famille et les dirigeants communautaires pour les détenir dans des conditions invivables, imposent des mesures de prévention des naissances aux femmes ouïghoures, séparent les enfants ouïghours de leurs parents, et transfèrent les Ouïghours de façon massive dans des installations de travail forcé d'une manière qui opère en parallèle à l'internement de masse. En somme, la Chine inflige délibérément des conditions collectives calculées pour mettre fin à la survie des Ouïghours en tant que groupe.
 11. « **(d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe** ». La campagne systématique de prévention des naissances dans les régions à concentration ouïghoure est renforcée par l'internement de masse. Dans les camps, les femmes ouïghoures sont soumises à des insertions forcées de dispositifs intra-utérins (DIU), à des avortements, à des injections ou à l'administration de médicaments qui interrompent leurs cycles menstruels, tandis que les hommes ouïghours en âge de procréer sont ciblés pour l'internement, privant la population ouïghoure de la possibilité de se reproduire. En raison de ces politiques interconnectées, les taux de croissance dans les régions à concentration ouïghoure sont de plus en plus proches de zéro.
 12. « **(e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe** ». Là où les détentions et les projets de travail forcé laissent les enfants ouïghours sans leurs deux parents, ils sont envoyés dans des orphelinats d'État et élevés dans un environnement chinois selon les méthodes habituelles d'éducation des enfants de la population han.
 13. **Responsabilité de la Chine à l'égard du génocide en vertu de la Convention sur le génocide**. La Chine est un État hautement centralisé qui contrôle entièrement son territoire et sa population, y compris la RAOX, et elle est un État partie à la Convention sur le génocide. Les personnes et les entités qui commettent les actes de génocide susmentionnés sont tous des agents ou des organes de l'État – agissant sous le contrôle effectif de l'État – manifestant une intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe au sens de l'article II de la Convention sur le génocide. Ce rapport conclut donc que la Chine est responsable en tant qu'État pour un génocide en cours contre les Ouïghours, en violation de la Convention sur le génocide.

Ce rapport a été produit avec les contributions et sur consultation d'un grand nombre d'experts indépendants, dont les personnes suivantes :

Yonah Diamond	Emily Prey
Rayhan Asat	Prof. Sean Roberts
Adejoké Babington Ashaye	Amb. Allan Rock
Hon. Lloyd Axworthy	Erin Farrell Rosenberg
Dr. Darren Byler	Amb. Beth Van Schaack
Dr. Michael Clarke	Amb. David Scheffer
Hon. Irwin Cotler	Prof. Rainer Schulze
Dr. Joanne Smith Finley	Djaouida Siaci
Hon. Yves Fortier	Dr. Stephen Smith
Prof. Rachel Harris	Dr. Gregory H. Stanton
Baroness Helena Kennedy QC	Chief Charles Taku
Jennifer Kirby-McLemore	Dr. György Tatár
Kyle Matthews	Prof. Ruti Teitel
Prof. Martha Minow	Dr. Rian Thum
Prof. John Packer	Dr. Stanley Toops
Prof. Maxim Pensky	Dr. Adrian Zenz

Table des matières

Avant-propos.....	1
Résumé du rapport	2
I. Introduction.....	9
II. Droit applicable.....	11
1. La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Convention sur le génocide)	11
2. La Convention de Vienne et l'interprétation de la Convention sur le génocide	13
3. La responsabilité des États	15
III. Groupe protégé : national, ethnique, racial, ou religieux	16
Histoire de la persécution	17
1. Déshumanisation.....	18
2. Système avancé de surveillance de masse	19
a) Surveillance vidéo	19
b) Les « équipes de travail » des cadres du Parti.....	20
c) Expansion de l'État policier sous le secrétaire du Parti Chen Quanguo	22
d) Collecte de données biométriques et police numérisée	23
3. La persécution et l'internement extrajudiciaire de masse inscrits dans la loi.....	24
4. Le travail forcé ouïghour	28
IV. Actes sous-jacents	29
a) Tuer des membres du groupe.....	29
b) Causer des dommages corporels ou mentaux graves à des membres du groupe	31
i) Torture physique	31
ii) Violences sexuelles.....	32
iii) Torture psychologique	33
c) Infliger délibérément au groupe des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle.....	35
d) Imposer des mesures destinées à empêcher les naissances au sein du groupe	36

i) Stérilisation forcée	36
ii) Placements de dispositifs intra-utérins.....	37
iii) Mesures de prévention des naissances en détention.....	38
iv) Internement de masse ayant pour but d'arrêter les naissances chez les Ouïghours	38
v) Impact des mesures de prévention des naissances	39
V. Intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel	41
1) Intention de détruire.....	41
Destruction du groupe	42
A) Déclarations d'intention des hauts échelons de l'État	43
<i>L'offensive du Président Xi dans la RAOX</i>	43
<i>Déclarations explicites de l'intention de détruire</i>	44
« <i>Raflez tout le monde</i> ».....	45
« <i>Éradiquez des tumeurs</i> »	45
B) Campagnes de destruction	46
<i>Campagne d'internement de masse (Campagne « frapper fort »)</i>	46
<i>Le plan pour l'internement de masse (« Télégramme »)</i>	48
« <i>Campagne spéciale pour contrôler les violations du contrôle des naissances</i> ».....	49
<i>Destruction des familles ouïghoures, des liens communautaires, des lieux sacrés, et de l'identité</i>	51
2. Ou tout ou en partie, comme tel	53
VI. Responsabilité d'État : attribution des actes.....	55
VII. Conclusion	58
Appendice biographique	61

I. Introduction

Ce rapport conclut que la République populaire de Chine (ci-après la Chine) est en train de commettre un génocide contre le groupe ethnique ouïghour, en violation de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (ci-après la Convention sur le génocide). Le rapport examine les principaux développements pertinents dans la Région autonome ouïghoure du Xinjiang (ci-après RAOX) depuis mai 2013, date à laquelle le gouvernement de la RAOX a publié le premier document connu posant les bases de la campagne d'internement de masse, jusqu'à aujourd'hui. Ces événements s'inscrivent dans une longue histoire de persécutions contre les Ouïghours en Chine. Le rapport examine spécifiquement la question de la responsabilité de l'État en vertu du droit international pour les violations de la Convention sur le génocide, et non la responsabilité pénale individuelle de certains dirigeants ou auteurs.

En vertu de l'article II de la Convention sur le génocide, il y a crime de génocide lorsqu'au moins un des actes prohibés énumérés est « commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel ». Le présent rapport n'examine pas d'autres violations possibles de la Convention, notamment en ce qui concerne l'article III (qui prévoit des sanctions pour le génocide ou l'entente, l'incitation, la tentative ou la complicité qui y sont liées), l'article V (l'obligation de promulguer des lois pour donner effet à la Convention dans le droit interne, y compris des sanctions), ou l'obligation fondamentale d'empêcher le génocide - obligations partagées par tous les États parties à la Convention et ayant des implications pour eux.

L'intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe découle d'une preuve objective, consistant en une politique et une pratique d'État globales, que le président Xi Jinping, la plus haute autorité en Chine, a mis en branle.

En fait, pas plus tard qu'en septembre 2020, le président Xi a fait l'éloge du « succès » de la stratégie, de la pratique et des politiques du Parti communiste de Chine (souvent appelé en français le Parti communiste chinois, ci-après PCC) en RAOX, qu'il a jugées « tout à fait correctes » et qu'il s'est engagé à poursuivre dans les années à venir.⁴

Les objectifs ou les motifs déclarés sous-tendant les actes de génocide ne sont pas juridiquement pertinents pour la question de l'intention au regard de la Convention sur le génocide, même si ces motifs peuvent démontrer que les responsables ont une connaissance factuelle de certaines pratiques et de leurs résultats. Ainsi, les tentatives de la Chine de justifier ses politiques dans la RAOX comme une guerre contre l'extrémisme,

⁴ Wong, Chun Han, "Xi Says China Will Continue Efforts to Assimilate Muslims in Xinjiang," *The Wall Street Journal*, <https://www.wsj.com/articles/xi-says-china-will-continue-efforts-to-assimilate-muslims-in-xinjiang-11601133450?mod=searchresults&page=1&pos=1> ; Buckley, Chris. "Brushing Off Criticism, China's Xi Calls Policies in Xinjiang 'Totally Correct.'" *The New York Times*, 26 septembre 2020, <https://www.nytimes.com/2020/09/26/world/asia/xi-jinping-china-xinjiang.htm>.

le terrorisme ou le séparatisme n'exonèrent pas l'État de sa responsabilité dans le génocide. Ces politiques visent principalement le sud de la RAOX, où les Ouïghours constituent environ 90 % de la population, selon les dernières données du Bureau des statistiques du Xinjiang.⁵ Les ordres explicites répétés du gouvernement (décrits ci-dessous) d'« éradiquer les tumeurs », de « les effacer complètement... de les détruire en profondeur », de « rafler tout le monde », de « ne montrer absolument aucune pitié », de « briser leurs racines » et d'éliminer « les risques dans les risques, les dangers cachés dans les dangers cachés », combinés à la pratique correspondante de l'État, démentent les prétendus objectifs de sécurité en ciblant tous les membres de la population ouïghoure.

Le génocide en cours contre les Ouïghours est le résultat logique d'une série d'actes séquentiels et cumulatifs, allant de la collecte de données biométriques sur les résidents ouïghours à l'affectation d'équipes de cadres du parti à la surveillance des familles ouïghoures, en passant par la destruction des sites culturels et religieux, de la langue, de la littérature et de la poésie ouïghoures - tous les fondements de la vie et de l'identité ouïghoures - et la criminalisation des pratiques religieuses ouïghoures, la construction et l'extension de camps d'internement et de centres de détention dans toutes les zones peuplées de la région, les cycles d'internement massif et de travail forcé des Ouïghours, les avortements forcés systématiques et la stérilisation des femmes ouïghoures en âge de procréer, les viols et abus sexuels généralisés, et la séparation forcée des enfants ouïghours de leurs parents disparus.

Les plus hauts niveaux de l'État - le président de la Chine, le secrétaire du PCC de la RAOX et le secrétaire adjoint du PCC - orchestrent directement ces politiques et pratiques coordonnées, qui sont implacablement mises en œuvre par une ligne bureaucratique d'entités et de fonctionnaires descendant jusqu'aux gardiens des camps d'internement. La nature de ces actes interconnectés et composites démontre inéluctablement le contrôle clair, efficace et ferme de l'État sur le génocide en cours, qui ne peut raisonnablement être attribué à d'autres personnes échappant au contrôle effectif de l'État, ni à l'accident ou au hasard. En termes simples, la politique et les pratiques de la Chine à l'égard du groupe ouïghour, établies de longue date, déclarées publiquement et à plusieurs reprises, spécifiquement ciblées, systématiquement mises en œuvre et dotées

⁵ Les chiffres suivants concernant les quatre préfectures du sud, à savoir Kachgar, Hotan, Aksu et Kizilsu, sont tirés de l'annuaire statistique du Xinjiang 2019 du Bureau des statistiques du Xinjiang, disponible sur : <http://tj.xinjiang.gov.cn/tj/rkqy/202006/3b1eef1049114b0c9cf9e81bf18433ef.shtml>.

Ouïghours/population totale

Kachgar : 4 289 151 / 4 633 781

Hotan : 2 453 618 / 2 530 562

Aksu : 2 051 412 / 2 561 674

Kizilsu : 413 655 / 624 496

Total : 9207836 / 10350513.

de toutes les ressources nécessaires, sont indissociables de « l'intention de détruire ou tout ou en partie » le groupe ouïghour comme tel.

Les preuves contenues dans ce rapport proviennent d'une étude exhaustive des sources primaires et secondaires disponibles, comprenant des témoignages, des déclarations internes du gouvernement chinois, des documents, des statistiques, des livres blancs et des rapports, ainsi que diverses analyses d'experts et d'ouvrages savants. La Chine continue de refuser un accès indépendant significatif à la RAOX et cherche à maintenir le secret sur ses politiques vis-à-vis des minorités ethniques de la région.

D'innombrables survivants gardent le silence, ce qui est compréhensible, pour protéger les membres de leur famille dans la RAOX du danger d'être envoyés dans le vaste réseau de centres de détention, de camps d'internement,⁶ de prisons ou d'usines de travail forcé en guise de représailles. Nombre d'entre eux ont perdu tout contact avec leurs amis et leurs proches dans la RAOX, qui ont peut-être supprimé leurs contacts à l'étranger pour se protéger de l'internement ou pire encore.⁷ De plus en plus, les témoins n'acceptent de s'exprimer qu'après la détention de tous les membres de leur famille restés au pays. Les noms des témoins directs ne seront pas divulgués dans ce rapport, par prudence et par souci de sécurité.⁸

II. Droit applicable

1. La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Convention sur le génocide)

L'interdiction du génocide est une norme impérative bien établie (*jus cogens*), qui n'admet aucune dérogation⁹ et qui est inscrite dans la Convention sur le génocide, que la Chine a signée et ratifiée en 1949 et 1983, respectivement.¹⁰ Les obligations de la Chine,

⁶ Le présent rapport évite d'utiliser le terme « camp de concentration » car il s'agit d'un terme imprécis ayant diverses associations historiques et non d'un terme juridique pertinent pour la question des violations de la Convention sur le génocide.

⁷ Gene A. Bunin, "How the "Happiest Muslims in the World" are Coping with Their Happiness," 31 juillet 2018, *The Art of Life in Chinese Central Asia*, <https://livingotherwise.com/2018/07/31/happiest-muslims-world-coping-happiness/>.

⁸ Tous les récits de victimes de première main figurant dans ce rapport sont cités sous le nom de Victime #__ et sont disponibles dans la *Xinjiang Victims Database*, <https://shahit.biz/eng/>.

⁹ *Democratic Republic of Congo v. Rwanda*, ICJ, Judgment of 3 February 2006, para. 64.

¹⁰ La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Convention sur le génocide) a été adoptée à l'unanimité, résolution 260 (III) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 9 décembre 1948, https://www.un.org/en/genocideprevention/documents/atrocities-crimes/Doc.1_Convention%20on%20the%20Prevention%20and%20Punishment%20of%20the%20Crime%20of%20Genocide.pdf. Il y a actuellement 152 États signataires, "Statut des traités : Convention pour la prévention et la punition

en vertu de la Convention sur le génocide, de prévenir, de punir et de ne pas commettre de génocide sont *erga omnes*, ou dues à la communauté internationale dans son ensemble.¹¹ La Chine a explicitement émis une réserve à la Convention sur le génocide, indiquant qu'elle « ne se considère pas liée par l'article IX de ladite Convention »¹² et ne reconnaît donc pas la compétence de la Cour internationale de justice (CIJ) en matière d'interprétation, d'application ou de mise en œuvre de la Convention.¹³ De même, la Chine ne reconnaît pas la compétence de la Cour pénale internationale car elle n'est pas partie au Statut de Rome.¹⁴ La Chine est toutefois un État partie à la Convention de Vienne sur le droit des traités (CVDT) et émet une réserve similaire quant à la compétence de la CIJ en matière d'interprétation ou d'application du traité. Le présent rapport n'envisage pas la responsabilité pénale individuelle et examine uniquement la question de savoir si la Chine est responsable en tant qu'État pour les violations de la Convention sur le génocide, un accord juridiquement contraignant entre ses 152 États parties. Le rapport applique donc strictement la Convention sur le génocide comme source principale de droit et la Convention de Vienne sur le droit des traités comme moyen principal d'interprétation. Le rapport fait également référence aux travaux de la Commission du droit international, établie conformément à l'article 13(1)(a) de la Charte des Nations unies, et considère la jurisprudence de la CIJ et du droit pénal international comme des moyens d'interprétation secondaires.

La responsabilité d'État pour les violations de la Convention sur le génocide ne relève pas de la responsabilité pénale individuelle. Notamment, l'État ne peut être poursuivi ou reconnu coupable, et les normes de droit pénal renforcées ne s'appliquent donc pas. La responsabilité d'État pour les violations du droit international découle des actes illicites attribués à l'État. La norme de preuve pour les violations du droit international est la prépondérance de la preuve qui s'applique généralement aux obligations découlant d'un traité. Toutefois, étant donné la nature grave des violations en question (notamment les

du crime de génocide », Collection des traités des Nations Unies

https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-1&chapter=4&clang=en#33.

¹¹ *Bosnia and Herzegovina v Yugoslavia*, ICJ Judgment, 11 juillet 1996, para. 31; voir également le Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa 53e session (2001), p. 112-113, https://legal.un.org/ilc/documentation/english/reports/a_56_10.pdf.

¹² Pour la réserve et l'objection de la Chine à la juridiction et à l'interprétation de la Convention sur le génocide par la CIJ, voir UN Treaty Collection, supra note 7, citant la réserve de la Chine à la Convention sur le génocide et son objection au seul avis consultatif de la CIJ sur la Convention sur le génocide. Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, Avis consultatif, C.I.J. Recueil 1951, <https://www.icj-cij.org/public/files/case-related/12/012-19510528-ADV-01-00-EN.pdf>.

¹³ L'article IX se lit comme suit : « Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation, à l'application ou à l'exécution de la présente Convention, y compris ceux relatifs à la responsabilité d'un État pour génocide ou pour l'un des autres actes énumérés à l'article III, seront soumis à la Cour internationale de Justice à la requête de l'une des parties au différend. »

¹⁴ "The States Party to the Rome Statute," Cour pénale Internationale, https://asp.icc-pi.int/en_menus/asp/states%20parties/pages/the%20states%20parties%20to%20the%20rome%20statute.aspx

actes interdits par l'article II, comme indiqué ci-dessous), le présent rapport applique une norme de preuve claire et convaincante.¹⁵

L'article II de la Convention sur le génocide définit le génocide comme suit :

Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe ;*
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;*
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;*
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;*
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.*

Selon l'article II, il y a trois éléments constitutifs : (1) la commission d'un ou de plusieurs actes génocidaires commis contre (2) le groupe protégé et (3) dans l'intention de détruire le groupe, ou tout ou en partie. Ce rapport est structuré autour de ces trois éléments et des conditions qui facilitent le génocide.

Les violations de la Convention sur le génocide sont déterminées par les règles du droit international général sur l'interprétation des traités et la responsabilité des États pour des actes internationalement illicites.¹⁶

2. La Convention de Vienne et l'interprétation de la Convention sur le génocide

La Convention de Vienne sur le droit des traités, à laquelle la Chine est partie, définit les paramètres d'interprétation des traités. L'article 31 prévoit ce qui suit :

¹⁵ Sur la norme de preuve en ce qui concerne la Convention sur le génocide, voir, entre autres : Stephen Wilkinson, "Standards of Proof in International Humanitarian and Human Rights Fact-Finding and Inquiry Missions", Académie de droit international humanitaire et des droits humains de Genève, dans 20, <https://www.geneva-academy.ch/joomlatools-files/docman-files/Standards%20of%20Proof%20in%20Fact-Finding.pdf>.

¹⁶ *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)*, Jugement du 26 février 2007, para. 149.

Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire attribuable aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.¹⁷

En vertu du droit international établi, les termes de la Convention sur le génocide doivent être appliqués selon leur sens évident dans leur contexte.¹⁸ En vertu de l'article II, le génocide est défini comme « *l'un quelconque* des actes suivants commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un ... groupe comme tel ». Selon le sens ordinaire de la définition, n'importe lequel des actes énumérés peut à lui seul constituer un génocide, y compris ceux qui ne nécessitent pas de destruction physique, à savoir les alinéas b) à e) de l'article II.

Le contexte de l'interprétation d'un traité comprend également le préambule de celui-ci et « tout accord relatif au traité qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité ».¹⁹ Ainsi, pour interpréter la Convention sur le génocide, il faut également se référer à la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies mentionnée dans le préambule de la Convention, qui a mandaté sa rédaction et affirmé que le crime de génocide en droit international est le suivant :

La négation du *droit à l'existence* de groupes humains entiers... [qui] entraîne pour l'humanité de grandes pertes sous la forme d'apports culturels et autres représentés par ces groupes humains et est contraire au droit moral ainsi qu'à l'esprit et aux buts des Nations unies.²⁰

Les termes doivent également être interprétés à la lumière de leur « objet et but ». Selon l'article I de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide :

Les Parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit international qu'elles s'engagent à prévenir et à punir.²¹

¹⁷ Convention de Vienne sur le droit des traités, 23 mai 1969, (CVDT), https://legal.un.org/ilc/texts/instruments/english/conventions/1_1_1969.pdf.

¹⁸ Voir *Axis Rule in Occupied Europe* de Raphael Lemkin, pour l'origine du terme « génocide » et le précurseur de la Convention sur le génocide. Lemkin définissait le génocide comme « ne signifiant pas nécessairement la destruction immédiate d'une nation... mais plutôt comme un plan coordonné de différentes actions visant à détruire les fondements essentiels de la vie des groupes nationaux, dans le but d'anéantir les groupes eux-mêmes. L'objectif d'un tel plan serait la désintégration des institutions politiques et sociales de la culture, de la langue, des sentiments nationaux, de la religion et de l'existence économique des groupes nationaux et la destruction de la sécurité personnelle, de la liberté, de la santé, de la dignité et même de la vie des individus appartenant à ces groupes ». Raphael Lemkin, *Axis Rule in Occupied Europe* (Washington, D.C., 1944), p. 79.

¹⁹ CVDT, supra note 14, dans Art. 31 (2)(a).

²⁰ UN General Assembly, *The Crime of Genocide*, 11 décembre 1946, A/RES/96, <https://www.refworld.org/docid/3b00f09753.html>.

²¹ Convention sur le génocide, supra note 7, Art. 1.

L'objet et le but du traité sont expressément énoncés tant dans le titre de la Convention que dans son article I : obliger les Parties contractantes à *empêcher* et à punir le génocide. Selon la CIJ, l'objet de la Convention « est de sauvegarder l'existence même de certains groupes humains ». ²² Cet idéal constitue « le fondement et la mesure de toutes ses dispositions ». ²³ Les termes de la définition du génocide doivent être lus à la lumière de l'objectif premier de la Convention : la prévention et la sauvegarde de l'existence d'un groupe avant, et par opposition à, son éventuelle destruction physique. Conclure autrement reviendrait à priver les termes exprès de toute signification et à aboutir à un résultat qui ne pourrait être que contraire à l'objet et au but du traité.

En vertu de l'article 31(3) de la Convention de Vienne sur le droit des traités, les termes du traité doivent être interprétés en fonction (a) des accords et (b) de la pratique ultérieure concernant l'interprétation et l'application du traité et « (c) de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties ». ²⁴

3. La responsabilité des États

Le rapport de 2001 de la Commission du droit international (CDI) intitulé *Responsabilité des États pour des faits internationalement répréhensibles* énonce les règles du droit international général relatives à la responsabilité d'État en cas de violation de la Convention sur le génocide. ²⁵ Le présent rapport examine si les personnes ou entités ayant perpétré un ou plusieurs des actes de génocide énumérés à l'article II à l'encontre des Ouïghours sont nécessairement attribuables à la Chine. ²⁶ En vertu du droit de la responsabilité d'État, les actes de génocide sont attribués à l'État lorsqu'ils sont perpétrés par des personnes ou des entités : (1) ayant le statut d'organes d'État en vertu de la loi étatique ²⁷ ; (2) habilité par la loi de l'État à exercer des éléments de l'autorité

²² ICJ Advisory Opinion, *supra* note 9, p. 12.

²³ *Ibid.*

²⁴ CVDT, *supra* note 14, à l'art. 31(2-3). De plus, l'article 31(4) prévoit : « [Un] sens spécial doit être donné à un terme s'il est établi que telle était l'intention des parties ». En vertu de l'article 32, des moyens complémentaires d'interprétation, y compris les « travaux préparatoires du traité », peuvent être utilisés pour confirmer le sens des termes du traité ou « pour en déterminer le sens lorsque l'interprétation selon l'article 31 [soit] : (a) laisse le sens ambigu ou obscur ou (b) conduit à un résultat manifestement absurde ou déraisonnable ».

²⁵ La CDI a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) en 1947 pour s'acquitter du mandat que lui confère l'article 13(1)(a) de la Charte des Nations Unies, à savoir « entreprendre des études et faire des recommandations en vue de [...] favoriser le développement progressif du droit international et sa codification » ; en conséquence, ses vues, telles qu'adoptées par l'AGNU, font autorité. Voir également *Bosnie c. Serbie*, *supra* note 13, au para. 149.

²⁶ Pour une analyse similaire, voir *Bosnie c. Serbie*, *supra* note 13, aux paras. 384-415.

²⁷ *Responsabilité des États pour des faits internationalement répréhensibles*, 2001, l'article 4, *Comportement des organes de l'État*, prévoit :

« 1. Le comportement de tout organe d'État est considéré comme un fait de cet État d'après le droit international, que cet organe exerce des fonctions législatives, exécutives, judiciaires ou autres, quelle que soit la position qu'il

gouvernementale²⁸; (3) agissant sur les instructions, ou sous la direction ou le contrôle effectif d'organes de l'État.²⁹ Les actes des organes de l'État ou des personnes habilitées à exercer la puissance publique sont même imputables à l'État lorsqu'ils excèdent leurs pouvoirs ou leurs instructions.³⁰

III. Groupe protégé : national, ethnique, racial, ou religieux

Les Ouïghours correspondent parfaitement à la définition ordinaire d'un groupe ethnique, puisqu'ils partagent une culture, une langue et, pour l'essentiel, la même religion.³¹ En fait, la Chine reconnaît officiellement les Ouïghours comme une « minorité ethnique » parmi la liste exhaustive des 56 groupes ethniques qui composent sa population.³² Un groupe protégé est également défini par ses caractéristiques positives.³³ Les Ouïghours partagent sans aucun doute les attributs positifs uniques que sont la langue, la culture, l'histoire, la philosophie, la tradition, la musique, la littérature, la religion et le lien avec la terre (ou patrie). Ainsi, les Ouïghours constituent un groupe ethnique protégé selon les propres normes juridiques, politiques et pratiques de la Chine.

occupe dans l'organisation de l'État, et quel que soit son caractère d'organe du gouvernement central ou d'une collectivité territoriale de l'État.

2. Un organe comprend toute personne ou entité qui a ce statut en vertu du droit interne de l'État. »

²⁸ *Ibid.* L'article 5, *Comportement des personnes ou entités exerçant des prérogatives de puissance publique*, prévoit : « Le comportement d'une personne ou d'une entité qui n'est pas un organe de l'État au sens de l'article 4 mais qui est habilitée par la législation de cet État à exercer des prérogatives de puissance publique est considéré comme un fait de l'État d'après le droit international, à condition que cette personne ou entité agisse en cette qualité dans le cas particulier. »

²⁹ *Ibid.* Article 8 : « Le comportement d'une personne ou d'un groupe de personnes est considéré comme le fait d'un État d'après le droit international si cette personne ou ce groupe de personnes agit en fait sur les instructions ou sous la direction ou le contrôle de cet État en accomplissant ce comportement. »

³⁰ *Ibid.* L'article 7 prévoit : « Le comportement d'un organe de l'État ou d'une personne ou entité habilitée à exercer des éléments du pouvoir gouvernemental est considéré comme un fait de l'État d'après le droit international si cet organe, cette personne ou cette entité agit en cette qualité, même s'il outrepassé son autorité ou contrevient à des instructions. »

³¹ Les tribunaux internationaux ont adopté la définition d'un groupe ethnique comme « un groupe dont les membres partagent une langue ou une culture commune » ; voir, par exemple, *Le Procureur c. Jean-Paul Akayesu (Jugement de première instance)*, ICTR-96-4-T, para. 513, Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), 2 septembre 1998.

³² *Minzu* est généralement traduit par « nation » ou « nationalité », bien que le terme chinois soit à cheval sur les idées anglophones d'ethnie et de nation. Le terme chinois *guojia* se traduit par « État », la Chine affirmant officiellement que le *guojia*, où réside la souveraineté, est composé de plusieurs *minzu*, chacun ayant droit à une « autonomie » mais pas à son propre *guojia*. Plus récemment, les autorités ont commencé à utiliser « minorité ethnique » pour la traduction anglaise de *shaoshu minzu*, remplaçant la traduction précédente, qui était « nationalité minoritaire ».

³³ *Bosnie c. Serbie*, *supra* note 13, aux paras. 193-194.

Histoire de la persécution

Depuis la conquête de la région par l'Empire Qing en 1759, les habitants indigènes de ce qui s'appelle aujourd'hui le Xinjiang ont connu des périodes alternées de renforcement et de relâchement du contrôle.³⁴ Au cours de cette période, les peuples indigènes ont parfois résisté à la domination chinoise et se sont parfois rebellés, établissant des États indépendants en 1865-1877, 1933-4 et 1944-9. Le PCC a pris le contrôle de la région en 1949 et, au cours des trois décennies suivantes, a supervisé le transfert de millions de colons chinois de l'ethnie Han vers la région, faisant passer le pourcentage de résidents han de 6,1 % en 1953 à 40,4 % en 1982.³⁵

Après une décennie d'assouplissement des restrictions de l'État chinois dans les années 1980, Pékin a commencé à s'inquiéter de l'ethno-nationalisme et du renouveau religieux chez les Ouïghours, interdisant certains livres nationalistes et restreignant l'éducation religieuse.³⁶ Des restrictions similaires se sont multipliées au début des années 2000, période durant laquelle les autorités chinoises ont commencé à qualifier plus fréquemment la dissidence ouïghoure de « terrorisme », malgré l'absence presque totale d'attaques terroristes.³⁷ Le mécontentement des Ouïghours à l'égard des politiques discriminatoires et des premières formes de migration forcée vers la Chine intérieure qui ont entraîné la mort de Ouïghours à Shaoguan, dans le Guangdong,³⁸ a conduit à des manifestations dans la capitale régionale d'Urumqi en 2009, qui sont devenues violentes lorsque les forces de sécurité sont intervenues. Immédiatement après, les forces de sécurité ont arrêté plus de mille personnes, et fait disparaître des centaines de Ouïghours.³⁹ L'État a déployé la Police armée du peuple dans tout le Xinjiang, faisant défiler des véhicules militaires dans les villes et établissant des postes de contrôle sur les routes, pratiques qui sont restées en place au moins jusqu'en 2019.⁴⁰

³⁴ James Millward, *Eurasian Crossroads: A History of Xinjiang* (New York, NY: Columbia University Press, 2009).

³⁵ Stanley W. Toops, "The Demography of Xinjiang," in *Xinjiang: China's Muslim Borderland* (Armonk, NY: M. E. Sharpe, 2004), p. 246.

³⁶ Bovingdon, *The Uyghurs: Strangers in Their Own Land* (New York, NY: Columbia University Press, 2010).

³⁷ Sean Roberts, *The War on the Uyghurs: China's Internal Campaign against a Muslim Minority* (Princeton, NJ: Princeton University Press, 2020); Pablo A. Rodríguez-Merino, "Old 'counter-revolution', new 'terrorism': historicizing the framing of violence in Xinjiang by the Chinese state," *Central Asian Survey*, Vol. 38, No. 1 (2019), 27-45.

³⁸ Jonathan Watts, "Old suspicions magnified mistrust into ethnic riots in Urumqi: Job creation and integration went violently wrong in Guangdong," *The Guardian*, 10 Jul 2009, <https://www.theguardian.com/world/2009/jul/10/china-riots-uyghurs-han-urumqi>.

³⁹ "Amnesty Challenges China on Xinjiang Riot Accounts." *BBC News*, 2 juillet 2010. www.bbc.com, <https://www.bbc.com/news/10491758>; "Urumqi Riots Three Years on - Crackdown on Uighurs Grows Bolder," Amnesty International, 4 juillet 2012, <https://www.amnesty.org/en/press-releases/2012/07/urumqi-riots-three-years-crackdown-uighurs-grows-bolder/>; "We Are Afraid to Even Look for Them." *Human Rights Watch*, 20 octobre 2009, <https://www.hrw.org/report/2009/10/20/we-are-afraid-even-look-them/enforced-disappearances-wake-xinjiangs-protests>.

⁴⁰ Thum, Rian, "The Ethnicization of Discontent in Xinjiang" *The China Beat*, 2 octobre 2009, 574. <http://digitalcommons.unl.edu/chinabeatarchive/574>.

Les autorités chinoises ont considérablement renforcé les restrictions sur les déplacements et les pratiques culturelles des Ouïghours au cours de la période qui a suivi les émeutes d'Urumqi. Dans de nombreuses zones rurales, les Ouïghours ont dû obtenir des « Cartes de contact de proximité » spéciales pour se déplacer entre les villes⁴¹ ; les festivals traditionnels et les lieux de pèlerinage ont été fermés⁴² ; l'enseignement privé de la langue ouïghoure et de la religion a été criminalisé⁴³ ; la police a fouillé des maisons à la recherche de livres interdits ; et l'État a interdit les noms d'enfants qu'il jugeait trop islamiques, comme Fatima, Hussein et Mohammed.⁴⁴

1. Déshumanisation

Les autorités chinoises qualifient systématiquement la population ouïghoure, sans distinction, d'« arriérée », de déloyale envers l'État, d'« indigne de confiance »⁴⁵ ou de terroriste.⁴⁶ En 2017, la Ligue de la jeunesse communiste de la RAOX a publié un rapport illustré sur l'« arriération » des Ouïghours.⁴⁷ Les marqueurs de l'identité ouïghoure sont jugés « anti-humains, anti-société et anti-civilisation »,⁴⁸ reflétant une mentalité qualifiée

⁴¹ 新疆综治办详解“便民联系卡”：出差、旅游无需办卡_政策解读_新疆维吾尔自治区人民政府网, *Xinjiang zongzhiban xiangjie "bianmin lianxika": chuchai, lüyou wuxu ban ka—Zhengce jiedu—Xinjiang Weiwu'er zizhiqu renmin zhengfu wang,*

<https://www.xinjiang.gov.cn/xinjiang/zcjd/201408/87753da8ec23404e8e32bf23692ac6a3.shtml>.

⁴² Thum, Rian. “The Spatial Cleansing of Xinjiang: Mazar Desecration in Context.” *Made in China Journal*, 24 août 2020, <https://madeinchinajournal.com/2020/08/24/the-spatial-cleansing-of-xinjiang-mazar-desecration-in-context/>.

⁴³ Andrew Jacobs, “A Devotion to Language Proves Risky,” *The New York Times*, 11 mai 2014; <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/demolition-04012015151727.html>.

⁴⁴ “Chinese Authorities Ban Muslim Names Among Uyghurs in Hotan.” *Radio Free Asia*, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/chinese-authorities-ban-muslim-names-among-uyghurs-in-hotan-09242015120656.html>.

⁴⁵ Zenz, Adrian, “The Karakax List: Dissecting the Anatomy of Beijing’s Internment Drive in Xinjiang,” *Journal of Political Risk*. <https://www.ipolrisk.com/karakax/>.

⁴⁶ Roberts, *supra* note 34, p. 209 ; Joanne Smith Finley (2019) “Securitization, insecurity and conflict in contemporary Xinjiang: has PRC counter-terrorism evolved into state terror?” *Central Asian Survey*, 38:1, pp. 1-26, DOI: 10.1080/02634937.2019.1586348. Voir “‘Our souls are dead’: how I survived a Chinese ‘re-education’ camp for Uighurs,” *The Guardian*, 12 janvier 2021, <https://www.theguardian.com/world/2021/jan/12/uyghur-xinjiang-re-education-camp-china-gulbahar-haitiwaji> (ancienne détenue ouïghoure témoignant du gros mensonge que toutes les autorités, des policiers aux gardiens de camp, ont déployé : « que les Ouïghours sont des terroristes. »)

⁴⁷ *Xinjiang Gongqing Tuan* [Communist Youth League of Xinjiang] 2017. “亲情：就在一张炕桌、一盏台灯, *Qinqing: jiu zai yi zhang kangzhuo, yi zhan taideng!*” [La gentillesse/l’amour familial se trouve dans une table et une lampe !]. Dec. 17, 2017. <https://mp.weixin.qq.com/s/FSjSchZ9c1LuZThGkG3cag> ; voir aussi Timothy A. Grose, “If you don’t know how, just learn: Chinese housing and the transformation of Uyghur domestic space,” *Ethnic and Racial Studies*, 06 juillet 2020.

⁴⁸ Byler, Darren. “‘Only When You, Your Children, and Your Grandchildren Become Chinese’: Life after Xinjiang Detainment.” *SupChina*, 6 janvier 2021, <https://supchina.com/2021/01/06/life-after-xinjiang-detainment/>.

de « dépassée ».⁴⁹ Les programmes de travail forcé du gouvernement dans la région sont décrits dans les rapports de propagande comme destinés à transformer la « pensée paresseuse et profondément enracinée » des villageois ruraux, des termes qui reflètent la vision du gouvernement sur le mode de vie et les coutumes ouïghoures.⁵⁰ Dans les camps d'internement, les Ouïghours sont endoctrinés sur le caractère « arriéré » de leur identité et forcés d'avouer leur « arriération ».⁵¹ Selon des témoignages directs, les gardiens des camps ont dit aux détenus « vous n'êtes pas des humains »,⁵² « il n'existe pas de groupe ethnique tel que les Ouïghours »,⁵³ « être un Ouïghour est un crime »,⁵⁴ et, dans un cas, « vous ne ressemblez pas à un humain » après que la détenue ait été violée et frappée avec une matraque électrique.⁵⁵ Le 17 septembre 2020, le Conseil d'État chinois a publié un livre blanc décrivant l'« arriération » des peuples de la région.⁵⁶

2. Système avancé de surveillance de masse

a) Surveillance vidéo

En mai 2014, le gouvernement chinois a annoncé une « Campagne de lutte acharnée contre le terrorisme violent »⁵⁷ et une « Guerre du peuple contre la terreur » dans la RAOX.⁵⁸ Le président Xi Jinping a ordonné aux autorités de la RAOX de déployer des

⁴⁹ Sudworth, John. "China's 'Tainted' Cotton." *BBC News*, décembre 2020, www.bbc.co.uk/news/extra/nz0g306v8c/china-tainted-cotton.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Un ancien détenu a résumé le message unique de chaque session : « La grandeur du Parti communiste chinois, l'arriération de la culture ouïghoure et la nature avancée de la culture chinoise », Chris Buckley, "China Is Detaining Muslims in Vast Numbers. The Goal : 'Transformation' ", *The New York Times*, 8 septembre 2018, <https://www.nytimes.com/2018/09/08/world/asia/china-uighur-muslim-detention-camp.html> ; voir aussi <https://apnews.com/6e151296fb194f85ba69a8babd972e4b/China%E2%80%99s-massindoctrinationcamps-evoked-Cultural-Revolution>.

⁵² Victime # 120.

⁵³ Victime # 5524.

⁵⁴ Victime # 2110.

⁵⁵ Westcott, Ben, et al., "Women in Xinjiang Shine a Light on a Campaign of Abuse and Control by Beijing," *CNN*, 31 juillet 2021, <https://www.cnn.com/2020/07/30/asia/xinjiang-sterilization-women-human-rights-intl-hnk/index.html>.

⁵⁶ Yang, William. "China Published New Xinjiang White Paper in an Attempt to Push Back against Forced Labor...." *Medium*, 18 septembre 2020, <https://williamyang-35700.medium.com/china-published-new-xinjiang-white-paper-in-an-attempt-to-push-back-against-forced-labor-3e77becdb125>.

⁵⁷ Note de la traduction : cette formulation peut aussi être traduite par « Campagne 'frapper fort' contre le terrorisme violent ».

⁵⁸ "Xinjiang's Party Chief Wages "people's War" against Terrorism" *Chinadaily.Com.Cn*. 26 mai 2014, http://www.chinadaily.com.cn/china/2014-05/26/content_17541318.htm ; 2014: 中国掀起“反恐人民战争” (2014: *Zhongguo xianqi "fankong renmin zhanzheng"*), "2014: China launches the People's War on Terror." <http://politics.people.com.cn/n/2014/1231/c1001-26309191.html>.

« murs faits de cuivre et d'acier » et des « filets tendus de la terre au ciel ». ⁵⁹ La même année, les autorités de la RAOX ont commencé à construire ces murs physiques et ces filets de surveillance en masse dans les préfectures à majorité ouïghoure, en installant des milliers de caméras haute définition, reliées à des lieux de commandement high-tech centralisés, dans tous les villages, mosquées et carrefours importants. ⁶⁰ Entre 2016 et 2018, les villes elles-mêmes ont dépensé jusqu'à 46 millions de dollars pour ces systèmes de surveillance, un district ayant installé des caméras de reconnaissance faciale dans chacune de ses près de mille mosquées. ⁶¹

b) Les « équipes de travail » des cadres du Parti

En 2014, le président Xi et d'autres dirigeants du PCC ont ordonné au Corps de production et de construction du Xinjiang (XPCC), ou *Bingtuan*, une organisation paramilitaire opaque, d'accélérer l'arrivée de colons han dans le sud de la RAOX. ⁶² Le XPCC, principale institution coloniale de la RAOX et premier producteur de coton, gère des prisons, des camps d'internement et des camps de travail dans la région, et répond directement au PCC. ⁶³ Le gouvernement a commencé à déployer des centaines de milliers de cadres du PCC dans des « équipes de travail » pour rendre visite aux résidents à leur domicile afin de recueillir des données, ⁶⁴ aussi souvent que chaque jour. ⁶⁵ Les équipes de travail ont suivi des manuels locaux pour effectuer ces séjours à domicile du gouvernement et ont cherché

⁵⁹ James Leibold and Adrian Zenz, "Xinjiang's Rapidly Evolving Security State." *Jamestown, China Brief Volume: 17 Issue: 4*, <https://jamestown.org/program/xinjiangs-rapidly-evolving-security-state/>.

⁶⁰ James Leibold (2020), "Surveillance in China's Xinjiang Region: Ethnic Sorting, Coercion, and Inducement", *Journal of Contemporary China*, 29:121, p. 50-51.

⁶¹ *Ibid.* 51; Joanne Smith Finley, "'Now We Don't Talk Anymore' Inside the 'Cleansing' of Xinjiang," *China File*, <https://www.chinafile.com/reporting-opinion/viewpoint/now-we-dont-talk-anymore>.

⁶² Ramzy, Austin, and Chris Buckley. "'Absolutely No Mercy': Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims." *The New York Times*, 16 novembre 2019, www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-xinjiang-documents.html.

⁶³ James Millward and Dahlia Peterson, "China's System of Oppression in Xinjiang: How It Developed and How to Curb It," *Global China: Assessing China's Growing Role in the World*, *The Brookings Institution*, 2 septembre 2020, www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/09/FP_20200914_china_oppression_xinjiang_millward_peterson.pdf; Amy Lehr, "Addressing Forced Labor in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region Toward a Shared Agenda," *CSIS Briefs*, 5 <https://www.csis.org/analysis/addressing-forced-labor-xinjiang-uyghur-autonomous-region-toward-shared-agenda>; Lianchao Han "Cotton: The Full Fabric of Lies: A Report on Forced and Prison Labor in Xinjiang, China, and the nexus to global supply chains," *The Citizen Power Institute*, août 2019, p. 16-17.

⁶⁴ L'envoi d'équipes de travail dans les foyers ouïghours est connu en chinois sous le nom de *fanghuiju* (访惠聚), un acronyme qui signifie "Rendre visite au peuple, profiter au peuple et rassembler les cœurs du peuple" (访民情、惠民生、聚民心 *fangminqing, huiminsheng, juminxin*).

⁶⁵ Wang, Maya. "China: Big Data Fuels Crackdown in Minority Region." *Human Rights Watch*, 28 octobre 2020, www.hrw.org/news/2018/02/26/china-big-data-fuels-crackdown-minority-region; Daren Byler, "China's Government Has Ordered a Million Citizens to Occupy Uighur Homes. Here's What They Think They're Doing." *ChinaFile*, 24 octobre 2018, <https://www.chinafile.com/reporting-opinion/postcard/million-citizens-occupy-uighur-homes-xinjiang>.

des motifs d'internement tels que des signes d'observance religieuse.⁶⁶ Les manuels encouragent spécifiquement le ciblage et l'interrogation des enfants à domicile, en veillant à ce qu'ils reçoivent une éducation qui minimise leur identité ouïghoure, sapant ainsi l'autorité des parents ouïghours et rompant leurs relations avec leurs enfants.⁶⁷ En octobre 2016, un programme obligatoire connexe pour les cadres,⁶⁸ connu sous le nom de « Devenir une famille »,⁶⁹ a jumelé des cadres han avec des familles ouïghoures (principalement des familles de détenus) pour promouvoir le « brassage interethnique » et « l'harmonie ethnique ».⁷⁰ Ces cadres sont tenus de rendre visite à leurs « parents non sophistiqués » au moins tous les deux mois pendant cinq jours,⁷¹ parfois pendant des années,⁷² de documenter leurs activités avec les familles, y compris leur participation aux aspects les plus intimes de la « vie paysanne »⁷³ et de « rectifier » tout « problème », y compris la malpropreté et les croyances religieuses.⁷⁴ Il serait courant que les cadres dorment dans le même lit, ou sur la même plateforme, que les membres des foyers ouïghours.⁷⁵ Selon un témoignage de première main, les abus sexuels et les viols de femmes ouïghoures sont également devenus monnaie courante dans le cadre du programme.⁷⁶ En outre, les gouvernements des districts de la RAOX contraignent, incitent et promeuvent activement les mariages entre Han et Ouïghoures, une politique qui

⁶⁶ Grose, Timothy A. "Hosting the Hostage: Looking beneath China's Policy to Infiltrate Uyghur Homes." *SupChina*, 24 juillet 2020, <https://supchina.com/2020/07/24/hosting-the-hostage-looking-beneath-chinas-policy-to-infiltrate-uyghur-homes/>.

⁶⁷ Byler, *supra* note 61. De plus, parmi les motifs d'internement, la liste Karakax précise : « Lire les Écritures saintes à un enfant de moins de 16 ans. » Shepherd, Christian et Laura Pitel, "The Karakax List: How China Targets Uighurs in Xinjiang," *Financial Times*, 17 février 2020, <https://www.ft.com/content/e0224416-4e77-11ea-95a0-43d18ec715f5>.

⁶⁸ "China's Uighurs Told to Share Beds, Meals with Party Members." *Associated Press*, 30 novembre 2018, <https://apnews.com/article/9ca1c29fc9554c1697a8729bba4dd93b>.

⁶⁹ Le programme s'appelle 结对认亲 (*jiedui renqin*) en chinois, également traduit par « trouver un partenaire et devenir parent » ou « Se mettre en couple et devenir une famille » ("Eradicating Ideological Viruses"). *Human Rights Watch*, 9 septembre 2018, <https://www.hrw.org/report/2018/09/09/eradicating-ideological-viruses/chinas-campaign-repression-against-xinjiangs>.) et « Unis comme une seule famille " (Byler, *supra* note 61).

⁷⁰ Leibold, *supra* note 56.

⁷¹ *China's Uighurs Told to Share Beds*, *supra* note 64.

⁷² "Xinjiang 'Pair Up' Campaign Highlights Power Imbalance Between Chinese 'Relatives,' Uyghur Hosts." *Radio Free Asia*, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/campaign-11192019152349.html>.

⁷³ Leibold, *supra* note 56, 55; *Xinjiang 'Pair Up' Campaign*, *supra* note 68.

⁷⁴ "China: Visiting Officials Occupy Homes in Muslim Region," *Human Rights Watch*, 13 mai 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/05/13/china-visiting-officials-occupy-homes-muslim-region>.

⁷⁵ Selon un cadre du PCC supervisant une commune de la préfecture de Kachgar : « il est désormais considéré comme normal que les femmes dorment sur la même plateforme que leurs 'parents' masculins. » « Des 'parents' chinois de sexe masculin affectés à des foyers ouïghours dorment avec des 'hôtes' de sexe féminin. » *Radio Free Asia*, 31 octobre 2019, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/cosleeping-10312019160528.html> ; *China's Uighurs Told to Share Beds*, *supra* note 64. *Visiting Officials Occupy Homes*, *supra* note 70.

⁷⁶ Ingram, Ruth, "Sexual Abuse of Uyghur Women by CCP Cadres in Xinjiang: A Victim Speaks Out," *Bitter Winter*, 19 septembre 2020, <https://bitterwinter.org/sexual-abuse-of-uyghur-women-by-ccp-cadres-in-xinjiang/>.

trouve son origine dans une réunion de haut niveau du PCC avec le président Xi en 2014.⁷⁷ Les autorités régionales offrent aux conjoints han et ouïghoures une allocation annuelle après l'enregistrement de leur licence de mariage,⁷⁸ ainsi que des avantages en matière d'éducation et d'avancement professionnel.⁷⁹ Les autorités contraignent également les femmes ouïghoures à épouser des hommes han sous la menace de l'internement ou de l'internement des membres de leur famille.⁸⁰

c) Expansion de l'État policier sous le secrétaire du Parti Chen Quanguo

En 2016, Chen Quanguo est nommé secrétaire du Parti de la RAOX et premier commissaire politique du XPCC. En septembre 2016, il a prononcé un discours exposant son programme politique pour la région. Il a ordonné aux responsables de la sécurité de mettre en œuvre une approche proactive et systématique pour lutter contre les « trois forces du mal » - le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme.⁸¹ Il a immédiatement lancé une expansion sans précédent des forces de sécurité dans la région, annonçant 100 680 nouveaux postes liés à la sécurité au cours de sa première année, soit 13 fois plus que le nombre moyen des six années précédentes.⁸² Il a divisé la région en communautés de quelques milliers de personnes supervisées par des fonctionnaires chargés de faire respecter la « stabilité sociale ». ⁸³ Il a créé des milliers de « postes de police de proximité » dans les villes, les villages et les principales intersections de la région, tous les 300 à 500 mètres dans les centres urbains - une stratégie empruntée à l'époque où il était secrétaire du Parti de la Région autonome du Tibet en 2011.⁸⁴ Il a renforcé le système de surveillance de masse et de suivi des Ouïghours de la région en collectant des données biométriques

⁷⁷ Wong, Edward. "To Temper Unrest in Western China, Officials Offer Money for Inter-marriage," *The New York Times*, 2 septembre 2014, <https://www.nytimes.com/2014/09/03/world/asia/to-temper-unrest-china-pushes-interethnic-marriage-between-han-and-minorities.html> ; Xiaocuo, Yi. "'Saved' by State Terror: Gendered Violence and Propaganda in Xinjiang." *SupChina*, 14 mai 2019, <https://supchina.com/2019/05/14/saved-by-state-terror-gendered-violence-and-propaganda-in-xinjiang/>.

⁷⁸ Joanne Smith Finley et Ondřej Klimeš, "China's Neo-Totalitarian Turn and Genocide in Xinjiang," *Society and Space*, <https://www.societyandspace.org/articles/chinas-neo-totalitarian-turn-and-genocide-in-xinjiang>.

⁷⁹ Byler, Darren. "Uyghur Love in a Time of Interethnic Marriage." *SupChina*, 7 août 2019, <https://supchina.com/2019/08/07/uyghur-love-in-a-time-of-interethnic-marriage/>.

⁸⁰ *Ibid.* Voir aussi *China's Uighurs Told to Share Beds*, *supra* note 64.

⁸¹ James Leibold et Adrian Zenz, "Securitizing Xinjiang: Police Recruitment, Informal Policing and Ethnic Minority Co-optation," *The China Quarterly* Vol. 242, p. 333. Dans un article, un professeur de l'École du Parti Communiste du Xinjiang décrit la langue maternelle ouïghoure comme "la quatrième force du mal" ; voir Shepherd, Christian, "Fear and Oppression in Xinjiang: China's War on Uighur Culture," *Financial Times*, 12 septembre 2019, www.ft.com/content/48508182-d426-11e9-8367-807ebd53ab77.

⁸² Leibold et Zenz, *supra* note 77, p. 334.

⁸³ Shepherd et Pitel, *supra* note 63.

⁸⁴ *Ibid.*; Wong, Chun Han. "China's Hard Edge: The Leader of Beijing's Muslim Crackdown Gains Influence." *Wall Street Journal*, 7 avril 2019, <https://www.wsj.com/articles/chinas-hard-edge-the-leader-of-beijings-muslim-crackdown-gains-influence-11554655886>.

par le biais d'examens médicaux obligatoires.⁸⁵ Des autorités de haut niveau auraient émis des directives visant à respecter des quotas d'internement pour près de la moitié des résidents de zones majoritairement ouïghours, les fonctionnaires ne parvenant pas à respecter ces quotas risquant d'être eux-mêmes internés.⁸⁶ Chen a procédé à des purges et a ciblé des fonctionnaires qui sortaient du rang pour en faire des exemples, notamment un dirigeant d'un district du sud, Wang Yongzhi, qui a été emprisonné pour avoir libéré des détenus ouïghours.⁸⁷ Les aveux de Wang et un rapport détaillé ont été distribués dans toute la RAOX en guise d'avertissement aux fonctionnaires, dont des milliers ont été punis pour une conduite similaire.⁸⁸

d) Collecte de données biométriques et police numérisée

En 2016, le Bureau de la sécurité publique a commencé à collecter systématiquement les données biométriques des résidents de la RAOX, notamment les scans du visage, les scans de la rétine, les empreintes vocales, l'empreinte de la démarche, les empreintes digitales, l'ADN et le groupe sanguin,⁸⁹ pour alimenter un système de maintien de l'ordre connu sous le nom de Plateforme d'opérations conjointes intégrées (POCI). De 2016 à 2017, le gouvernement a collecté des données biométriques à 36 millions d'occasions dans la RAOX, qui comptait alors une population d'environ 24,5 millions d'habitants⁹⁰ (soit une incidence de collecte de données s'élevant à 150 % de la population, assurant de fait une collecte totale).

La POCI est le principal système de big data qui enregistre les informations personnelles des résidents de la RAOX à partir de caméras vidéo, de réseaux wifi, de points de contrôle, de vérifications de smartphones et d'autres enregistrements personnels, et utilise des algorithmes pour générer des listes de « suspects » à détenir.⁹¹ La police et les autres fonctionnaires sont tenus de communiquer avec le système POCI via une application

⁸⁵ Millward et Peterson *supra* note 59, p. 5.

⁸⁶ “Nearly Half of Residents of Uyghur-Majority Village in Xinjiang Held in Internment Camps.” *Radio Free Asia*, 23 octobre 2019, www.rfa.org/english/news/uyghur/half-10232019144954.html ; “Nearly Half of Uyghurs in Xinjiang’s Hotan Targeted For Re-Education Camps.” *Radio Free Asia*, 09 octobre 2017, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/camps-10092017164000.html>.

⁸⁷ *Absolutely No Mercy*, *supra* note 58.

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ Leibold *supra* note 56, 51; Millward et Peterson *supra* note 59, p. 5.

⁹⁰ Wee, Sui-lee. “China Uses DNA to Track Its People, With the Help of American Expertise.” *The New York Times*, 21 février 2019, www.nytimes.com/2019/02/21/business/china-xinjiang-uyghur-dna-thermo-fisher.html.

⁹¹ Wang, *supra* note 61 ; voir aussi Wang, Maya. “China’s Algorithms of Repression: Reverse Engineering a Xinjiang Police Mass Surveillance App.” *Human Rights Watch*, 1^{er} mai 2019, www.hrw.org/report/2019/05/02/chinas-algorithms-repression/reverse-engineering-xinjiang-police-mass.

mobile.⁹² En juin 2017, sur une période de sept jours, les responsables de la sécurité ont envoyé 15 683 résidents des préfectures de Kachgar, Hotan, Kizilsu et Aksu dans des camps d'internement, arrêté 706 résidents et en ont placé 2 096 sous « surveillance préventive » - tout cela uniquement sur la base d'une identification par la POCl.⁹³

En juin 2017, le « Commandement du Comité du Parti pour la répression et l'offensive sur les lignes de front » de la RAOX, sous le commandement de Zhu Hailun, alors secrétaire adjoint de la RAOX et haut responsable de la sécurité, a rapidement envoyé dans toute la région une série de documents ou de bulletins sur la manière de travailler en tandem avec la POCl et les forces locales pour cibler la population ouïghoure.⁹⁴ Les documents citent des données collectées par la POCl qui désignent près de deux millions d'utilisateurs ouïghours d'une application numérique conçue pour les communautés musulmanes et ordonnent aux localités d'enquêter sur eux « un par un », y compris sur des milliers d'« imams non autorisés », et de « sévir » en fonction.⁹⁵ Les documents détaillent les devoirs des fonctionnaires qui doivent s'appuyer sur les données de la POCl et mettre à jour le système avec les données et les listes d'individus manquantes afin de renforcer « le système des cinq sens... pour prévenir les problèmes avant qu'ils ne se produisent ».⁹⁶ Toutes les villes et préfectures sont invitées à faire preuve de vigilance à l'égard des personnes dont l'identité est manquante, car il s'agit de « risques dans les risques, de dangers cachés dans les dangers cachés », ⁹⁷ ce qui montre à quel point la campagne d'internement de masse a été et reste étendue et globale.

3. La persécution et l'internement extrajudiciaire de masse inscrits dans la loi

En octobre 2016, les services de police locaux ont commencé à mettre en œuvre des règlements visant à confisquer les passeports des résidents de la RAOX.⁹⁸ Le ministère de la Justice de la RAOX a ordonné la construction de centres de détention ou de camps

⁹² Dholakia, Nazish, et Maya Wang. "Interview: China's 'Big Brother' App: Unprecedented View into Mass Surveillance of Xinjiang's Muslims." *Human Rights Watch*, 1^{er} mai 2019, www.hrw.org/news/2019/05/01/interview-chinas-big-brother-app.

⁹³ Millward et Peterson *supra* note 59 ; Allen-Ebrahimian, Bethany. "Exposed: China's Operating Manuals for Mass Internment and Arrest by Algorithm." *International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ)*, 24 novembre 2019, www.icij.org/investigations/china-cables/exposed-chinas-operating-manuals-for-mass-internment-and-arrest-by-algorithm/.

⁹⁴ Alecci, Scilla. "How China Targets Uighurs 'One by One' for Using a Mobile App." *ICIJ*, 24 novembre 2019, www.icij.org/investigations/china-cables/how-china-targets-uighurs-one-by-one-for-using-a-mobile-app/.

⁹⁵ "Integrated Joint Operation Platform' Daily Essentials Bulletin, No. 20," (IJOP Bulletin No. 20) comme publié par le *ICIJ, China Cables*, <http://www.documentcloud.org/documents/6558508-China-Cables-IJOP-Daily-Bulletin-20-English.html>.

⁹⁶ "Integrated Joint Operation Platform' Daily Essentials Bulletin, No. 14," comme publié par le *ICIJ, China Cables*, <http://www.documentcloud.org/documents/6558506-China-Cables-IJOP-Daily-Bulletin-14-English.html>.

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ Wong, Edward. "Police Confiscate Passports in Parts of Xinjiang, in Western China." *The New York Times*, 1^{er} décembre 2016, www.nytimes.com/2016/12/01/world/asia/passports-confiscated-xinjiang-china-uighur.html.

d'internement, appelés par euphémisme centres de « transformation par l'éducation concentrée ».⁹⁹ Suite à la mise en œuvre de la nouvelle loi antiterroriste de portée extrêmement large en 2016,¹⁰⁰ le Congrès du peuple de la RAOX a adopté en avril et mai 2017 de nouveaux règlements de « désextrémisation » qui criminalisent pratiquement tous les éléments islamiques, notamment le partage de conseils ou la distribution de documents religieux, l'utilisation de noms spécifiques, les barbes « irrégulières » et certains types de vêtements, et appellent à l'éradication de ces pratiques dans tous les domaines de la vie.¹⁰¹ L'article 14 de ces règlements ordonne la mise en place d'une « transformation éducative » impliquant des « corrections comportementales » parmi d'autres formes vagues de « formation », sanctionnant officiellement la construction et la répression du vaste réseau de camps d'internement.¹⁰²

Il existe une distinction entre les camps d'internement et les prisons préexistantes qui font partie du système officiel de justice pénale.¹⁰³ Cependant, selon les responsables, les camps d'internement servent souvent de passerelles vers le système carcéral officiel.¹⁰⁴ Les autorités ont ciblé les Ouïghours pour les détenir dans les deux systèmes. En 2018, les autorités de la RAOX ont commencé à construire une infrastructure vaste et plus permanente de complexes de détention, y compris de nouvelles installations conçues pour être cavernes afin d'empêcher la lumière naturelle, et entourées de murs en béton, de tours de garde et de lourds fils barbelés.¹⁰⁵ Des chercheurs ont vérifié plus de 380 sites de détention à travers la RAOX qui ont été soit nouvellement construits, soit considérablement agrandis depuis 2017.¹⁰⁶ Parmi ces camps, 273 sont hautement

⁹⁹ Termes associés à l'internement. Sheena Chestnut Greitens, Myunghee Lee et Emir Yazici. "Counterterrorism and Preventive Repression: China's Changing Strategy in Xinjiang." *International Security*, vol. 44, numéro 3, hiver 2019/20, p. 15. Le terme en chinois pour désigner les « centres concentrés de transformation par l'éducation » est 集中教育转化中心 *jizhong jiaoyu zhuanhua zhongxin*. Certains chercheurs notent que le mot chinois *jizhong* (« concentré ») est le même que celui utilisé dans le terme en langue chinoise pour « camp de concentration » (*jizhong ying*), voir Zenz, Adrian. " 'Wash Brains, Cleanse Hearts': Evidence from Chinese Government Documents about the Nature and Extent of Xinjiang's Extrajudicial Internment Campaign". *Journal of Political Risk*, 24 novembre 2019, www.jpolorisk.com/wash-brains-cleanse-hearts/.

¹⁰⁰ "China: Disclose Details of Terrorism Convictions Overbroad Counterterrorism Legal Framework Opens Door to Abuses," *Human Rights Watch*, 16 mars 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/03/16/china-disclose-details-terrorism-convictions>.

¹⁰¹ Roberts, *supra* note 34, p. 209-210.

¹⁰² Roberts, *supra* note 34, p. 211.

¹⁰³ Bien que le PCC et les témoins oculaires utilisent différents termes pour décrire les camps, ce rapport considère ces deux catégories générales de sites de détention.

¹⁰⁴ Thum, Rian. "China's Mass Internment Camps Have No Clear End in Sight." *Foreign Policy*, 22 août. 2018, <https://foreignpolicy.com/2018/08/22/chinas-mass-internment-camps-have-no-clear-end-in-sight>.

¹⁰⁵ Rajagopalan, Megha, et al. "China Secretly Built A Vast New Infrastructure To Imprison Muslims." *BuzzFeed News*, 27 août 2020, www.buzzfeednews.com/article/meghara/china-new-internment-camps-xinjiang-ughurs-muslims ; Les autorités locales décrivent les terrains des camps comme nécessitant « des surfaces résistantes aux bombes », Thum, *supra* note 100.

¹⁰⁶ Ruser, Nathan. "Exploring Xinjiang's Detention System." *The Xinjiang Data Project*, septembre 2020, <https://xjdp.aspi.org.au/explainers/exploring-xinjiangs-detention-facilities/>.

fortifiés avec de hautes clôtures en fil de fer barbelé, des murs d'enceinte et des tours de garde, et des capacités allant jusqu'à 30 000 internés, sans tenir compte de la surpopulation.¹⁰⁷ Des experts en conception de prisons estiment que la limite supérieure de population du site de détention de la petite ville de Dabancheng est de 130 000 personnes.¹⁰⁸ Soixante et un sites de détention ont été nouvellement construits ou agrandis depuis juillet 2019, dont la majorité sont de plus haute sécurité, y compris au moins 14 sites encore en construction.¹⁰⁹ Une étude, basée sur des documents du gouvernement, estime que la RAOX compte entre 1 300 et 1 400 installations d'internement extrajudiciaire, hors prisons.¹¹⁰

En 2018, les cadres du PCC ont reçu l'ordre de « placer en détention ceux qui devraient l'être dans toute la mesure du possible ». ¹¹¹ Les autorités locales ont en outre reçu l'ordre de veiller à ce qu'au moins un membre de chaque foyer reçoive une « formation professionnelle », un euphémisme pour l'enfermement extrajudiciaire, pendant au moins un à trois mois.¹¹² Début 2018, le département de l'agriculture de la RAOX aurait publié la déclaration suivante : « Dans certaines maisons, il ne reste que les personnes âgées, les femmes faibles et les enfants. » ¹¹³ Outre l'internement de masse, le nombre de poursuites et de condamnations officielles a explosé en 2017 et 2018, 350 000 personnes ayant été poursuivies devant les tribunaux de la RAOX. ¹¹⁴ En comparaison, moins de 30 000 personnes ont été poursuivies chaque année au cours des années précédentes.¹¹⁵ Les estimations du nombre de détenus dans les camps nouvellement construits ou agrandis varient entre 1 et 2 millions, un nombre qui omet généralement les personnes

¹⁰⁷ Ibid. Rajagopalan, et al., *supra* note 101 ; Simon, Scott. "Satellite Images Show China's Expansion Of Muslim Detention Camps." *NPR*, 29 août 2020, www.npr.org/2020/08/29/907384509/satellite-images-show-chinas-expansion-of-muslim-detention-camps ; un témoin oculaire a témoigné de quatre centres, détenant 5,000 personnes chacun, dans le district de Mongolkure seulement (Victime # 67) ; Rajagopalan, Megha, et Allison Killing. "Inside A Xinjiang Detention Camp." *BuzzFeed News*, 3 décembre 2020, www.buzzfeednews.com/article/meghara/inside-xinjiang-detention-camp ; Les Victimes # 120, # 124, et # 1358 ont témoigné de populations dans les camps variant entre 5,000 et 15,000 personnes, avec de multiples camps dans une seule région.

¹⁰⁸ Sudworth, John. "China's Hidden Camps: What's Happened to the Vanished Uighurs of Xinjiang?" *BBC News*, 24 octobre 2018, www.bbc.co.uk/news/resources/idt-sh/China_hidden_camps.

¹⁰⁹ Ruser, *supra* note 102.

¹¹⁰ Zenz, *supra* note 95.

¹¹¹ Dooley, Ben. "Inside China's Internment Camps: Tear Gas, Tasers and Textbooks." *AFP*, 30 janvier. 2019, <https://www.afp.com/en/inside-chinas-internment-camps-tear-gas-tasers-and-textbooks>.

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ Dooley, Ben, "Eradicate the Tumours': Chinese Civilians Drive Xinjiang Crackdown." *AFP*, 30 janvier 2019, <https://www.afp.com/en/eradicate-tumours-chinese-civilians-drive-xinjiang-crackdown>.

¹¹⁴ Où le taux de condamnation est de 99% dans les tribunaux chinois. Voir Millward et Peterson *supra* note 59, p. 17.

¹¹⁵ *Ibid.* p. 5 ; Gene A. Bunin, "From Camps to Prisons: Xinjiang's Next Great Human Rights Catastrophe." *Living Otherwise*, 5 octobre 2019, <https://livingotherwise.com/2019/10/05/from-camps-to-prisons-xinjiangs-next-great-human-rights-catastrophe-by-gene-a-bunin/>.

officiellement condamnées dans le cadre de la campagne plus large d'internement de masse.¹¹⁶

Deux documents gouvernementaux fuités, connus sous les noms de liste d'Aksu et de Karakax,¹¹⁷ fournissent les comptes rendus les plus détaillés et les plus complets sur les mécanismes qui sous-tendent les cycles sans fin de détention et de travail forcé en RAOX. Les listes contiennent les données personnelles de milliers de Ouïghours, y compris si une personne fait la prière, va à la mosquée, jeûne ou s'adonne à d'autres pratiques religieuses de base. Les principaux motifs de détention comprennent des catégories vagues et fourre-tout comme le fait d'être jeune, c'est-à-dire « né après les années 1980 », d'être généralement indigne de confiance, d'avoir « un comportement généralement suspect », d'avoir « des liens sociaux complexes », d'avoir « des relations [sexuelles] inappropriées » ou de « violer la politique de natalité ».¹¹⁸ Des verdicts d'internement continu sont fréquemment émis, prolongeant les détentions pour des raisons arbitraires comme les pratiques religieuses de ses enfants ou même pour une prétendue « rancune » parce que des proches ont été torturés dans les camps.¹¹⁹

Alors que le gouvernement affirme que les nouvelles installations sont conçues pour l'« enseignement professionnel », les images et analyses satellite, les documents gouvernementaux et les témoignages de première main démontrent clairement qu'elles sont gérées comme des prisons avec des niveaux de sécurité variables.¹²⁰ Les bureaux de gestion des camps sont dirigés par des fonctionnaires ayant l'expérience de la gestion des prisons afin de garantir une « sécurité absolue » dans les installations.¹²¹ Les documents gouvernementaux font référence aux apprentis et aux détenus de manière interchangeable, et souvent de manière explicite en tant qu'« apprentis détenus »¹²² ou « personnes détenues dans le cadre de la rééducation ».¹²³ Selon les documents gouvernementaux, tous les camps doivent être conçus pour empêcher toute évasion, en

¹¹⁶ Millward et Peterson *supra* note 59, p. 17.

¹¹⁷ Nommées d'après des régions où les Ouïghours constituent respectivement 80% et plus de 90% de la population. "China: Big Data Program Targets Xinjiang's Muslims." *Human Rights Watch*, 9 décembre 2020, www.hrw.org/news/2020/12/09/china-big-data-program-targets-xinjiangs-muslims ; Zenz, *supra* note 42 ; voir aussi Shepherd and Pitel, *supra* note 63.

¹¹⁸ *China: Big Data Program*, *supra* note 113; "Ideological Transformation: Records of Mass Detention From Qaraqash [also spelled Karakax], Hotan." *Uyghur Human Rights Project*, février 2020, https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP_QaraqashDocument.pdf.

¹¹⁹ Dans un cas, jusqu'à la paralysie, Zenz, *supra* note 42.

¹²⁰ Dooley, *supra* note 107.

¹²¹ *Ibid.*

¹²² 收押培训人员 *shouya peixun ren yuan* ou 收押收教人员 *shouya shoujiao ren yuan*. Zenz, *supra* note 95.

¹²³ *Ibid.* 被收教人员 *bei shoujiao ren yuan* ou 收押转化人员 *shouya zhuanhua ren yuan* ou 被收押教育转化人员 *bei shouya jiaoyu zhuanhua ren yuan*.

plus de quatre autres « mesures préventives », qui sont « exigées par [le secrétaire du Parti de la RAOX] Chen Quanguo ». ¹²⁴

Selon des documents du gouvernement datant d'aussi tôt que 2017 et 2018, y compris des demandes d'approvisionnement liées aux camps, ¹²⁵ les gouvernements locaux ont obtenu des listes d'armes et de fournitures pénitentiaires pour maintenir un contrôle strict sur les détenus. ¹²⁶ Les listes comprenaient : des aiguillons électriques pour le bétail, des matraques électriques, des Tasers, des gourdins à pointes connus sous le nom de « crocs de loup », des lances, des pistolets paralysants, des pistolets à filet, des gaz lacrymogènes, des gaz poivrés, des uniformes de police et des menottes. ¹²⁷ Lors de leur admission dans les camps, les détenus seraient soumis à un examen complet du corps, y compris des parties génitales, et transférés enchaînés avec des sacs sur la tête dans les camps où ils sont forcés de se déshabiller devant les gardes et de se faire raser la tête. ¹²⁸ Les détenus chargés de tâches « d'enseignement » seraient contraints de signer des documents stipulant que le non-respect des règles entraînerait une punition. ¹²⁹ Les gardes surveillent le moindre mouvement des détenus grâce à des caméras couvrant l'intégralité de chaque cellule et punissent le moindre écart par rapport aux exercices et à l'endoctrinement de style militaire. ¹³⁰

4. Le travail forcé ouïghour

Le gouvernement a également mis en place un système de travail forcé institutionnalisé de long terme pour les Ouïghours à l'intérieur et à l'extérieur des camps d'internement. ¹³¹ Les détenus ouïghours sont systématiquement transférés dans des champs de coton et des usines adjacentes aux camps ou situés à des centaines de kilomètres de là, dans la

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ Par exemple, dans la préfecture de Hotan, le département gouvernemental chargé de ces centres a acheté 2,768 matraques, 550 aiguillons électriques pour le bétail, 1,367 paires de menottes, et 2,792 bombes de gaz au poivre. Dooley, *supra* note 107.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ Victimes #46, 1540, 2947, 3101, 3456.

¹²⁹ Stavrou, David. "A Million People Are Jailed at China's Gulags. I Escaped. Here's What Really Goes on Inside." *Haaretz.com*, 17 octobre 2019, www.haaretz.com/world-news/.premium.MAGAZINE-a-million-people-are-jailed-at-china-s-gulags-i-escaped-here-s-what-goes-on-inside-1.7994216?ts=1611703044441.

(« [Le document] disait que si je ne remplissais pas ma tâche, ou si je ne respectais pas les règles, je serais condamné à mort. Le document indiquait qu'il était interdit de parler avec les prisonniers, interdit de rire, interdit de pleurer et interdit de répondre aux questions de quiconque. J'ai signé parce que je n'avais pas le choix. »)

¹³⁰ Victimes # 120, 124, 300, 1723, 2110, 3101, 3418, 3623, 4981, 5524, 6507, 6817, et 7075.

¹³¹ La Convention sur le travail forcé de l'Organisation internationale du travail (n° 29), 1930, définit le travail forcé ou obligatoire comme « tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré »,

https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:::NO:12100:P12100_ILO_CODE:C029:NO

RAOX ou en Chine de l'est.¹³² Ces programmes de travail forcé peuvent également être liés à l'internement, car les images satellites ont permis d'identifier des masses de personnes portant des uniformes identiques transférées entre les deux sites.¹³³ Des usines de travail forcé ont été vérifiées sur au moins 135 des sites de détention de la RAOX.¹³⁴ La construction d'usines en RAOX est parallèle à l'expansion rapide des camps d'internement. Un rapport d'enquête a identifié plus de 1,960,000 mètres carrés d'installations d'usines dans les enceintes des camps en décembre 2020.¹³⁵ En 2018, le gouvernement a en outre transféré plus d'un demi-million de personnes de trois régions ouïghoures par le biais des programmes de travail forcé du gouvernement vers des opérations de cueillette de coton.¹³⁶ Selon un rapport de travail du gouvernement local de 2019 : « Pour chaque lot [de travailleurs] qui est formé, un lot d'emploi sera organisé et un lot sera transféré. Les personnes employées doivent recevoir une éducation idéologique approfondie et rester à leur poste. »¹³⁷ La liste de Karakax corrobore le système de « libération » des détenus vers le travail forcé.¹³⁸ Dans la section « entrées finales » de la liste de Karakax, le terme utilisé pour décrire le moment où un détenu est « employé » est le même que celui qui est largement utilisé dans les programmes de travail forcé mis en œuvre par les autorités de la RAOX depuis mi-2018.¹³⁹

IV. Actes sous-jacents

a) Tuer des membres du groupe

Un grand nombre de détenus ouïghours sont morts ou ont été tués sous la garde de la police ou dans les camps,¹⁴⁰ et les personnes qui signalent ces décès peuvent être

¹³² Zenz, Adrian. "Beyond the Camps: Beijing's Long-Term Scheme of Coercive Labor, Poverty Alleviation and Social Control in Xinjiang." *Journal of Political Risk*, 10 décembre 2019, www.ipolrisk.com/beyond-the-camps-beijings-long-term-scheme-of-coercive-labor-poverty-alleviation-and-social-control-in-xinjiang.

¹³³ Sudworth, *supra* note 46.

¹³⁴ Killing, Alison, and Megha Rajagopalan. "The Factories in the Camps." *BuzzFeed News*, 28 décembre. 2020, www.buzzfeednews.com/article/alison_killing/xinjiang-camps-china-factories-forced-labor.

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ Zenz, Adrian. "Coercive Labor in Xinjiang: Labor Transfer and the Mobilization of Ethnic Minorities to Pick Cotton." *Newlines Institute for Strategy and Policy*, 14 décembre 2020, <http://newlinesinstitute.org/wp-content/uploads/2020/12/20201214-PB-China-Zenz-1-3.pdf> ; voir aussi Xiuzhong Xu, Vicky, et al. "Uyghurs for Sale." *Australian Strategy Policy Institute*, 1^{er} mars 2020, www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ Zenz, *supra* note 42, FN 100-107.

¹³⁹ 就业 *jiuye*, *Ideological Transformation*, *supra* note 114.

¹⁴⁰ Pour une liste des décès documentés dans les camps, voir *Xinjiang Victims Database*, <https://shahit.biz/eng/#lists>. Victime # 124 (« Tant de gens sont morts sous les coups et la torture ») ; Byler, *supra* note 45 (« Ces innocents sont toujours là [dans les camps] sans avoir commis aucun crime... Certains meurent, d'autres sont condamnés à 20 ans de prison. Certains d'entre eux sont en train de mourir, d'autres sont condamnés à 20 ans de prison. ») ; un autre ancien

condamnées à de longues peines.¹⁴¹ Il existe au moins un rapport confirmé de décès massifs dans un camp d'internement,¹⁴² et les fours crématoires récemment construits dans la région indiquent que les autorités pourraient être en train de dissimuler le nombre total de décès et de tortures dans les camps.¹⁴³ Les personnalités religieuses ouïghoures âgées et éminentes, ou les détenus qui succombent aux routines de style militaire, sont particulièrement vulnérables à la mort ou à la disparition en détention,¹⁴⁴ un certain nombre d'érudits religieux étant morts peu après avoir été placés en détention.¹⁴⁵ Les personnes âgées ont également tendance à être plus exposées à la torture que les détenus plus jeunes, pour n'avoir pas réussi à apprendre le chinois ou pour avoir demandé à utiliser les toilettes en dehors des heures prévues, tandis que les Ouïghours réputés ont été ciblés de manière sélective dans le cadre de la campagne de détention de masse, à la fois en termes de portée et d'échelle des peines, ces derniers étant généralement condamnés à une peine de 15 ans de prison ou à la peine de mort.¹⁴⁶

détenu ouïghour (victime # 2110) a témoigné de la mort de neuf femmes dans une seule cellule, tandis qu'un autre détenu ouïghour a témoigné de la mort de trois détenus, dont un après trois jours dans le camp (victime # 6507) ; voir également Joanne Smith Finley, "Why Scholars and Activists Increasingly Fear a Uyghur Genocide in Xinjiang", *Journal of Genocide Research*, disponible sur <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14623528.2020.1848109> ; "I Wish I Could Wipe my Heart And Mind Clean": Uyghur Former Camp Instructor". *Radio Free Asia*, 5 octobre 2020, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/instructor-10052020130813.html> ; Un ancien détenu dit « enseignant » a témoigné que le nombre de ses classes diminuait quotidiennement et que deux détenus sont morts au cours de ses trois premières semaines - l'un a mystérieusement disparu et serait mort d'une « hémorragie cérébrale » ; l'autre est mort d'une infection non traitée, Ingram, Ruth. "Confessions d'une enseignante d'un camp du Xinjiang". *The Diplomat*, 17 août 2020, <https://thediplomat.com/2020/08/confessions-of-a-xinjiang-camp-teacher/>.

¹⁴¹ À 70 ans, la victime # 167 a subi une disparition forcée puis a été condamnée à 20 ans de prison pour avoir signalé la mort par torture d'une victime du camp, la victime # 164.

¹⁴² Un officier a confirmé qu'en six mois (juin-décembre 2018), au camp d'internement n° 1 de Yengisher, dans le district de Kuchar de la préfecture d'Aksu, 150 détenus sont morts. "At Least 150 Detainees Have Died in One Xinjiang Internment Camp: Police Officer", *Radio Free Asia*, 29 octobre 2019, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/deaths-10292019181322.html>.

¹⁴³ "Internment Camps in Xinjiang's Aksu Separated by Crematorium." *Radio Free Asia*, 13 novembre 2020, www.rfa.org/english/news/uyghur/crematorium-11132020144027.html (qui identifie un crematorium à moins d'un kilomètre de deux camps d'internement situés à l'extérieur de la ville d'Aksu) ; "Xinjiang Rapidly Building Crematoria to Extinguish Uyghur Funeral Traditions." *Radio Free Asia*, 26 juin 2018, www.rfa.org/english/news/uyghur/crematoriums-06262018151126.html. Voir aussi le témoignage de Victime # 453; alors qu'il hurlait de douleur pendant une appendicectomie, un garde s'est approché de lui pour lui dire « Vous ne mourrez pas, et, même si vous mourez, personne ne le saura ». Mauk, Ben. "Inside Xinjiang's Prison State." *The New Yorker*, 26 février 2021, <https://www.newyorker.com/news/a-reporter-at-large/china-xinjiang-prison-state-uyghur-detention-camps-prisoner-testimony>.

¹⁴⁴ Voir *Our Souls are Dead*, supra note 43 (« Parfois, l'une ou l'autre d'entre nous s'évanouissait. Si elle ne revenait pas à elle, un gardien la tirait pour la mettre debout et la giflait pour la réveiller. Si elle s'effondrait à nouveau, il la traînait hors de la pièce, et nous ne la revoyions plus jamais. Jamais. ») Selon un témoignage de première main, des détenus âgés de 80 ans étaient les principales cibles de la torture et des traitements inhumains au sein du centre de détention, où les imams ne sont jamais libérés de leurs menottes et de leurs entraves, et peuvent être condamnés à plus de 20 ans, Victime # 67.

¹⁴⁵ "Demolishing Faith: The Destruction and Desecration of Uyghur Mosques and Shrines," *Uyghur Human Rights Project*, octobre 2019, p. 4, https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP_report_Demolishing_Faith.pdf.

¹⁴⁶ Victime # 4616 ; "Xinjiang Authorities Sentence Uyghur Philanthropist to Death For Unsanctioned Hajj." *Radio Free Asia*, 21 novembre 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/philanthropist-11212018131511.html> ; "Prominent Uyghur Intellectual Given Two-Year Suspended Death Sentence For 'Separatism.'" *Radio Free Asia*, 28 septembre 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/sentence-09282018145150.html>. Le fait que des

b) Causer des dommages corporels ou mentaux graves à des membres du groupe¹⁴⁷

Les détenus ouïghours dans les lieux de détention sont systématiquement torturés, soumis à des violences sexuelles, y compris le viol, et à des peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants, privés de leurs besoins humains fondamentaux et gravement humiliés.

i) Torture physique

Selon des témoins oculaires, les détenus peuvent être torturés pour n'avoir pas respecté les ordres et les règles strictes de style militaire ou pour de simples comportements quotidiens, notamment pour avoir parlé ou chuchoté entre eux, éteint les lumières vives des cellules qui restent allumées en permanence, ou même avoir souri, pleuré, baillé, fermé les yeux, mangé trop lentement ou dépassé le temps minimal alloué pour les pauses toilettes. D'anciens détenus ont témoigné de l'existence de « salles d'interrogatoire » désignées dans les camps et les centres de détention, où il n'y a pas de caméras et où des méthodes de torture brutales et systématiques sont infligées,¹⁴⁸ parfois durant 24 heures et entraînant une perte de conscience.¹⁴⁹ Les formes de torture les plus courantes dans les camps sont les suivantes : forcer les détenus à s'asseoir sur de petits tabourets, les enchaîner à des « chaises du tigre », à des lits, à des murs, à des plafonds ou à de lourdes chaînes, ou les soumettre à l'isolement et à la privation de

Ouïghours réputés soient ciblés de manière sélective pour un traitement plus sévère soutient une conclusion d'« intention de détruire, ou tout ou en partie, [le] groupe, comme tel » en vertu de l'article II de la Convention sur le génocide. *Procureur c. Krstic*, affaire n° ICTY-IT-98-33, jugement, au para. 12, (Outre la taille numérique de la partie ciblée, sa prééminence au sein du groupe peut être une considération utile. Si une partie spécifique du groupe est emblématique de l'ensemble du groupe, ou est essentielle à sa survie, cela peut permettre de conclure que cette partie est substantielle au sens de l'article [II] ») ; Shepherd, *supra* note 77.

¹⁴⁷ Les atteintes à l'intégrité physique ou mentale au sens de l'article II (b) sont considérées comme « des actes de torture, qu'il s'agisse d'atteintes à l'intégrité physique ou mentale, de traitements inhumains ou dégradants, de persécution », *Akayesu*, *supra* note 28, au para. 504 ; voir également *Procureur c. Kayishema et Ruzindana*, affaire n° ICTR-95-1-A, jugement de première instance, 21 mai 1999, au para. 109. Plus précisément, ces atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale peuvent être infligées aux membres du groupe par « l'esclavage, la famine, la déportation et la persécution [...] la détention dans [...] des camps de transit et des camps de concentration dans des conditions qui étaient conçues pour provoquer leur avilissement, la privation de leurs droits en tant qu'êtres humains, et pour les supprimer et leur causer des souffrances inhumaines et la torture », *The International Law Reports*, Vol. 36, 1968, p. 238, para. 199.

¹⁴⁸ Victimes # 1540, 2110, et 3456; Shih, Gerry. "China's Mass Indoctrination Camps Evoke Cultural Revolution." *Associated Press*, 17 mai 2018, <https://apnews.com/6e151296fb194f85ba69a8babb972e4b>.

¹⁴⁹ Steve Chao, "Exposed : China's Surveillance of Muslim Uighurs ", *Al Jazeera*, 1er février 2019, <https://www.aljazeera.com/features/2019/2/1/exposed-chinas-surveillance-of-muslim-ughurs> ; Victime # 1725 (tombée inconsciente après que des fonctionnaires l'aient forcée à se réfugier dans un trou dans la cour en hiver et lui ont versé de l'eau froide) ; voir la Victime # 2110 sur les épisodes répétés de crises et de perte de conscience découlant de l'internement et de l'ingestion forcée de pilules inconnues.

nourriture pendant des périodes prolongées.¹⁵⁰ Les détenus sont également soumis à des fouettages et à des coups constants avec des aiguillons métalliques et électriques ou des cordes dénudées.¹⁵¹

Des témoins oculaires ont déclaré avoir vu du sang sur le sol et les murs, et avoir vu des détenus sortir des salles d'interrogatoire, certains sans ongles.¹⁵² D'autres témoins oculaires ont déclaré avoir été forcés d'ingérer des drogues provoquant des pertes de conscience, avoir été confinés sur des chaises recouvertes de clous ou électrifiées, avoir été soumis à des fouilles corporelles complètes, ou avoir été accrochés aux murs et battus avec des matraques électriques.¹⁵³

ii) Violences sexuelles

D'anciens détenus ont témoigné de viols de masse systématiques et d'autres abus sexuels dans les centres de détention.¹⁵⁴ Il existe également des récits de viols collectifs perpétrés par des agents de sécurité, faisant notamment référence à des hommes masqués, à l'utilisation d'un bâton électrique,¹⁵⁵ à des « morsure[s] sur tout le corps »,¹⁵⁶ et à une table désignée (où il n'y aurait pas de caméras) pour « faire des choses ».¹⁵⁷ D'autres récits

¹⁵⁰ Victimes # 65, 277, 2110, 3623 (ont témoigné avoir été enchaînées dans une position accroupie avec une chaîne d'un mètre de long liant leurs avant-bras et leurs chevilles pendant 5 mois consécutifs), 5279 et 6816. Shih, *supra* note 144. Shepherd, *supra* note 77.

¹⁵¹ Victimes # 124, 453, 1723, 3418, 5282, 5419 et 7774. Une ancienne détenue a témoigné d'une perte d'audition et de « cicatrices sur son corps dues aux coups [lourds] constants », Victime # 2110; Chao, *supra* note 145.

¹⁵² Victime # 3456. Le témoin oculaire dit aussi avoir été battu et privé de nourriture pendant deux jours simplement pour avoir pris un autre détenu dans ses bras. Voir également Chao, *supra* note 145.

¹⁵³ Victimes # 3456, 2110, et 7774.

¹⁵⁴ Hill, Matthew, et al. "‘Their Goal Is to Destroy Everyone’: Uighur Camp Detainees Allege Systematic Rape." *BBC News*, 2 février 2021, <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-55794071>; Victime # 6641; Ferris-Rotman, Amie. "Abortions, IUDs and Sexual Humiliation: Muslim Women Who Fled China for Kazakhstan Recount Ordeals." *Washington Post*, 5 octobre 2019, https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/abortions-iuds-and-sexual-humiliation-muslim-women-who-fled-china-for-kazakhstan-recount-ordeals/2019/10/04/551c2658-cfd2-11e9-a620-0a91656d7db6_story.html; Un détenu témoigne aussi avoir été violé par des agents le jour de son arrestation pour avoir récolté des fonds pour des écoles ouïghoures, Chao, *supra* note 145; voir également le documentaire "Uighurs: Nowhere to Call Home," *Al Jazeera*, 21 janvier 2019, 4:55 et 9:32, <https://www.aljazeera.com/program/101-east/2019/1/31/uighurs-nowhere-to-call-home>; Un autre ancien détenu fut informé que les méthodes officielles de torture incluent le viol anal avec un bâton électrique, Ingram, *supra* note 136.

¹⁵⁵ *Their Goal is to Destroy Everyone*, *supra* note 150 (« Ils avaient un bâton électrique, je ne savais pas ce que c'était, et il a été poussé à l'intérieur de mon tractus génital, me torturant avec un choc électrique. »)

¹⁵⁶ "China's Uighur camp detainees allege systematic rape," *BBC News*, YouTube, 3 février 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=e6bPGI10Cts>, 1:00-1:34, « ils n'ont épargné aucune partie de mon corps, le mordant jusqu'au point où c'était dégoûtant de le regarder. Ils n'ont pas seulement violé. Ils étaient barbares. Ils m'ont mordu le corps entier ».

¹⁵⁷ *Their Goal is to Destroy Everyone*, *supra* note 150; *Abortions, IUDs and Sexual Humiliation*, *supra* note 150; Stavrou, *supra* note 125; Victime # 3256. Une ancienne employée de camp a été informée de viols collectifs qui avaient lieu quotidiennement, « quelques fois avec des bâtons électriques insérés dans le vagin ou l'anus, » Ingram, *supra* note 136; Azat, Erkin. "A Letter from A Prison Guard in the Newly Built Concentration Camp in Dawanching."

témoignent avoir vu des policiers emmener des jeunes filles dans une pièce fermée pour « se relayer avec elles », certaines ne revenant jamais.¹⁵⁸ D'autres ont décrit des détenues forcées de se déshabiller régulièrement, de s'accroupir nues et de s'enduire les parties génitales de pâte de piment moulu sous la douche pendant qu'elles étaient filmées.¹⁵⁹ Au plus fort de l'épidémie de COVID-19 en Chine, les détenus auraient été forcés de se déshabiller toutes les semaines pendant que les gardiens les arrosaient de désinfectant « brûlant » et corrosif.¹⁶⁰

À l'extérieur des camps, les femmes ouïghoures sont également soumises à des formes systématiques de violence sexuelle, qui leur causent des dommages corporels et mentaux graves. Les femmes ouïghoures, tant en détention qu'à l'extérieur des camps, sont soumises à des violences sexuelles par le biais de procédures coercitives de prévention des naissances, notamment la stérilisation forcée, la pose de dispositifs intra-utérins (DIU), les avortements et les injections ou médicaments inconnus interrompant les cycles menstruels, comme cela est documenté plus en détail dans les sections ci-dessous couvrant l'article II(d) et la « Campagne spéciale de violation du contrôle des naissances » sur la campagne systématique de prévention des naissances ouïghoures.

iii) Torture psychologique

Outre les graves dommages corporels infligés aux Ouïghours, qui sont bien documentés, les préjudices psychologiques subis sont si graves qu'ils poussent certains d'entre eux à se suicider,¹⁶¹ y compris sous la menace de l'internement.¹⁶² Les détenus sont soumis à des routines quotidiennes répétées d'endoctrinement, forcés de regarder la propagande du PCC, de scander des slogans du Parti, de mettre le feu à des tapis de prière ou de

Medium, 17 mai 2019, <https://erkinazat2018.medium.com/a-letter-from-a-prison-guard-in-the-newly-built-concentration-camp-in-dawanching-daa6050bfb9b> ; voir également Victime #453.

¹⁵⁸ *I Wish I Could Wipe my Heart And Mind Clean*, *supra* note 136 ; Victime # 3418.

¹⁵⁹ Westcott et al., *supra* 52 ; *Abortions, IUDs and Sexual Humiliation*, *supra* note 150. Victime #453, un détenu masculin a témoigné avoir été contraint de se déshabiller intégralement, avoir été arrosé avec de l'eau et battu pendant une interrogation. *Inside Xinjiang's Prison State*, *supra* note 139.

¹⁶⁰ Selon une détenue ouïghoure, les gardiens arrosaient les détenus « comme des pompiers », ajoutant : « Mes mains étaient abîmées, ma peau pelait » ; *In China's Xinjiang, Forced Medication Accompanies Lockdown*. *Associated Press*, 31 août. 2020, <https://apnews.com/article/virus-outbreak-ap-top-news-health-asia-pacific-international-news-309c576c6026031769fd88f4d86fda89>.

¹⁶¹ Pour une liste de suicides documentés, voir le Xinjiang Victims Database, <https://shahit.biz/eng/#lists>.

¹⁶² "Threat of Re-Education Camp Drives Uyghur Who Failed Anthem Recitation to Suicide." *Radio Free Asia*, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/suicide-02052018165305.html> ; "Uyghur Editor of State-Run Magazine Commits Suicide 'Out of Fear' of Detention." *Radio Free Asia*, 5 février 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/suicide-09282018171559.html> ; "Authorities in Xinjiang's Kashgar Detain Uyghurs at 'Open Political Re-Education Camps.'" *Radio Free Asia*, 9 mai 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/camps-05092018154928.html>.

manger du porc, et sont encore punis par des simulacres d'exécution constants ou par l'isolement cellulaire.¹⁶³

Selon la documentation de la bureaucratie gouvernementale et les récits de témoins oculaires, les détenus ouïghours sont régulièrement contraints d'écrire et de présenter des « autocritiques », et de s'excuser ou de nier certains aspects de leur identité et de leur passé, y compris l'histoire et les pratiques religieuses, devant des groupes de détenus.¹⁶⁴ Les détenus doivent également supporter le bruit constant des cris « du matin au soir » provenant d'autres endroits des installations, y compris les « salles d'interrogatoire ».¹⁶⁵

Un détenu a atteint le point de rupture au bout de trois mois, ce qui l'a poussé à foncer la tête la première dans un mur et à tomber inconscient lors d'une tentative de suicide.¹⁶⁶ Les suicides sont devenus si fréquents que les détenus doivent porter des uniformes « anti-suicide » et se voient refuser l'accès à des matériels susceptibles de provoquer des automutilations.¹⁶⁷ Une autre détenue a déclaré qu'après environ un an dans le camp, elle se souvenait à peine de sa famille, ayant l'impression d'être née là-bas.¹⁶⁸ De nombreux anciens détenus déclarent souffrir de pertes de mémoire similaires, d'insomnie

¹⁶³ Victimes # 46, 3101, 3623, 4981 and 7075. D'après la description d'un ancien détenu ouïghour, « J'ai pensé une centaine de fois, quand le bruit de pas des gardes nous réveillait pendant la nuit, que le temps était venu pour nous d'être exécutés. Lorsqu'une main a violemment poussé une tondeuse sur mon crâne et que d'autres mains ont arraché les touffes de cheveux qui tombaient sur mes épaules, j'ai fermé les yeux, les larmes aux yeux, pensant que ma fin était proche, qu'on me préparait pour l'échafaud, la chaise électrique, la noyade. La mort me guettait dans tous les coins. Lorsque les infirmières m'ont saisi le bras pour me « vacciner », j'ai cru qu'elles m'empoisonnaient. En réalité, elles nous stérilisaient. C'est alors que j'ai compris la méthode des camps, la stratégie mise en place : ne pas nous tuer de sang-froid, mais nous faire disparaître lentement. Si lentement que personne ne s'en rende compte". *Our Souls are Dead*, *supra* note 43. Un ancien détenu a témoigné avoir souffert dans une cage au sous-sol sans assez d'espace pour s'allonger pendant près d'une semaine (Victime # 277). La victime # 453 a témoigné d'un isolement similaire dans une cellule sordide, trop petite pour s'y allonger. *Inside Xinjiang's Prison State*, *supra* note 139.

¹⁶⁴ Shih, *supra* note 144 ; Dooley, *supra* note 107.

¹⁶⁵ Sudworth, John. "China Uighurs: A Model's Video Gives a Rare Glimpse inside Internment." *BBC News*, 4 août 2020, <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-53650246> ; Victime # 12952; Abou-Sabe, Kenzi, et al. "Secret Chinese Documents Reveal Inner Workings of Muslim Detention Camps." *NBC News*, 24 novembre 2019, <https://www.nbcnews.com/news/all/secret-chinese-documents-reveal-inner-workings-muslim-detention-camps-n1089941> ; *I Wish I Could Wipe my Heart And Mind Clean*, *supra* note 136.

¹⁶⁶ Victimes #27 et 1725; voir également Shih, *supra* note 144 ; voir également les témoignages sur la nature extrême de la torture dans les pièces d'interrogatoire désignées : « J'ai pensé que je préférerais mourir que de supporter cette torture et je les ai suppliés de me tuer, » ("Uighur woman details horrific abuse in China internment camp," *CBS News*, 27 novembre 2018, <https://www.cbsnews.com/news/china-ughur-woman-abuse-chinese-internment-camp-muslim-minorities-xinjiang/>.)

¹⁶⁷ "Uighur Re-Education Camps: Ethnic Cleansing in the 21st Century," *Fair Observer*, 17 décembre 2019, https://www.fairobserver.com/region/asia_pacific/xinjiang-ughur-muslims-internment-camps-china-human-rights-news-54321/.

¹⁶⁸ "Weather Reports: Voices from Xinjiang." *Believer Magazine*, 1 octobre 2019, <https://believermag.com/weather-reports-voices-from-xinjiang/>.

et de pensées suicidaires à leur libération,¹⁶⁹ choses qui sont également répandues parmi les exilés ouïghours.¹⁷⁰

c) Infliger délibérément au groupe des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle¹⁷¹

Des exemples spécifiques de méthodes de destruction au titre de l'article II(c) ont été jugés comme incluant « la privation de nourriture, de soins médicaux, d'abri ou de vêtements, ainsi que le manque d'hygiène, l'expulsion systématique des foyers, ou l'épuisement résultant d'un travail ou d'un effort physique excessif ».¹⁷²

Les Ouïghours ont été expulsés de chez eux et envoyés en masse dans des camps d'internement, où ils sont privés de nourriture, de vêtements, de soins médicaux et d'abris adéquats, et où ils sont souvent « libérés » pour être directement placés dans des programmes de travail forcé. La privation de sommeil, la famine et les conditions insalubres, dangereuses et de surpopulation sont couramment signalées dans les camps. Selon les récits de témoins oculaires, les détenus sont enfermés dans des cellules surpeuplées qui contiennent généralement un seau en plastique commun ou des toilettes ouvertes dans lesquelles les détenus sont confinés pour des pauses toilettes strictes d'une à trois minutes sous des caméras de surveillance.¹⁷³ Les détenus sont souvent privés de nourriture s'ils ne respectent pas parfaitement les règles ou reçoivent délibérément de la nourriture avariée s'ils parlent ouïghour ou ne parlent pas chinois.¹⁷⁴ En conséquence, les détenus subissent généralement une perte de poids extrême dans les camps.¹⁷⁵ Les détenus n'ont pas le droit de prendre de douche¹⁷⁶ ou ne sont autorisés à en prendre qu'une fois par semaine, par mois ou tous les deux mois, sans aucune intimité.¹⁷⁷ D'anciens détenus témoignent régulièrement avoir dormi par tranches de deux heures sur le sol, sur le côté ou dans des lits partagés. Les témoins décrivent également

¹⁶⁹ Les anciens détenus témoignent régulièrement de l'oubli de leurs proches. Un ancien détenu ouïghour décrit l'endoctrinement du camp comme étant conçu pour effacer « les souvenirs et les pensées qui nous lient à la vie ». *Our Souls are Dead*, *supra* note 43.

¹⁷⁰ "Exporting Persecution: Uyghur Diaspora Haunted by Anxiety, Guilt as Family Held in Chinese Camps," *The Globe and Mail*, 12 août 2019, <https://www.theglobeandmail.com/world/article-exporting-persecution-uyghur-diaspora-haunted-by-anxiety-guilt-as/>.

¹⁷¹ L'article II (c) « doivent être interprétées comme les méthodes de destruction par lesquelles l'auteur ne tue pas immédiatement les membres du groupe, mais qui, en fin de compte, visent leur destruction physique », *Akayesu supra* note 28, au para. 505.

¹⁷² Croatie c. Serbie, arrêt de la CIJ du 3 février 2015, p. 161 ; voir également *Akayesu supra* note 28, para. 506.

¹⁷³ Victimes # 120, 124, et 1723.

¹⁷⁴ Victimes # 3623 et 2209.

¹⁷⁵ Victimes # 453, 2209, 2947, 3623, et 5524 ont témoigné d'avoir perdu entre 12 et 40 kg en une période de temps très réduite.

¹⁷⁶ *I Wish I Could Wipe my Heart And Mind Clean*, *supra* note 136.

¹⁷⁷ Victimes #1358 et 1577.

couramment des détenus assis sur des chaises en plastique pendant 12 à 14 heures d'affilée ou avec les mains et les pieds enchaînés à tout moment, sauf pour des exercices d'écriture, mais aussi pendant leur sommeil.¹⁷⁸ Pendant l'été 2020, lors d'une éruption de COVID-19, les autorités ont soumis la RAOX à des mesures de confinement plus sévères qu'ailleurs en Chine, et ont même forcé les résidents à ingérer des médicaments dans des flacons non marqués sous peine d'être détenus.¹⁷⁹

Les autorités ciblent les Ouïghours en âge de procréer, les chefs de famille et les dirigeants communautaires pour les détenir dans des conditions invivables, tout en imposant des mesures systématiques de prévention des naissances aux femmes ouïghoures (comme décrit dans la section suivante) et en transférant de plus en plus de Ouïghours vers des programmes de travail forcé.¹⁸⁰ En somme, le gouvernement chinois a délibérément créé les « circonstances qui mèneraient à une mort lente ».¹⁸¹

d) Imposer des mesures destinées à empêcher les naissances au sein du groupe¹⁸²

Il existe d'importantes preuves publiques, fondées sur des statistiques gouvernementales et des témoignages concordants, démontrant que la Chine est engagée dans un programme délibéré et systématique de prévention des naissances ouïghoures en tandem avec la campagne d'internement de masse. En 2017, le gouvernement a mené une « Campagne spéciale pour contrôler les violations du contrôle des naissances » dans la RAOX, en particulier dans les zones à majorité ouïghoure.¹⁸³

i) Stérilisation forcée

Des documents gouvernementaux de 2019 démontrent l'existence de plans pour une campagne de stérilisation féminine massive dans les régions rurales ouïghoures, ciblant entre 14 et 34% de toutes les femmes mariées en âge de procréer dans deux districts

¹⁷⁸ Victimes # 124, 300, 1723, 1725, 2209, 2947.

¹⁷⁹ *In China's Xinjiang, Forced Medication Accompanies Lockdown*, supra note 156.

¹⁸⁰ Allen-Ebrahimian, Bethany. "The Scope of China's Use of Forced Labor in Xinjiang Is Bigger than We Knew." *Axios*, 5 janvier 2021, <https://www.axios.com/xinjiang-forced-labor-uyghurs-a3b58b6e-c98f-4ce4-ae52-7b4a37fa61f5.html>.

¹⁸¹ *Procureur c. Stakic*, Affaire n° TPIY IT-97-24-T, Jugement, para. 517, 31 juillet 2003, <https://www.icty.org/x/cases/stakic/tjug/en/stak-tj030731e.pdf> (l'article II (c) "n'exige pas la preuve d'un résultat").

¹⁸² Les mesures visées par l'article II (d) comprennent « les mutilations sexuelles, la pratique de la stérilisation, le contrôle forcé des naissances, la séparation des sexes et l'interdiction des mariages ». De plus, dans les sociétés patriarcales, ces mesures comprennent également des actes destinés à faire en sorte que les femmes « donnent naissance à un enfant qui n'appartiendra donc pas au groupe de sa mère ». Ces mesures ne se limitent pas non plus à des actes physiques : « [L]es membres d'un groupe peuvent être amenés, par des menaces ou des traumatismes, à ne pas procréer. » *Akayesu*, supra note 28, paras. 507-508.

¹⁸³ Zenz, Adrian. "Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang" *Jamestown*, juin 2020, <https://jamestown.org/wp-content/uploads/2020/06/Zenz-Internment-Sterilizations-and-IUDs-UPDATED-July-21-Rev2.pdf?x53474>.

ouïghours au cours de cette seule année, alors que le financement de ces programmes en RAOX augmentait.¹⁸⁴ Ces chiffres correspondent à un échantillon de femmes ouïghoures exilées qui ont été examinées en Turquie : il s'est avéré qu'environ 25 % d'entre elles avaient été stérilisées, et beaucoup ne savaient pas qu'elles avaient subi la procédure au préalable.¹⁸⁵ Entre 2017 et 2018, dans un district de la RAOX, le pourcentage de femmes infertiles a augmenté de 124 %. En 2018 et 2019, « Zéro incident de violation du contrôle des naissances » est devenu un objectif standard dans les régions minoritaires, mis en œuvre par les unités gouvernementales à tous les niveaux, et avec un financement suffisant de l'État en 2019 et 2020 pour réaliser des centaines de milliers de procédures de stérilisation par ligature tubaire.¹⁸⁶

ii) Placements de dispositifs intra-utérins

En 2018, 80 % de toutes les nouvelles poses de DIU en Chine ont été effectuées dans la RAOX, une région qui ne compte que 1,8 % de la population chinoise, soit *une augmentation de 77,5 %* par rapport aux quatre années précédentes.¹⁸⁷ Selon certaines sources, les services de planification familiale de la RAOX convoquent les femmes ouïghoures pour des examens gynécologiques obligatoires, au cours desquels elles peuvent être équipées de force d'un DIU.¹⁸⁸ Les DIU fournis par la Commission de la santé de la RAOX sont conçus de telle sorte qu'ils ne peuvent être retirés que par des opérations chirurgicales approuvées par l'État, les procédures non autorisées étant passibles de peines de prison et d'amendes.¹⁸⁹ En 2019, la RAOX prévoyait de soumettre au moins 80 % des femmes en âge de procréer dans le sud de la RAOX à des stérilisations ou à la pose de DIU.¹⁹⁰

¹⁸⁴ *Ibid.* at 2.

¹⁸⁵ Depuis 2013, un médecin ouïghour en Turquie a examiné 300 femmes ouïghoures exilées de RAOX, qui ont presque toutes été soumises à une forme de contrôle des naissances et environ 80 ont été stérilisées. Westcott, et al. *supra* note 52.

¹⁸⁶ En outre, la Commission de la santé de la RAOX offre des récompenses pour inciter les stérilisations « volontaires » et la pose de stérilets, en budgétisant 750,4 et 733,9 millions de RMB pour les récompenses de prévention des naissances en 2019 et 2020. Zenz, *supra* note 179, p. 2, 12, 18-19.

¹⁸⁷ Entre 2015 et 2018, la pose de nouveaux dispositifs intra-utérins par habitant était 7,8 fois plus élevée que la moyenne nationale. Voir Zenz, *supra* note 179 p. 12, 14.

¹⁸⁸ Une ancienne détenue a décrit cette procédure violente et humiliante comme suit : « On m'a fait m'allonger et écartier les jambes, puis on a inséré le dispositif. C'était terriblement violent. Je pleurais, je me sentais humiliée, agressée sexuellement et mentalement, » Ingram, *supra* note 136.

¹⁸⁹ Zenz, *supra* note 179, p. 14; Ingram, *supra* note 72.

¹⁹⁰ Zenz, *supra* note 179, p. 12.

iii) Mesures de prévention des naissances en détention

La campagne de prévention forcée des naissances dans les camps d'internement est également corroborée en détail par un certain nombre d'anciennes détenues¹⁹¹ qui ont témoigné avoir été équipées de force d'un DIU lors de leur détention, une procédure qui serait exigée pour toutes les femmes dans les camps,¹⁹² ou, en cas de grossesse, avoir subi un avortement.¹⁹³ Des témoins oculaires attestent de l'administration régulière de tests sanguins, d'injections inconnues et de médicaments qui interrompent les cycles menstruels et provoquent l'épuisement et la perte de concentration.¹⁹⁴ Des détenues ont témoigné avoir reçu des coups de pied répétés dans le bas-ventre pendant les interrogatoires.¹⁹⁵

iv) Internement de masse ayant pour but d'arrêter les naissances chez les Ouïghours

La campagne d'internement de masse fait partie intégrante de la campagne globale de prévention des naissances. Selon la liste Karakax, les deux raisons de loin les plus citées pour la détention ou l'internement sont (1) « violations de la politique de natalité » et (2) « personne dangereuse des années 80, 90 ou 00 » (faisant référence aux années de naissance).¹⁹⁶ Cette deuxième raison la plus citée démontre que les personnes en âge de procréer, entre 18 et 40 ans environ, sont ciblées pour la détention.¹⁹⁷ Ces deux principales raisons d'internement suggèrent que la campagne de prévention des naissances menée par le gouvernement dans la région est un moteur essentiel des camps et vice versa.

¹⁹¹ Des détenus de sexe masculin ont aussi témoigné d'impotence à la suite de leur détention, Victimes #65 et 4981.

¹⁹² *Abortions, IUDs and Sexual Humiliation*, *supra*, note 150. Victime # 3418.

¹⁹³ Victime # 1723 (« Quant à la pilule qu'elles ont reçue, je pense que c'était une pilule contraceptive. Ils ne voulaient pas de naissances. Si vous étiez enceinte à votre arrivée au camp, ils pratiquaient un avortement. Si vous refusiez, ils vous emmenaient dans un endroit plus strict, un endroit sans visites des proches. »)

¹⁹⁴ Victimes # 2110, 2209, 2322, 5524, et 6507 ; Ingram, *supra* note 136. Une ancienne détenue a témoigné qu'au plus haut point de l'épidémie du Covid-19 en Chine, elle a été contrainte de boire un médicament qui a entraîné de la faiblesse et de la nausée, *In China's Xinjiang, Forced Medication Accompanies Lockdown*, *supra* note 156.

¹⁹⁵ *Their Goal is to Destroy Everyone*, *supra*, note 150 ; "China Cuts Uighur Births with IUDs, Abortion, Sterilization." *Associated Press*, 29 juin 2020, <https://apnews.com/article/269b3de1af34e17c1941a514f78d764c>.

¹⁹⁶ *Ideological Transformation*, *supra* note 114, at 9.

¹⁹⁷ Zenz, *supra* note 42 ; Ces raisons sont corroborées par des officiers locaux, qui ont interné tous ou presque tous les Ouïghours nés entre 1980 et 2000, les désignant comme une « génération indigne de confiance » ; voir "Xinjiang Authorities Targeting Uyghurs Under 40 For Re-Education Camps." *Radio Free Asia*, 22 mars 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/1980-03222018155500.html> ; Thum, Rian, "China's Mass Internment Camps Have No Clear End in Sight," *Foreign Policy*, 22 août 2018, <https://foreignpolicy.com/2018/08/22/chinas-mass-internment-camps-have-no-clear-end-in-sight/>.

v) Impact des mesures de prévention des naissances

Entre 2015 et 2018, les taux de croissance des deux plus grandes préfectures ouïghoures ont diminué de 84 %.¹⁹⁸ En 2019, seulement 3 % des femmes mariées en âge de procréer à Kachgar et Hotan ont donné naissance à un enfant.¹⁹⁹ Une préfecture (Kizilsu) a fixé un objectif de 1,05 % de taux de natalité pour 2020, là où son taux de croissance naturelle était de 19,66 % deux ans auparavant. Les derniers rapports annuels de certaines de ces régions ont commencé à omettre complètement les informations sur le taux de natalité pour dissimuler l'ampleur de la destruction.²⁰⁰ En septembre 2020, le gouvernement de la RAOX a envoyé une lettre à l'agence de presse CNN, attribuant une chute spectaculaire du taux de natalité de la région, qui est passée de 15,88 pour 1 000 personnes en 2017 à 10,69 pour 1 000 personnes en 2018, à « la mise en œuvre complète de la politique de planification familiale ». ²⁰¹ La lettre ajoutait : « En 2018, le nombre de nouveau-nés a diminué d'environ 120 000 par rapport à 2017, dont environ 80 000 en raison d'une meilleure mise en œuvre de la politique de planification familiale conformément à la loi, selon les estimations du département de la santé et des statistiques. » ²⁰² Le gouvernement de la RAOX n'a pas contesté l'augmentation des stérilisations ou l'écart alarmant entre la RAOX et le reste de la Chine dans le ratio de nouveaux DIU. Les chercheurs chinois n'ont pas non plus contesté le fait que le gouvernement vise à réduire la croissance de la population ouïghoure.²⁰³

La double stratégie consistant à imposer des mesures systématiques de prévention des naissances aux femmes ouïghoures et à interner en masse les hommes et les femmes ouïghoures en âge de procréer constitue un ensemble de mesures destinées à empêcher les naissances ouïghoures.

e) Transfert forcé d'enfants du groupe vers un autre groupe.

Début 2017, en application d'une nouvelle politique, le gouvernement chinois a commencé à construire un vaste réseau de « Centres d'orientation pour la protection de

¹⁹⁸ Ces chiffres ont été obtenus à partir des annuaires des statistiques officiels ; voir : Zenz, *supra* note 179.

¹⁹⁹ *Ibid.* p. 19.

²⁰⁰ *Ibid.* p. 9.

²⁰¹ Watson Ivan, et al. "China's Xinjiang Government Confirms Huge Birth Rate Drop but Denies Forced Sterilization of Women," *CNN*, 21 septembre 2020, <https://www.cnn.com/2020/09/21/asia/xinjiang-china-response-sterilization-intl-hnk/index.html>.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ Wong, Edward and Chris Buckley. "U.S. Says China's Repression of Uighurs Is 'Genocide.'" *The New York Times*, 19 janvier 2021, <https://www.nytimes.com/2021/01/19/us/politics/trump-china-xinjiang.html>.

l'enfance, »²⁰⁴ internats ou orphelinats de facto gérés par l'État, massifs et hautement sécurisés, pour confiner à plein temps les enfants ouïghours, y compris les nourrissons.²⁰⁵ Ces orphelinats se caractériseraient par une surpopulation et des conditions inhumaines²⁰⁶ et seraient situés à des centaines de kilomètres des foyers des enfants.²⁰⁷ Un certain nombre de districts de la RAOX ont reçu des quotas spécifiques des autorités supérieures pour institutionnaliser ces « orphelins »²⁰⁸ qui ont souvent perdu leurs deux parents dans les camps d'internement ou les programmes de travail forcé. Un district de Kachgar a construit 18 nouveaux orphelinats au cours de l'année 2017 seulement.²⁰⁹ Un document de planification du ministère de l'Éducation révèle qu'entre 2017 et 2019, le nombre d'enfants séparés de leur famille et placés dans des internats publics dans la région a augmenté de 76,9 %, passant de 497 800 à 880 500.²¹⁰ Le PCC s'est fixé comme objectif pour 2020 de gérer un ou deux internats de ce type dans chacun des 800 municipalités de la RAOX.²¹¹ Des documents gouvernementaux indiquent que la prolifération de ces institutions gérées par l'État est spécifiquement destinée aux enfants de parents détenus dans des camps d'internement ou de travail forcé.²¹² Les objectifs déclarés de ces établissements de « protection de l'enfance », où les enfants « mangent et vivent », sont de « libérer » et de « délivrer » les parents des minorités pour qu'ils se consacrent à « l'étude sans souci »²¹³ ou au travail à plein temps.²¹⁴ Sous la garde de l'État, les enfants ouïghours sont élevés dans des environnements en langue chinoise avec des

²⁰⁴ Par exemple, en 2018, un district rural (Yumin) ayant une population de 50,000 habitants, a construit un centre de 3,000 mètres carrés, voir Feng, Emily. "Uighur Children Fall Victim to China Anti-Terror Drive." *Financial Times*, 10 juillet 2018, <https://www.ft.com/content/f0d3223a-7f4d-11e8-bc55-50daf11b720d>.

²⁰⁵ *Ibid* ; "China: Xinjiang Children Separated from Families." *Human Rights Watch*, 15 septembre 2019, <https://www.hrw.org/news/2019/09/15/china-xinjiang-children-separated-families> ; Zenz, Adrian, "Break Their Roots: Evidence for China's Parent-Child Separation Campaign in Xinjiang," *Journal of Political Risk*. <https://www.jpolicy.com/break-their-roots-evidence-for-chinas-parent-child-separation-campaign-in-xinjiang/>.

²⁰⁶ Un employé d'un orphelinat dans le sud de la RAOX a témoigné de surpopulation dans son établissement avec des enfants âgés de 6 mois à 12 ans « enfermés comme des animaux dans une cabane » ; "Dozens of Uyghur Children of Xinjiang Village Camp Detainees Sent to Live in Orphanages." *Radio Free Asia*, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/orphanages-07022018143057.html>.

²⁰⁷ Shepherd, *supra* note 77; Qin, Amy. "In China's Crackdown on Muslims, Children Have Not Been Spared." *New York Times*, 28 décembre 2019, <https://www.nytimes.com/2019/12/28/world/asia/china-xinjiang-children-boarding-schools.html>.

²⁰⁸ *Xinjiang Children Separated from Families*, *supra* note 201.

²⁰⁹ Feng, *supra* note 200.

²¹⁰ Le document du planning est disponible à : http://web.archive.org/web/20191216040455/http://www.moe.gov.cn/jyb_xwfb/xw_zt/moe_357/jyzt_2016nztzl/ztzl_xyncs/ztzl_xy_dxjy/201801/W020180109353888301306.pdf, p. 232, et <http://archive.is/QZ2eM> ; voir également Adrian Zenz, "Parent-Child Separation in Yarkand County, Kashgar." *Medium* 13 octobre 2020, https://adrianzenz.medium.com/story-45d07b25bcad#_ftn7 and Qin, *supra* note 203.

²¹¹ *Ibid*.

²¹² Zenz, *supra* note 201.

²¹³ *Ibid*.

²¹⁴ Zenz, *supra* note 128 ; Roberts, *supra* note 34, p. 233.

méthodes d'éducation standards des Han adoptées par l'État.²¹⁵ L'État transfère donc de force les enfants ouïghours (y compris les nourrissons) vers des groupes han gérés par l'État.

La séparation forcée systématique des enfants ouïghours de leurs familles, associée à la prévention généralisée des naissances ouïghoures, menace « la capacité du groupe à se renouveler, et donc à assurer sa survie à long terme » ou son existence (pour reprendre les termes de la CIJ interprétant la Convention sur le génocide).²¹⁶

V. Intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel

Les termes de l'intention spécifique stipulés dans la Convention sur le génocide comprennent deux éléments principaux : (1) l'intention de détruire et (2) ou tout ou en partie [le groupe protégé] comme tel.

1) Intention de détruire

Lors de l'évaluation de la responsabilité de l'État en vertu de la Convention sur le génocide, l'intention de détruire le groupe protégé ne nécessite pas une enquête sur les états mentaux subjectifs, que l'État (tel que défini en droit international)²¹⁷ ne possède pas, ni une déclaration explicite d'intention. L'intention est plutôt mesurée par des normes objectives : déclarations officielles, politiques de l'État, « plan général », modèle de conduite,²¹⁸ actes destructeurs répétés ou « politique planifiée de manière stratégique, se manifestant par des actions qui ont une séquence logique et cohérente ». ²¹⁹ De plus, un État reste soumis aux obligations de la Convention sur le génocide quels que soient les motifs, les buts et le contexte déclarés derrière ses politiques et campagnes

²¹⁵ Roberts, *supra* note 34, p. 232.

²¹⁶ *Croatie c. Serbie*, *supra*, note 168, au para. 136.

²¹⁷ Pour une définition de l'Etat d'après le droit international, voir l'article I de la Convention sur les droits et devoirs des Etats de Montevideo (1933), <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/LON/Volume%20165/v165.pdf>.

²¹⁸ *Bosnie c. Serbie*, *supra* note 13, aux paras. 242 et 373.

²¹⁹ "Guatemala : Mémoire de Silence," Commission pour la clarification de l'histoire, février 1999, para. 120, décrivant des actes génocidaires comme « obéissant à une politique venant d'en haut et stratégiquement planifiée ». Voir aussi para. 111 : « Considérant la série d'actes criminels et de violations des droits humains qui ont eu lieu dans les régions et aux périodes indiquées et qui ont été analysés avec pour but de déterminer s'ils constituaient ou non l'acte de génocide, la CEH conclut que la réitération d'actes destructeurs, dirigés de manière systématique contre les groupes de la population maya, parmi lesquels nous pouvons citer l'élimination des dirigeants et des actes criminels contre des mineurs qui ne pouvaient en aucun cas avoir été des cibles militaires, démontre que le seul dénominateur commun entre les victimes était le fait qu'elles appartenaient au même groupe ethnique et rend évident le fait que ces actes ont été commis "avec intention de détruire, entièrement ou en partie" ces groupes. »

destructrices.²²⁰ Le contexte sécuritaire n'est pas pertinent pour la question des violations de la Convention sur le génocide, car ses obligations s'appliquent aussi bien en « temps de paix » qu'en « temps de guerre ».²²¹ La CIJ a réaffirmé ce principe dans l'affaire *Gambie c. Myanmar*, en déclarant que le contexte « ne fait pas obstacle » à l'évaluation d'une violation de la Convention.²²² Les raisons et les objectifs officiels de la Chine qui sous-tendent ses politiques et son comportement à l'égard des Ouïghours dans la RAOX, présentés à des publics nationaux et internationaux, y compris sa « guerre du peuple contre la terreur » et son « travail préventif de contre-terrorisme et de désextrémisme »,²²³ n'ont aucune incidence sur les obligations de la Chine ou la responsabilité correspondante pour les violations de la Convention sur le génocide. Conclure autrement reviendrait à rendre la Convention sur le génocide sans effet ou conséquence au cas où l'État invoquerait une autre - toute autre - « raison », aussi fallacieuse ou spécieuse soit-elle. Une telle interprétation, qui permettrait en fait l'excuse, serait également manifestement contraire à l'objet et au but de la convention sur le génocide, incompatible avec le principe de la bonne foi, et offenserait les attentes raisonnables des autres États parties en matière d'exécution et de fiabilité.

Destruction du groupe

Selon la CVDT, la Convention sur le génocide doit être interprétée « suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte [y compris son préambule] et à la lumière de son objet et de son but ».²²⁴ On doit donc donner à l'intention requise sa signification ordinaire dans le contexte de, et en conjonction avec, les actes de génocide énumérés et le préambule du traité. En vertu de l'article II, « génocide s'entend de l'un quelconque » des actes énumérés avec l'intention requise, alors que l'article II (b), qui comprend l'atteinte à l'intégrité mentale des membres du groupe en tant qu'acte autonome, et l'article II (e) (« transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe ») n'impliquent pas de destruction physique. De plus, l'expression « intention de détruire » n'est qualifiée par aucun terme connotant la destruction physique. L'« intention de détruire » le groupe est seulement qualifiée par l'expression « ou tout ou en partie ... comme tel ». Le préambule fournit le contexte permettant de comprendre ce qui

²²⁰ Dans le contexte du droit pénal international, le motif ou l'objectif déclaré des actes de génocide doit être distingué de la question de l'intention et n'a « aucune incidence sur la culpabilité », *Procureur c. Stakić*, affaire n° TPIY-IT-97-24-A, arrêt d'appel, par. 45, 22 mars 2006 ; voir également *Procureur c. Kayishema et Ruzindana*, *supra* note 143, para. 161.

²²¹ Convention sur le génocide, Article I.

²²² *Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)*, ordonnance de la CIJ du 23 janvier 2020, au para. 74.

²²³ Cette phrase (manifestement destinée à servir d'excuse) a été transmise à un groupe de diplomates de plus de 80 pays en 2019, "China Says 'preventive' Work in Xinjiang Detention Camps Should Be Applauded." *The Guardian*, 24 février 2019, <http://www.theguardian.com/world/2019/feb/24/china-says-preventive-work-in-xinjiang-detention-camps-should-be-applauded>.

²²⁴ CVDT, *supra* note 14, Art. 31.

constitue le groupe comme tel, y compris la référence à la résolution 96 (I) de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui définit le crime de génocide comme « la négation du droit à l'existence de groupes humains entiers ». ²²⁵ Il s'ensuit que le sens de l' « intention de détruire » vise l'existence du groupe comme tel, y compris tous les éléments qui définissent l'existence du groupe. L'intention requise doit également être lue à la lumière de l'objectif de la Convention de prévenir le génocide et celui de sauvegarder l'existence des groupes humains avant leur destruction physique. ²²⁶ Sur la base du sens ordinaire des termes de l'article II dans leur contexte et à la lumière de leur objet et de leur but, l' « intention de détruire [le groupe protégé] ... comme tel » englobe l'intention de détruire le groupe au point que celui-ci n'existe plus en tant que groupe et ne peut plus se reconstituer comme tel. ²²⁷

Les parties qui suivent exposent les ordres explicites, les politiques, les campagnes destructrices, et l'ensemble d'actions coordonnées des échelons supérieurs de la Chine qui manifestent et démontrent l'intention de détruire les Ouïghours comme groupe comme tel.

A) Déclarations d'intention des hauts échelons de l'État

L'offensive du Président Xi dans la RAOX

En avril 2014, le président Xi a prononcé une série de discours lançant la « lutte contre le terrorisme, l'infiltration et le séparatisme », désignant le sud de la RAOX, où les Ouïghours représentent près de 90 % de la population, comme sa ligne de front, et faisant valoir que l'extrémisme s'était enraciné dans toute la société ouïghoure, ce qui nécessiterait une

²²⁵ *Le crime de génocide, supra note 17.*

²²⁶ Le travail préparatoire de la Convention confirme cette compréhension du texte par l'amendement qui proposait de supprimer le terme "mental" de l'Article II (b) si le vrai sens de destruction était physique. Abtahi, Hiran and Philippa Webb, *The Genocide Convention: The Travaux Préparatoires*, Martinus Nijhoff Publishers, 2008, at A/C.6/225, 1477, A/C.6/SR.81, concernant l'inclusion d'actes qui « n'alliaient vraisemblablement pas conduire à la destruction physique du groupe ».

²²⁷ On peut noter que, selon la jurisprudence pénale internationale, la destruction du groupe « n'est pas nécessairement la mort des membres du groupe. Si le meurtre d'un grand nombre de membres d'un groupe peut être le moyen le plus direct de détruire un groupe, d'autres actes ou séries d'actes peuvent également conduire à la destruction du groupe. Un groupe est composé de ses individus, mais aussi de son histoire, de ses traditions, des relations entre ses membres, des relations avec les autres groupes, des relations avec la terre. La Chambre de première instance estime que la destruction physique ou biologique du groupe est le résultat probable d'un transfert forcé de population lorsque ce transfert est effectué de telle manière que le groupe ne peut plus se reconstituer - notamment lorsqu'il implique la séparation de ses membres. Dans de tels cas, la Chambre de première instance estime que le transfert forcé d'individus pourrait conduire à la destruction matérielle du groupe, puisque celui-ci cesse d'exister en tant que groupe, ou du moins en tant que groupe tel qu'il était. La Chambre de première instance souligne que son raisonnement et sa conclusion ne constituent pas un argument en faveur de la reconnaissance du génocide culturel, mais plutôt une tentative de clarification de la signification de la destruction physique ou biologique », *Procureur c. Blagojević & Jokić*, Affaire n° IT-02-60-T, Jugement, 17 janvier 2005, para. 665.

surveillance numérique complète et des informateurs locaux.²²⁸ Le président Xi a donné les ordres suivants dans le contexte de l'offensive : « Les armes de la dictature démocratique populaire doivent être brandies sans aucune hésitation ni vacillement » ; « ne montrez absolument aucune pitié » ; et « même après la libération de *ces personnes*, leur éducation et leur transformation doivent se poursuivre » [c'est nous qui soulignons].²²⁹

Déclarations explicites de l'intention de détruire

L'intention de détruire les Ouïghours comme tels, ou tout ou en partie, ne dépend pas d'une déduction logique ou d'une inférence. Au contraire, dans certains cas, l'intention du gouvernement de détruire les Ouïghours en tant que groupe a été explicite. Les gardiens des camps auraient informé les détenus qu'ils suivaient les ordres d'un document du Comité central du Parti communiste chinois ordonnant que le système d'internement reste en place « jusqu'à ce que toute la nation, les Kazakhs, les Ouïghours et les autres nationalités musulmanes, disparaissent... jusqu'à ce que toutes les nationalités musulmanes soient éteintes ». ²³⁰ En 2017, le secrétaire du Parti pour le district de Yarkand, où la quasi-totalité des 900 000 résidents sont ouïghours, a prononcé un discours lors d'un rassemblement sur une place publique dans le cadre de la campagne du président Xi dans la région, exhortant les membres du Parti à « les exterminer complètement... Les détruire en profondeur ». ²³¹ En outre, le chef de la sécurité d'une municipalité de Kashgar a rapporté la déclaration suivante d'un responsable chinois lors d'une discussion sur la politique de l'État derrière la campagne d'internement de masse : « Vous ne pouvez pas déraciner une à une toutes les mauvaises herbes cachées parmi les cultures dans le champ - vous devez pulvériser des produits chimiques pour *les tuer toutes* ... rééduquer ces personnes revient à pulvériser des produits chimiques sur les cultures » ²³² [c'est nous qui soulignons].

²²⁸ Président Xi a vivement incité la Chine à « faire du public une ressource importante dans la protection de la sécurité nationale ». *Absolutely No Mercy, supra* note 58.

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ Victime # 1358. Byler, *supra* note 45 (« Ils nous disaient que nous ne sortirions jamais et que nous serions condamnés, condamnés à entre 5 et 30 ans de prison. Ils ont dit qu'ils nous garderaient ici jusqu'à ce que nos opinions aient changé, et que si nos opinions ne changeaient pas, qu'ils nous garderaient à jamais. Ils nous ont dit qu'ils nous garderaient jusqu'à 50 ans, jusqu'à ce que la nation entière, Kazakhs, Ouïghours et autres nationalités musulmanes, disparaissent. Ils ont dit qu'il y avait un document envoyé d'en haut, du centre administratif, et qu'ils agissaient conformément à ce document. Ils ont dit que personne ne pouvait changer le document puisqu'il a été envoyé par le Comité central. Ils ont dit que le système actuel ne changerait pas jusqu'à ce que toutes les nationalités musulmanes soient éteintes. »)

²³¹ *Absolutely No Mercy, supra* note 58.

²³² "Chinese Authorities Jail Four Wealthiest Uyghurs in Xinjiang's Kashgar in New Purge." *Radio Free Asia*, 5 janvier 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/wealthiest-01052018144327.html>.

« *Raflez tout le monde* »

Le secrétaire du Parti de la RAOX, Chen Quanguo, a distribué les discours de Xi, a dit à des milliers de policiers et de soldats de se préparer à une « offensive fracassante et oblitérante », et a donné l'ordre répété de « rafler tous ceux qui devraient l'être » - une phrase qui apparaît à plusieurs reprises dans les documents du gouvernement de 2017.²³³ Une directive de juin 2017 émise par Zhu Hailun, alors haut responsable de la sécurité de la RAOX, ajoutait : « s'ils sont là, raflez-les ».²³⁴ En août 2017, lors de la conférence du Comité permanent du Parti de la RAOX, Chen a mis l'accent sur la numérisation de la sécurité et la mise en œuvre d'une police prédictive dans la région.²³⁵ Dans un discours prononcé en octobre 2017 devant les dirigeants de la RAOX, Chen a déclaré que la lutte « pour sauvegarder la stabilité est une guerre prolongée et aussi une guerre *d'offensive* »²³⁶ [c'est nous qui soulignons].

« *Éradiquez des tumeurs* »

En 2014, le président Xi a déclaré que l'extrémisme nécessiterait « une période de traitement douloureux et interventionniste ».²³⁷ Dans son discours sur le programme politique de 2016, Chen a décrit la pensée et le comportement extrémistes religieux dans la RAOX comme une « tumeur maligne » et une « peste contagieuse », nécessitant une chirurgie plus radicale et invasive.²³⁸ Au début de 2017, les responsables du Parti ont intensifié leurs efforts pour « éradiquer les tumeurs ».²³⁹ En avril 2017, un mémo interne du Parti a averti : « Si la pensée extrémiste religieuse n'est pas *éradiquée*, les actes terroristes violents se multiplieront continuellement comme des cellules cancéreuses » [c'est nous qui soulignons].²⁴⁰ La directive du bureau de la sécurité publique de la RAOX, qui contient un guide de questions-réponses à l'intention des responsables locaux pour répondre aux étudiants ouïghours qui reviennent d'autres régions de Chine, demande aux responsables de rassurer les étudiants en leur disant qu'ils n'ont « absolument pas besoin de s'inquiéter » au sujet de leurs proches disparus, en répétant que seul « le traitement ... peut éradiquer complètement cette « tumeur maligne » ».²⁴¹ La réponse officielle à la

²³³ *Absolutely No Mercy*, *supra* note 58.

²³⁴ *Ibid.*

²³⁵ Greitens, Chestnut, et al., *supra* note 95, p. 41.

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ *Absolutely No Mercy*, *supra* note 58.

²³⁸ James Leibold, "The Spectre of Insecurity: The CCP's Mass Internment Strategy in Xinjiang," *China Leadership Monitor*, Vol. 59 (printemps 2019), <https://www.prcleader.org/leibold>.

²³⁹ Leibold, *supra* note 56, p. 57.

²⁴⁰ *Ibid.*, p.239.

²⁴¹ "Tactics from Turpan City for answering questions asked by the children of *concentrated* education and training school students." Source: "Document: What Chinese Officials Told Children Whose Families Were Put in Camps." *New*

question de savoir si les proches des Ouïghours ont commis un crime est qu'ils n'en ont pas commis, ce qui souligne le caractère extra-légal de la campagne d'internement de masse, bien que : « La liberté ne sera possible que lorsque ce « virus » dans leur esprit sera éradiqué ». ²⁴² Les « équipes de travail » qui facilitent l'envoi des résidents de la RAOX dans les camps ont également adopté le langage de l' « éradication des tumeurs ». ²⁴³ Les médias d'État décrivent les camps d'internement de masse comme des méthodes permettant de « pénétrer » les détenus comme une « aiguille intraveineuse », ²⁴⁴ assimilant les détenus ouïghours à des tumeurs malignes à détruire. L'utilisation des métaphores de la maladie, du cancer ou du poison en référence aux Ouïghours en tant que groupe les cible comme tel et les déshumanise en tant qu'objets à détruire.

B) Campagnes de destruction

L'intention qui sous-tend les campagnes visant les Ouïghours est en outre révélée par une directive du gouvernement de la RAOX de « rompre leur lignée, rompre leurs racines, rompre leurs connexions et briser leurs origines ». ²⁴⁵

Campagne d'internement de masse (Campagne « frapper fort »)

En mai 2013, le document du gouvernement de la RAOX intitulé « Document n° 11 du Comité du Parti de la Région autonome » a posé les premières bases de la campagne d'internement de masse à travers toute la région. Le document fait référence aux « masses minoritaires infectées » et souligne que « la main qui frappe fort doit être ferme, [et] la main qui [fournit] des conseils en matière d'éducation doit [également] être ferme ». ²⁴⁶ Les déclarations du gouvernement de la RAOX utilisent à plusieurs reprises l'expression « laver les cerveaux » pour décrire le travail des centres de détention. ²⁴⁷ Un

York Times, 16 novembre 2019, <https://www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-detention-directive.html>.

²⁴² *Ibid* ; Voir également Timothy Grose “Once Their Mental State Is Healthy, They Will Be Able to Live Happily in Society.” *ChinaFile*, 2 août 2019, <https://www.chinafile.com/reporting-opinion/viewpoint/once-their-mental-state-healthy-they-will-be-able-live-happily-society>.

²⁴³ Dooley, *supra* note 109.

²⁴⁴ Grose, *supra* note 238.

²⁴⁵ Dooley, *supra* note 107 ; Ramzy, Austin. “China Targets Prominent Uighur Intellectuals to Erase an Ethnic Identity.” *New York Times*, 5 janvier 2019, <https://www.nytimes.com/2019/01/05/world/asia/china-xinjiang-uighur-intellectuals.html>.

²⁴⁶ Zenz, *supra* note 42.

²⁴⁷ Zenz, *supra* note 95. “Xinjiang Political ‘Re-Education Camps’ Treat Uyghurs ‘Infected by Religious Extremism’: CCP Youth League.” *Radio Free Asia*, 8 août 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/infected-08082018173807.html>.

rapport du bureau de la justice d'un district de la RAOX de 2017 indique que la rééducation doit « laver les cerveaux, nettoyer les cœurs ». ²⁴⁸

La campagne de désinformation nationale et internationale du gouvernement visant à présenter les politiques menées dans la région comme servant à des fins « d'éducation et de formation » ou de réduction de la pauvreté est mise en évidence par la persécution systématique des intellectuels ouïghours, y compris des membres de la classe moyenne supérieure bien intégrés dans la société chinoise et faisant même partie du PCC lui-même.

Au début de l'année 2017, les autorités ont lancé la persécution des fonctionnaires/cadres ouïghours « à double visage » afin de les « purger », ²⁴⁹ faisant même de ceux qui étaient « loyaux » envers l'État des criminels, y compris les membres du PCC et les fonctionnaires du gouvernement. ²⁵⁰ Certaines de ces personnalités ont même été félicitées auparavant pour avoir favorisé la compréhension et construit des ponts entre les minorités et le gouvernement de la RAOX ²⁵¹ ou entre les minorités et la majorité han. ²⁵² La liste des près de 450 intellectuels ouïghours disparus ou emprisonnés de 2016 à aujourd'hui ne cesse de s'allonger, y compris des responsables gouvernementaux, des fondateurs d'entreprises de technologie, d'éminents professeurs d'université, des doyens, des chercheurs en médecine, des médecins, des journalistes, des rédacteurs, des éditeurs, des artistes célèbres, des poètes, des linguistes, des ingénieurs informatiques, etc. ²⁵³ Nombre de ces gardiens de la culture et de l'identité ouïghours sont soumis à des peines d'emprisonnement formelles, souvent plus sévères, et même à des condamnations à mort, ²⁵⁴ ce qui témoigne d'une politique

²⁴⁸ Zenz, *supra* note 95.

²⁴⁹ "Fellow Uighurs Should Beware of 'two-Faced' People in Separatism Fight, Official Says," *Reuters*, 10 avril 2017, <https://www.reuters.com/article/us-china-xinjiang-security-idUSKBN17COHJ>.

²⁵⁰ Roberts, *supra* note 34, at 209.

²⁵¹ Voir le cas du propriétaire d'une application media ouïghoure, Ekpar Asat, qui a disparu en 2016 et qui aurait été condamné à 15 ans de prison ; Wong, Edward. "Sister Fights to Free Uighur Businessman Held in China After U.S. Trip." *The New York Times*, 9 mai 2020, <https://www.nytimes.com/2020/05/09/us/politics/china-uighurs-arrest.html>.

²⁵² "The Persecution of the Intellectuals in the Uyghur Region: Disappeared Forever?" *Uyghur Human Rights Project*, octobre 2020, https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP_Disappeared_Forever_.pdf, exemple de Abdukerim Rahman, un professeur de littérature à l'université du Xinjiang de 77 ans a été accusé d'avoir un « double visage », malgré le fait que l'Etat chinois en fait l'éloge depuis plus de 50 ans ; Ramzy, *supra* note 241.

²⁵³ "Detained and Disappeared: Intellectuals Under Assault in the Uyghur Homeland," *Uyghur Human Rights Project*, mars 2019 p. 22; "List of Uyghur intellectuals imprisoned in China from 2016 to the present." *Xinjiang Victims Database*, dernière mise à jour : 25 octobre 2020, https://shahit.biz/supp/list_003.pdf.

²⁵⁴ Shepherd, *supra* note 77; L'éditeur en chef d'un magazine de littérature géré par l'Etat a été poussé au suicide par peur d'être envoyé dans un camp d'internement. "Uyghur Editor of State-Run Magazine Commits Suicide 'Out of Fear' of Detention." *Radio Free Asia*, 28 septembre 2018 <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/suicide-09282018171559.html>.

gouvernementale délibérée consistant à cibler spécifiquement les autorités ouïghoures réputées.²⁵⁵

Le plan pour l'internement de masse (« Télégramme »)

En novembre 2017, la commission des affaires politiques et juridiques de la RAOX, chargée de la sécurité de la région et disposant du sceau d'approbation de l'ancien secrétaire adjoint du parti et haut responsable de la sécurité de la RAOX, Zhu Hailun, a publié un manuel d'opération, ou Télégramme, contenant un plan directeur pour le système d'internement de masse, y compris des directives détaillées pour l'expansion et le fonctionnement des camps.²⁵⁶ Le Télégramme ordonne à toutes les préfectures d'« accélérer la construction et la rénovation des sites, et d'améliorer continuellement les installations de sécurité ».²⁵⁷ En termes de gestion interne, le Télégramme demande un contrôle strict des détenus, y compris des tours de garde 24 heures sur 24, une « couverture vidéo complète des dortoirs », où la police « ne doit jamais permettre les évasions ».²⁵⁸ Le Télégramme ordonne aux fonctionnaires de « renforcer la discipline et les sanctions » en cas de violation des règles régissant tous les aspects de la vie quotidienne, depuis « le bain une ou deux fois par semaine » jusqu'aux « exigences relatives au lever, à l'appel, à la toilette, à l'organisation et au ménage, à l'alimentation, à l'étude, au sommeil, à la fermeture de la porte et ainsi de suite ».²⁵⁹ Les détenus ayant « des attitudes négatives ou même des sentiments de résistance » doivent être punis par un « assaut transformateur par l'éducation ».²⁶⁰

Le Télégramme encourage également la promotion active du « repentir et de la confession ... pour que [les détenus] comprennent profondément la nature illégale, criminelle et dangereuse de leur passé ».²⁶¹ Le personnel des camps est également étroitement surveillé, avec une section entière du Télégramme consacrée au « secret absolu », interdisant tous les « téléphones portables et appareils photo » dans les « zones de gestion », et une directive visant à former le personnel à garder le secret sur les

²⁵⁵ Voir Harris, Rachel. "Cultural Genocide in Xinjiang: China Targets Uyghur Cultural Leaders." *The Globe Post*, 17 janvier 2019, <https://theglobepost.com/2019/01/17/cultural-genocide-xinjiang/>.

²⁵⁶ Allen-Ebrahimian, *supra* note 89; "China Cables | Telegram English." *ICIJ*, 2017, <http://www.documentcloud.org/documents/6558510-China-Cables-Telegram-English.html>.

²⁵⁷ *Ibid.*, para.24.

²⁵⁸ *Ibid.*

²⁵⁹ *Ibid.*, paras. 12 et 15.

²⁶⁰ *Ibid.*, para. 11; Zenz, *supra* note 95. Original : 教育转化攻坚 *jiaoyu zhuanhua gongjian*.

²⁶¹ *Télégramme*, *supra* note 252.

données et statistiques importantes qui ne doivent pas « être diffusées »²⁶² et ne sont « pas ouvertes au public ».²⁶³

Le Télégramme comprend également un plan pour un système bureaucratique complet de gouvernance de la campagne d'internement de masse et d'acheminement direct vers des programmes de travail forcé, ou « des plans de réinstallation et d'aide à l'emploi conformément au [mandat] de "finalisation d'un lot, emploi d'un lot" ». ²⁶⁴ Le Télégramme décrit un réseau structurel complexe de fonctionnaires et de surveillance numérique supervisant l'ensemble de la campagne, y compris le système POI, les équipes d'évaluation des centres, les secrétaires du Parti, les bureaux de districts, les groupes de direction de « l'éducation et de la formation aux techniques professionnelles », les bureaux de service et les comités locaux.²⁶⁵

« Campagne spéciale pour contrôler les violations du contrôle des naissances »

De 2016 à 2019, un certain nombre de publications universitaires chinoises ont légitimé les programmes eugéniques du gouvernement mettant en œuvre la prévention massive des naissances ouïghoures en identifiant les taux de croissance des ouïghoures comme menaçant la sécurité nationale, diluant la « race-nation chinoise », et liant ces taux à « l'extrémisme religieux ». ²⁶⁶ Pour réduire les taux de croissance de la population ouïghoure, en 2017, un comité du Parti d'un district de la RAOX a encouragé les mariages entre Han et Ouïghoures avec le post : « Que l'unité ethnique devienne sa propre chair et son propre sang ». ²⁶⁷

En 2018, les autorités de la RAOX ont commencé à tenir à jour des feuilles de calcul intitulées « Planification familiale des quatre régions et préfectures du Xinjiang du sud - Situation de la mise en œuvre de la mesure de stérilisation par les familles ». ²⁶⁸ Les directives des districts et des municipalités de la RAOX, publiées en 2018 et 2019,

²⁶² *Ibid.* at para. 25.

²⁶³ Zenz, *supra* note 95 ; Le Télégramme classifié ajoute qu'il est nécessaire de renforcer la « conscience du personnel du besoin de maintenir le secret » (保密意识 *baomi yishi*) et que « personne n'est en [aucun] cas autorisé à diffuser des informations sur la détention ou la rééducation par téléphone, smartphone ou Internet ». Il est « strictement interdit » aux fonctionnaires de donner des « interviews aux médias concernés » ou de se livrer à toute « divulgation non autorisée » liée à la campagne d'internement. Les anciens détenus seraient également contraints de signer des documents les obligeant à ne jamais divulguer ce qu'ils ont vécu dans les camps (Victime # 46). Le contrôle strict des informations qui sortent des camps soulève des inquiétudes quant à la possibilité que les officiels couvrent une épidémie dévastatrice de COVID-19 dans les camps surpeuplés et insalubres.

²⁶⁴ *Télégramme*, *supra* note 252, para 20.

²⁶⁵ *Ibid.*, para. 18.

²⁶⁶ Shepherd and Pitel, *supra* note 63. (Citant les démographes chinois éminents sur leur caractérisation du taux de naissances ouïghoures comme étant trop élevé) ; Zenz, *supra* note 179, p. 7.

²⁶⁷ *China's Uighurs Told to Share Beds*, *supra* note 64.

²⁶⁸ Zenz, *supra* note 179, p. 18.

ordonnaient aux fonctionnaires de : « contenir les naissances illégales et abaisser les niveaux de fécondité » ; « ne laisser aucun angle mort » ; « tester tous ceux qui doivent l'être » ; et « détecter et traiter rapidement ceux qui violent les politiques ». ²⁶⁹

En 2018, la préfecture ouïghoure de Kizilsu a publié une directive visant à :

Guider les masses d'agriculteurs et de bergers pour qu'ils effectuent spontanément des opérations de stérilisation liées à la planification familiale, mettre en œuvre la politique de gratuité des opérations de contrôle des naissances, promouvoir efficacement le travail de planification familiale et contrôler efficacement la croissance démographique excessive. ²⁷⁰

Le projet de la commission de la santé de la RAOX prévoit des « chirurgies gratuites de contrôle des naissances » dans les quatre régions du sud de la RAOX, qui visait à réduire les taux de natalité de 2020 d'au moins quatre points pour mille par rapport au niveau de 2016. ²⁷¹

En 2019, la commission de la santé de la RAOX a prévu de soumettre plus de 80 % des femmes en âge de procréer dans les quatre préfectures minoritaires et rurales du sud à des « mesures de contrôle des naissances ayant une efficacité à long terme », ce qui renvoie soit à des DIU, soit à des stérilisations. ²⁷² Selon les documents relatifs au planning familial, un certain nombre de districts proposent également « des injections de [médicaments] de prévention de la grossesse efficaces à long terme ». ²⁷³ Le 8 janvier 2021, l'ambassade de Chine aux États-Unis a admis ouvertement sa campagne systématique de prévention des naissances ciblant les femmes ouïghoures en déclarant publiquement que « dans le processus d'éradication de l'extrémisme, les esprits des femmes ouïghoures du Xinjiang ont été émancipés et l'égalité des sexes et la santé reproductive ont été promues, ce qui fait qu'elles ne sont plus des machines à fabriquer des bébés ». ²⁷⁴ La Chine a simultanément mené une double campagne systématique de stérilisation forcée des femmes ouïghoures en âge de procréer et d'internement des hommes ouïghours en âge

²⁶⁹ *China Cuts Uighur Births*, *supra* note 191.

²⁷⁰ Page de téléchargement : <http://archive.is/ZDatc>. 克州 2018 年上半年扶贫开发工作总结 暨下半年工作计划. Doc., *Kèzhōu 2018 nián shàng bàn nián fú pín kāi fā gōng zuò zǒng jié jì xià bàn nián gōng zuò jì huà*. Doc., "Summary of Poverty Alleviation and Development Work in Kezhou During the First Half of 2018 and Work Plan for the Second Half of 2018", Google Docs, https://drive.google.com/file/d/1P9fWaGeVA1l-458m5SYT2D7drmsW2UfC/view?usp=sharing&usp=embed_facebook ; Zenz, *supra* note 179, at 16.

²⁷¹ *Ibid.*, p. 15-16.

²⁷² *Ibid.*, p. 11-12.

²⁷³ *Ibid.*, p. 19.

²⁷⁴ Davidson, Helen, "Twitter removes China US embassy post saying Uighur women no longer 'baby-making machines,'" *Guardian*, 10 Jan. 2021, <https://www.theguardian.com/world/2021/jan/10/twitter-removes-china-us-embassy-post-saying-uighur-women-no-longer-baby-making-machines> ; Lien d'origine : <https://twitter.com/chineseembinus/status/1347247602094534658>.

de procréer, empêchant la capacité de régénération du groupe et témoignant d'une intention de détruire biologiquement le groupe comme tel.

Destruction des familles ouïghoures, des liens communautaires, des lieux sacrés, et de l'identité

Le gouvernement mène de manière agressive des campagnes sophistiquées de destruction des familles ouïghoures, des liens communautaires, des sites sacrés et de la transmission intergénérationnelle de la religion, des traditions, de la culture et de la langue. Les longs « séjours chez l'habitant » imposés par le gouvernement dans les foyers et les quartiers ouïghours, les systèmes d'internement de masse et de travail forcé, et le placement en institution des enfants ouïghours dans des établissements gérés par l'État ont brisé les familles et la communauté ouïghoures, rompant les liens les plus intimes du groupe. Selon un document de planification du gouvernement de 2017, la politique consistant à séparer de force les enfants ouïghours de leurs parents pour les placer dans des internats vise à la fois à endoctriner les enfants et à « briser l'impact de l'atmosphère religieuse sur les enfants à la maison ». ²⁷⁵ Une analyse des manuels scolaires du niveau primaire en langue ouïghoure démontre en outre l'effacement de la culture, de la religion, de l'histoire, de la littérature et de la poésie ouïghoures de l'enseignement primaire. ²⁷⁶ Le gouvernement a complètement remplacé « l'éducation bilingue » par « l'éducation en langue nationale » ou l'éducation en langue chinoise, privant la prochaine génération de la langue ouïghoure, ²⁷⁷ tout en soumettant les détenus adultes dans les camps à la torture et à des traitements inhumains pour avoir parlé ouïghour ou ne pas avoir parlé chinois. ²⁷⁸

En outre, dans la RAOX, le gouvernement a lancé des attaques systématiques contre les sites, les biens et les symboles culturels et religieux ouïghours - des attaques que la CIJ a « considéré comme la preuve d'une intention de détruire physiquement le groupe ». ²⁷⁹ Fin 2016, le Département chinois central des affaires ethniques et religieuses a lancé la campagne de « rectification des mosquées » pour démolir les mosquées et les sites culturels sacrés de la région. ²⁸⁰ Le secrétaire du Parti de la RAOX, Chen Quanguo, a ordonné au gouvernement d' « améliorer les conditions des lieux religieux pour guider la

²⁷⁵ Qin, *supra*, note 203.

²⁷⁶ Smith Finley et Klimeš, *supra* note 74.

²⁷⁷ *Ibid.*

²⁷⁸ Victimes # 1414, 1540, 2209, et 3623.

²⁷⁹ *Bosnie c. Serbie*, *supra* note 13, para. 344 (citant *Procureur c. Krstić*, Affaire No. IT- R 98-33-T, Jugement, para. 580 (2 août 2001)) ; voir également *Croatie c. Serbie*, *supra* note 168, para. 390 (citant les attaques contre des sites culturels et religieux comme preuve de l'intention de détruire).

²⁸⁰ "Under the Guise of Public Safety, China Demolishes Thousands of Mosques." *Radio Free Asia*, 19 décembre 2019, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/udner-the-guise-of-public-safety-12192016140127.html> ; "Cultural Erasure." *Australian Strategic Policy Institute*, 24 septembre 2020, <https://www.aspi.org.au/report/cultural-erasure>.

religion et le socialisme afin qu'ils s'adaptent l'un à l'autre ». ²⁸¹ On estime qu'environ 16 000 mosquées dans la RAOX, soit 65 % du total, aient été détruites ou endommagées en raison des politiques gouvernementales, en grande partie depuis 2017, et que 8 500 mosquées aient été complètement démolies. ²⁸² Dès décembre 2016, le chef du Comité des affaires ethniques et religieuses de Kachgar, Wang Jingfu, a attesté avoir « démoli près de 70% des mosquées de la ville ». ²⁸³ Un certain nombre des mosquées de la RAOX restées intactes et non endommagées ont été converties en espaces commerciaux ou civils, notamment en cafés-bars. ²⁸⁴ Des écoles religieuses privées ont également été détruites. En outre, on estime que 58 % des sites religieux et culturels importants de la région, tels que les sanctuaires, les cimetières et les lieux de pèlerinage, ont été endommagés ou complètement démolis, ²⁸⁵ y compris le site ouïghour largement considéré comme le plus sacré, Ordam Padshah. ²⁸⁶ De nombreux sites non endommagés sont entièrement entourés de murs ou de points de contrôle. ²⁸⁷

Début 2018, les responsables de la RAOX ont encore étendu ces pratiques destructrices dans les espaces publics, privés, domestiques et communautaires ouïghours. Les responsables ont lancé la campagne des « Trois nouvelles », « prônant un nouveau style de vie, établissant une nouvelle atmosphère et construisant un nouvel ordre », en s'inspirant de l'initiative « Belle Chine » du président Xi. ²⁸⁸ Un document diffusé par un employé du Gouvernement de la RAOX précise le mandat de la campagne, qui consiste à « extirper résolument les idéologies selon lesquelles [...] la « religion » est la loi [...] [et] à éliminer résolument les problèmes des [...] « imams sauvages » et à ne jamais permettre à la religion d'intervenir dans [...] l'éducation ou le planning familial ». ²⁸⁹ Le document ordonne en outre aux fonctionnaires d'« instaurer une nouvelle atmosphère dans l'existence quotidienne [...] de modifier les concepts relatifs à l'emploi - c'est-à-dire les

²⁸¹ Kuo, Lily. "Revealed: New Evidence of China's Mission to Raze the Mosques of Xinjiang." *The Guardian*, 7 mai 2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/may/07/revealed-new-evidence-of-chinas-mission-to-raze-the-mosques-of-xinjiang>.

²⁸² Tel que confirmé par image satellite et témoignage oculaire : *Cultural Erasure*, supra note 276. D'après une autre investigation intensive de *The Guardian* et *Bellingcat*, 42% des mosquées et des sanctuaires analysés entre 2016 et 2018 ont été en partie ou complètement démolies, y compris les lieux de pèlerinage de masse, une pratique centrale pour les Ouïghours. Des témoignages oculaires indiquent que le nombre est beaucoup plus élevé que ça ; voir : Kuo, supra note 277.

²⁸³ *China Demolishes Thousands of Mosques*, supra note 276.

²⁸⁴ Smith Finley, supra note 57; *Cultural Erasure*, supra note 276.

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ Thum, Rian. "The Spatial Cleansing of Xinjiang: Mazar Desecration in Context." 24 août 2020, *Made in China Journal*. <https://madeinchinajournal.com/2020/08/24/the-spatial-cleansing-of-xinjiang-mazar-desecration-in-context/>.

²⁸⁷ *Cultural Erasure*, supra note 276.

²⁸⁸ Grose, supra note 44 ; Zenz, supra note 128.

²⁸⁹ Grose, supra note 44 ; voir également Smith Finley, "Uyghur Islam and Religious 'De-Extremification': On China's Discourse of 'Thought Liberation' in Xinjiang," *Oxford Islamic Studies Online*, 2019, <http://www.oxfordislamicstudies.com/Public/focus.html>.

opportunités à l'intérieur et à l'extérieur du Xinjiang, dans les "usines satellites" des villages », sites bien documentés de travail forcé.²⁹⁰

La campagne des « Trois nouvelles » a débouché sur le programme « Embellissement des espaces », destiné à transformer les modes de vie ouïghours « arriérés » et à effacer l'architecture ethniquement distincte ouïghoure.²⁹¹ Les autorités ont spécifiquement ordonné la destruction de deux éléments domestiques qui sont au centre de la vie domestique et sacrée des Ouïghours : le *supa*, une plate-forme intérieure surélevée, et le *mehrab*, une arche ou une niche orientée vers La Mecque pour la prière.²⁹² Des responsables ont demandé la « démolition » de tous les *supas*, qui, selon les termes d'un secrétaire de section du Parti, sont considérés comme contraires à un « mode de vie civilisé [han] ». ²⁹³ Le gouvernement d'un district a ordonné aux Ouïghours de « mettre en morceaux » leur *supa*.²⁹⁴ Les autorités ont en outre émis des directives dans au moins trois préfectures (Ili, Kachgar et Hotan) pour faire enlever les *mihhrabs* ou détruire les maisons où les *mihhrabs* ne peuvent pas être remodelés.²⁹⁵ Les pratiques liées à ces sites sacrés et à ces éléments domestiques détruits ou convertis ne revêtent pas seulement une signification religieuse pour les Ouïghours, mais capturent également des éléments essentiels de l'identité, de la culture, des liens communautaires et du lien avec la terre.²⁹⁶

2. Ou tout ou en partie, comme tel

La CDI interprète l'expression « comme tel » comme signifiant l'intention de détruire le groupe « en tant qu'entité séparée et distincte ». ²⁹⁷ La CDI définit l'expression « ou tout ou en partie » comme l'intention de détruire une « partie substantielle d'un groupe particulier », qui ne nécessite pas « d'avoir l'intention de parvenir à l'anéantissement complet d'un groupe à tous les coins du globe ». ²⁹⁸ La CIJ a confirmé qu'il est « largement admis » que la condition de « partie substantielle » peut être remplie « au sein d'une zone

²⁹⁰ Grose, *supra* note 44.

²⁹¹ Smith Finley and Klimeš, *supra* note 74.

²⁹² Grose, *supra* note 44.

²⁹³ *Ibid.*

²⁹⁴ *Ibid.*

²⁹⁵ "Uyghurs Ordered to Destroy Muslim Architecture Deemed 'Extremist' by Authorities," *Radio Free Asia*, 10 juillet 2019, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/architecture-07102019140830.html> ; voir aussi Smith Finley et Klimeš, *supra* note 74.

²⁹⁶ L'éminente chercheuse ouïghoure, Rahile Dawut, qui a étudié ces sites et a disparu en 2017, probablement en raison de son travail de préservation des traditions indigènes ouïghoures, a un jour commenté : « Si l'on devait supprimer ces [...] sanctuaires, les Ouïghours perdraient le contact avec la terre. Ils n'auraient plus d'histoire personnelle, culturelle et spirituelle. Après quelques années, nous n'aurions plus le souvenir de la raison pour laquelle nous vivons ici ou de notre appartenance." Kuo, *supra*, note 277 ; voir aussi Roberts, *supra*, note 34, p. 228.

²⁹⁷ *Annuaire de la Commission du droit international*, 1996, vol. II, deuxième partie, p. 45, par. 7, Commentaire de l'article 17.

²⁹⁸ *Ibid.* p. 45, au para. 8.

géographiquement limitée ». ²⁹⁹ Pour cette question, « la zone d'activité et de contrôle de l'auteur doit être prise en considération ». ³⁰⁰

Dans le cas présent, le territoire géographique en question est officiellement reconnu par le gouvernement chinois comme étant la Région autonome ouïghoure. Le gouvernement s'est engagé dans la construction et l'expansion de camps d'internement dans toutes les zones peuplées de la RAOX, en particulier dans les zones à dominante ouïghoure. Toutefois, la campagne n'est pas limitée par les frontières géographiques ou administratives, puisque l'un des documents du « Comité du Parti pour la répression » donne pour instruction aux fonctionnaires de recueillir les informations personnelles des Ouïghours vivant à l'étranger et de les classer par région d'origine afin d'identifier « ceux qui se trouvent encore à l'extérieur du pays et pour lesquels une suspicion de terrorisme ne peut être exclue [...] [qui] devraient être placés dans l'éducation et la formation concentrées » dès leur retour en Chine. ³⁰¹

Au début de la campagne d'internement de masse (2017-2018), des quotas régionaux auraient été mis en place, des nombres cibles qui répondraient déjà à l'exigence d'une partie substantielle du groupe. ³⁰² En 2017, dans certaines parties du sud de la RAOX, la police a reçu l'ordre de détenir près de 40 % de la population adulte. ³⁰³ À l'heure actuelle, comme cela a été démontré, les politiques mises en place ont ciblé des millions de Ouïghours, constituant une partie substantielle du groupe.

La CIJ a en outre interprété l'exigence de « partie substantielle » comme signifiant que « la partie visée doit être suffisamment importante pour avoir un impact sur le groupe dans son ensemble ». ³⁰⁴ Il est alors important de considérer l'importance ou la prééminence de la partie de la population ouïghoure qui a été visée, et si cette « partie spécifique du groupe est emblématique du groupe dans son ensemble, ou si elle est essentielle à la survie du groupe ». ³⁰⁵ Comme révélé par des documents du

²⁹⁹ *Bosnie c. Serbie*, *supra* note 13, para. 199.

³⁰⁰ *Ibid.*

³⁰¹ “‘Integrated Joint Operation Platform’ Daily Essentials Bulletin, No. 2, comme publié par le ICJ, *China Cables*, <http://www.documentcloud.org/documents/6558502-China-Cables-IJOP-Daily-Bulletin-2-Enlignsh.html>. para. 1.

³⁰² “‘Studies’ in Prison: Staff Member Uncovers Details of a Xinjiang Camp.” *Bitter Winter*, 27 Nov. 2018, <https://bitterwinter.org/staff-member-uncovers-details-of-a-camp/> (des employés des camps témoignant de quotas de Ouïghours que chaque camp doit remplir).

³⁰³ Allen-Ebrahimian, *supra* note 89 ; voir aussi Roberts, *supra* note 34, p. 215.

³⁰⁴ *Bosnie c. Serbie*, *supra* note 13, para. 198.

³⁰⁵ *Procureur c. Krstic*, *supra* note 142, aux paras. 12 (« Outre la taille numérique de la partie visée, sa prééminence au sein du groupe peut être une considération utile. Si une partie spécifique du groupe est emblématique de l'ensemble du groupe, ou est essentielle à sa survie, cela peut permettre de conclure que cette partie est substantielle au sens de l'article [II] »), et 587, citant le rapport final de la Commission d'experts établie en application de la résolution 780 du Conseil de sécurité (1992), selon lequel « l'intention de détruire une partie spécifique d'un groupe, comme ses dirigeants politiques, administratifs, intellectuels ou commerciaux, “peut constituer une forte indication de génocide, indépendamment du nombre réel de personnes tuées” ».

gouvernement, les dirigeants et figures d'autorité ouïghoures ont été spécifiquement visées par l'internement, autant par la portée que par l'ampleur. Les autorités culturelles ouïghours sont en train de mourir en détention de peines de mort virtuelles.³⁰⁶ Les imams ont été désigné comme constituant un « problème » à éliminer,³⁰⁷ and reçoivent des peines de prison lourdes.³⁰⁸ Il existe une stratégie systématique à l'échelle de la région de détenir la population d'âge mûr, particulièrement les chefs de famille.³⁰⁹ La liste de Karakax démontre aussi une fixation sur les figures religieuses. La colonne la plus complète détaille de manière méticuleuse les informations portant sur les personnes au sein de la famille du détenu, de sa communauté, et de ces cercles d' « héritage religieux », cette dernière documentant la manière dont le savoir religieux est transmis à travers les membres de la famille ou autres.³¹⁰ D'après la jurisprudence internationale, le « ciblage sélectif des personnalités d'une communauté » est particulièrement probant à l'égard du génocide et « indicatif de l'intention génocidaire ».³¹¹

VI. Responsabilité d'État : attribution des actes

Les personnes et entités qui perpétuent les actes de génocide détaillés dans ce rapport sont soit des organes de l'État en vertu du droit chinois, agissant en leur qualité de législateur, de juge, d'exécutif, d'administrateur et autres, soit d'autres personnes agissant sur les instructions de l'État. En 2014, le président Xi a prononcé un certain nombre de discours internes jetant les bases des politiques, lois et pratiques qui ont abouti à ces actes génocidaires visant les Ouïghours de la région. Dans ces discours, le

³⁰⁶ Pour une liste des morts documentées en détention, voir *Xinjiang Victims Database*, <https://shahit.biz/eng/#lists>. Voir également "Prominent Uyghur Poet and Author Confirmed to Have Died While Imprisoned." *Radio Free Asia*, 25 janvier 2021, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/poet-01252021133515.html>. De plus, d'après des récits de première main, des détenus aussi vieux que 80 ans étaient les cibles premières de torture et de traitement inhumain dans les camps d'internement. Les imams pouvaient être condamnés pour plus de 20 ans de prison, et menottés et enchaînés à tous moments. (Victimes # 67).

³⁰⁷ Grose, *supra* note 44, voir Section "A history of "beautifying [Uyghur] spaces;" voir également IJOP Bulletin No. 20, *supra* note 91.

³⁰⁸ Confirmé par des témoins oculaires et par les rapports de *Xinjiang Victims Database*, où les imams représentent 13 % des victimes mais 29 % des personnes condamnées à des peines de prison officielles ; *Demolishing Faith*, *supra* note 141.

³⁰⁹ Les dossiers détaillés du gouvernement montrent que le groupe démographique des hommes âgés de 45 à 54 ans est surreprésenté. D'après les feuilles de calcul des municipalités, le pourcentage de chefs de famille était le plus élevé. Par exemple, la part des chefs de famille internés dans la municipalité d'Azatbag était de 50,5 pour cent, de loin la part la plus élevée, suivie par les "fils" à 20 pour cent ; Zenz, *supra* note 95.

³¹⁰ Zenz, *supra* note 42. Un grand-père est cité comme ayant été condamné à six ans de prison en 2017 pour avoir transmis des connaissances religieuses à son petit-fils ; voir *Ideological Transformation*, *supra* note 114, p. 16, entrée 64.

³¹¹ *Prosecutor v. Zdravko Tolimir*, Appeals Judgment, 8 avril 2015, para. 263, https://www.icty.org/x/cases/tolimir/acjug/en/150408_judgement.pdf ; voir aussi *Croatie v. Serbie*, *supra* note 168, Opinion séparée de Juge Bhandari, aux paras. 15-21.

président Xi a lancé la « Guerre du peuple contre la terreur », a déchaîné les « armes » de la « dictature », a exhorté les responsables à « ne montrer absolument aucune pitié », et a fait du sud de la RAOX, où les Ouïghours représentent près de 90 % de la population, la ligne de front de l'offensive. En 2014, le président Xi a convoqué une conférence de haut niveau afin de définir une nouvelle politique pour la région. Lors de cette conférence, le président Xi a appelé à l'érection de « murs » et de « filets tendus de la terre au ciel »³¹² et a ordonné le transfert des Ouïghours vers les zones dominées par les Han ainsi que « l'éducation et la transformation » constantes de « ces gens »,³¹³ ce qui est devenu synonyme de surveillance de masse, d'internement et de travail forcé des Ouïghours dans la RAOX aujourd'hui. En 2014, le président Xi a également présidé une réunion de haut niveau du PCC au cours de laquelle les dirigeants ont adopté la politique de promotion des mariages entre Han et Ouïghours.³¹⁴ Les programmes gouvernementaux connexes, qui imposent aux cadres han de séjourner dans des familles ouïghours, découlent de manuels de formation officiels, de campagnes et d'instructions d'organismes gouvernementaux tels que le Comité régional du Parti de la RAOX et le Département de travail du Front uni, l'organisme responsable des affaires ethniques et religieuses.³¹⁵ La campagne plus large de stérilisation de masse et de pose de stérilets dans les zones dominées par les Ouïghours est en grande partie mise en œuvre par la Commission de santé de la RAOX en sa qualité officielle et conformément aux directives régionales et aux documents de planification familiale de la RAOX dans le cadre de la « Campagne spéciale de contrôle des violations du contrôle des naissances ».³¹⁶

En août 2016, Chen Quanguo a été nommé secrétaire du Parti de la RAOX, où il a intensifié la « Guerre du peuple », en développant considérablement les mesures de sécurité et les sites de détention dans la région, en diffusant les discours de Xi pour justifier les campagnes visant les Ouïghours, et en ordonnant aux fonctionnaires de « rafler tous ceux qui devraient être raflés » - une phrase répétée dans des documents internes.³¹⁷ En 2017, le Congrès du peuple de la RAOX a adopté de nouvelles réglementations sur le « désextrémisme » qui ont fourni le cadre juridique sous-tendant l'internement massif des Ouïghours. En juin 2017, Zhu Hailun, alors secrétaire adjoint de la RAOX et haut responsable de la sécurité, a publié une directive s'appuyant sur les ordres du secrétaire du Parti Chen et du Président Xi : « S'ils sont là, raflez-les ».³¹⁸ Début 2018, le PCC a enquêté et fait un exemple d'un responsable qui a libéré des milliers de détenus d'un camp, pour avoir « gravement désobéi à la stratégie de la direction centrale du Parti pour

³¹² Leibold et Zenz, *supra* note 55.

³¹³ *Absolutely No Mercy*, *supra* note 58.

³¹⁴ Wong, *supra* note 73.

³¹⁵ *China's Uighurs Told to Share Beds*, *supra* note 64.

³¹⁶ Zenz, *supra* note 179.

³¹⁷ *Absolutely No Mercy*, *supra* note 58.

³¹⁸ *Ibid.*

gouverner le Xinjiang », ce qu'un rapport interne du gouvernement a accusé d'être son refus de « rafler tous ceux qui devraient être raflés ». ³¹⁹

Zhu Hailun a également publié une série de documents, ou bulletins, à « envoyer rapidement aux secrétaires du Parti » dans toute la région, par le biais du « Commandement du Comité du Parti pour la répression et l'offensive sur les lignes de front », sur la manière de policer et de détenir la population ouïghoure au moyen de la surveillance numérique. ³²⁰ En novembre 2017, la Commission des affaires politiques et juridiques de la RAOX, en charge de la sécurité régionale, a publié le « Télégramme » signé par M. Zhu, c'est-à-dire le plan directeur pour l'expansion des camps d'internement de masse, y compris les directives pour augmenter la « punition » des détenus pour la moindre déviation des routines quotidiennes de style militaire, approuvant les méthodes de torture généralisées employées par les gardiens des camps. En conséquence, ces gardiens exercent des fonctions exécutives en tant qu'organes ou agents de l'État et sont habilités par les organes de l'État à exercer cette autorité.

Lors d'une conférence du PCC en septembre 2020, le président Xi a donné son approbation sans équivoque à la poursuite de ces politiques, pratiques et campagnes, qui « doivent être maintenues sur le long terme » : « La pratique a prouvé que la stratégie du parti pour gouverner le Xinjiang dans la nouvelle ère est tout à fait correcte... Dans l'ensemble, le Xinjiang présente une situation favorable de stabilité sociale... Les faits prouvent amplement que notre pays réussit dans sa politique ethnique ». ³²¹

En résumé, les personnes et entités qui perpétuent les actes de génocide énumérés sont des organes ou agents de l'État en vertu du droit chinois, exerçant leurs fonctions législatives, exécutives, administratives et autres, habilités par le droit de l'État et agissant sur instructions et sous le contrôle direct et effectif des plus hauts niveaux de l'État. Le fait de commettre ces actes de génocide, énumérés à l'article II de la Convention sur le génocide, à l'encontre des Ouïghours est donc nécessairement imputable à l'État chinois.

En outre, l'ampleur et le nombre d'actes de génocide répétés et cohérents commis au sein d'un État fort à parti unique montrent clairement que la Chine enfreint encore davantage la Convention sur le génocide en ne prévenant pas le génocide.

³¹⁹ *Ibid.*

³²⁰ Alecci, Scilla. "How China Targets Uighurs 'One by One' for Using a Mobile App." *ICIJ*, 24 novembre 2019, <https://www.icij.org/investigations/china-cables/how-china-targets-uighurs-one-by-one-for-using-a-mobile-app/>.

³²¹ Wong, *supra* note 1; Wong, *supra* note 73.

VII. Conclusion

Ce rapport a examiné la question juridique de savoir si la Chine est responsable en tant qu'État des violations de l'article II de la Convention sur le génocide, en particulier, si la Chine commet un génocide contre les Ouïghours tel que défini par l'article II de la Convention. Après application desdites dispositions de la Convention sur le génocide à l'ensemble des preuves présentées ici, le présent rapport conclut, sur la base d'un critère de preuve clair et convaincant, que la Chine est responsable de violations de chaque disposition de l'article II de la Convention. La définition du génocide est respectée en vertu de l'article II lorsque *l'un* des actes énumérés est commis avec l'intention requise de « détruire, ou tout ou en partie, [le groupe protégé] comme tel ». L'objet de cette intention est la destruction de l'existence du groupe en tant qu'entité comme telle. L'intention requise par la Convention est mesurée par des normes objectives, notamment des déclarations officielles, des politiques, un plan général, un modèle de comportement et des actes destructeurs répétés, qui ont une séquence logique. Dans ce contexte, le chef de l'État, le président Xi, a lancé une « Guerre du peuple contre la terreur » dans la région et a fait des zones à dominante ouïghoure la ligne de front, défendant le fait que l'extrémisme s'est enraciné dans la société ouïghoure. Les gardes des camps auraient reçu l'ordre de maintenir le système en place jusqu'à ce que « les Kazakhs, les Ouïghours et les autres nationalités musulmanes disparaissent... jusqu'à ce que toutes les nationalités musulmanes s'éteignent ». Des responsables de haut niveau ont donné l'ordre de « rafler tous ceux qui devraient l'être », de « les anéantir complètement... de les détruire en profondeur » et de « briser leur lignée, briser leurs racines, briser leurs liens et briser leurs origines ». Les fonctionnaires ont comparé la campagne d'internement de masse à « l'éradication de tumeurs » et même à l'arrachage de mauvaises herbes cachées parmi les cultures, ce qui nécessite de pulvériser « des produits chimiques pour les tuer tous ».

La Chine a simultanément mené une double campagne systématique de stérilisation forcée des femmes ouïghoures en âge de procréer et d'internement des hommes ouïghours en âge de procréer, empêchant ainsi la capacité de régénération du groupe. La Chine admet explicitement que les « femmes ouïghoures » sont les cibles de sa campagne de prévention des naissances dans la région, qui est liée à son offensive contre « l'extrémisme », comme l'a déclaré publiquement l'ambassade de Chine aux États-Unis : « Dans le processus d'éradication de l'extrémisme, les esprits des femmes ouïghoures du Xinjiang ont été émancipés [...], ce qui fait qu'elles ne sont plus des machines à fabriquer des bébés ».

L'intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe est également démontrée par les politiques et programmes gouvernementaux exhaustifs visant à effacer tous les aspects de l'identité, de la communauté et de la vie domestique ouïghoures, et à placer les enfants ouïghours dans des orphelinats d'État. Dans le cadre de ces campagnes gouvernementales, les autorités locales ont éliminé l'éducation ouïghoure, détruit l'architecture et les caractéristiques domestiques ouïghoures ethniquement distinctes, et

endommagé ou complètement démoli la majorité des mosquées et des sites sacrés, tout en fermant d'autres sites ou en les convertissant en espaces commerciaux, et en détruisant des éléments essentiels de l'identité ouïghoure ainsi que les liens communautaires. L'intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe est encore démontrée par le fait que le gouvernement cible délibérément les gardiens et les transmetteurs de l'identité ouïghoure en vue d'une détention prolongée ou de la mort, notamment les chefs de famille, les figures d'autorité, les élites traditionnelles et professionnelles et les autorités culturelles, indépendamment de leur affiliation au Parti ou de leur niveau d'éducation. Les politiques et pratiques de la Chine dans la région doivent être considérées dans leur ensemble, ce qui revient à une intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe, ou tout ou en partie, comme tels.

Alors que le fait de commettre l'un quelconque des actes énumérés rend possible de conclure à l'existence d'un génocide, les éléments de preuve présentés dans ce rapport permettent de conclure qu'un génocide est en train d'être commis contre les Ouïghours, un groupe ethnique bénéficiant d'un statut protégé, en vertu des alinéas a) à e) de l'article II.

Premièrement, dans le cadre de la campagne d'internement de masse, il existe des rapports faisant état de morts massives et de décès de dirigeants ouïghours éminents qui ont été sélectivement condamnés à mort par exécution ou, pour les aînés en particulier, par un emprisonnement de longue durée, tel que 15 à 20 ans de prison. Ces décès sanctionnés par l'État dans le cadre de l'internement massif des Ouïghours dans la région équivalent à « tuer des membres du groupe » au sens de l'article II (a).

Deuxièmement, les Ouïghours sont victimes de torture systématique et de traitements cruels, inhumains et dégradants, notamment de viols, d'abus sexuels et d'humiliations publiques, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des camps. Les camps d'internement sont conçus avec des salles d'interrogatoire intégrées, où des formes de torture systématiques contre les Ouïghours sont bien documentées. Les séjours chez l'habitant du gouvernement, l'internement de masse, les orphelinats d'État et les programmes de travail forcé sont tous conçus pour endoctriner et « nettoyer » les cerveaux, poussant les Ouïghours à se suicider ou à tenter de le faire sous la menace de l'internement ou à la suite des formes extrêmes et quotidiennes de torture physique et psychologique dans les camps, notamment les simulacres d'exécution, les « autocritiques » publiques et l'isolement. La Chine est donc responsable de « causer des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe », conformément à l'article II (b).

Troisièmement, les autorités chinoises ont systématiquement détenu des Ouïghours dans des conditions invivables, en particulier des hommes en âge de procréer, des chefs de famille et des dirigeants communautaires, ont imposé des mesures de prévention des naissances aux femmes ouïghoures et ont transféré des Ouïghours dans des programmes de travail physique forcé. En somme, la Chine « inflige délibérément au groupe des

conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle », conformément à l'article II (c).

Quatrièmement, la Chine mène une stratégie de prévention des naissances bien documentée et financée par l'État, qui cible toutes les femmes en âge de procréer dans les zones à dominante ouïghoure en leur faisant subir des stérilisations massives, des avortements et la pose de stérilets. Rien qu'en 2019, le gouvernement prévoyait de soumettre au moins 80 % des femmes en âge de procréer du sud de la RAOX à des stérilisations ou à la pose de stérilets. Dans les camps, les détenues ouïghoures sont soumises à des poses forcées de stérilet, à des avortements, ainsi qu'à des injections et des médicaments interrompant leurs cycles menstruels. La campagne d'internement de masse complète la campagne de la Commission de santé de la RAOX visant à réduire les naissances ouïghoures en emprisonnant de manière sélective les Ouïghours en âge de procréer, les privant ainsi de la capacité de se reproduire. En raison de ces politiques interconnectées, les statistiques gouvernementales démontrent que les taux de croissance dans les zones à dominante ouïghoure sont de plus en plus proches de zéro. La Chine est donc clairement responsable de « l'imposition de mesures destinées à empêcher les naissances au sein du groupe », conformément à l'article II (d).

Enfin, alors que les parents ouïghours sont de plus en plus souvent détenus dans des camps d'internement et des centres de travail forcé, les enfants ouïghours sont envoyés dans des orphelinats gérés par l'État et élevés dans un environnement en langue chinoise avec les méthodes d'éducation standard des Han. La Chine procède ainsi au « transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe », conformément à l'article II (e) de la Convention sur le génocide.

Les personnes et les entités qui commettent ces actes de génocide sont toutes des organes ou des agents de l'État au sens du droit chinois, agissant en leur qualité officielle ou sous le contrôle effectif de l'État. La nature de ces actes interconnectés et composites démontre inéluctablement le contrôle clair, effectif et ferme de l'État, qui ne peut raisonnablement être attribué à des tiers échappant au contrôle effectif de l'État, à l'accident ou au hasard. Au regard de la Convention sur le génocide, la politique et les pratiques de la Chine à l'égard des Ouïghours, établies de longue date, déclarées publiquement et à plusieurs reprises, spécifiquement ciblées, systématiquement mises en œuvre et dotées de toutes les ressources nécessaires, sont indissociables de « l'intention de détruire » les Ouïghours en tant que groupe, ou tout ou en partie, comme tels. Par conséquent, la Chine est responsable en tant qu'État d'un génocide en cours contre les Ouïghours, en violation de la Convention sur le génocide.

Appendice biographique

Ce rapport a été réalisé grâce à la contribution et après consultation de nombreux experts indépendants, dont les suivants qui ont accepté d'être identifiés publiquement :

Yonah Diamond

Yonah Diamond est un avocat international spécialisé dans la Prévention des atrocités et la Défense des prisonniers politiques au Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne. Il est co-auteur et membre du comité de pilotage du rapport juridique *Cameroon's Unfolding Catastrophe: Evidence of Human Rights Violations and Crimes against Humanity*. Il a donné des conférences à l'école Max Bell de Politiques Publiques de l'université McGill et au programme de bourses Sakharov du Parlement européen, et a publié de nombreux articles sur les droits humains, la justice internationale, la paix et la réconciliation. Yonah Diamond a participé à ce projet en tant qu'auteur principal.

Rayhan Asat

Rayhan Asat est une avocate ouïghoure des droits humains basée à Washington DC. Diplômée de la faculté de Droit de Harvard et ancienne avocate anti-corruption au sein d'un cabinet juridique américain réputé, Rayhan est spécialisée dans le droit international relatif aux droits humains. Elle a rempli des fonctions de consultante auprès d'institutions internationales majeures, telle que la Banque mondiale, sur des réformes liées aux droits humains, et a été largement publiée, à la fois dans des revues scientifiques et des organes de presse renommés, sur de nombreuses thématiques liées aux droits humains et au droit international. Rayhan est actuellement chercheuse principale au Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne et est aussi la fondatrice et présidente de l'American Turkic International Lawyers Association.

Adejoké Babington-Ashaye

Adejoké Babington-Ashaye est une experte en droit international. Elle est activement engagée dans la mise à disposition de soutien technique et de conseils pour les actions judiciaires à l'échelle nationale, et pour les enquêtes sur les crimes internationaux par le biais de l'ONUDC et de la Fondation Wayamo. Elle a été enquêtrice à la Cour pénale internationale (2005-2010). Ancienne conseillère juridique principale de la Banque mondiale (2012 - 2021) et ancienne juriste associée de la Cour internationale de justice (2010 - 2012).

Hon. Lloyd Axworthy

L'Honorable Lloyd Axworthy est le président du Conseil mondial pour les réfugiés et les migrations et l'une des principales voix du Canada en matière de migration mondiale et de protection des réfugiés. Après 27 ans de carrière politique, où il a servi en tant que ministre des Affaires Étrangères et ministre de l'Emploi et de l'Immigration au Canada, M. Axworthy a continué à travailler de manière intensive sur la sécurité humaine, la protection mondiale des réfugiés et les droits humains. Le gouverneur général du Canada

lui a remis la médaille Pearson pour la paix en mai 2017. Il a été président et vice-chancelier de l'université de Winnipeg et président du St. Paul's University College.

Dr Darren Byler

Le Dr Darren Byler est chercheur postdoctoral dans le cadre du projet ChinaMade à l'université du Colorado à Boulder. Il a donné un témoignage d'expert sur les questions relatives aux droits humains des Ouïghours devant la Chambre des communes du Canada et rédige une chronique régulière sur ces questions pour *SupChina*.

Dr Michael Clarke

Le Dr Michael Clarke est professeur associé à la Crawford School of Public Policy de l'université d'Australie et chercheur invité à l'Australia-China Relations Institute de l'université technologique de Sydney. Il est spécialiste de l'histoire et de la politique de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang (RAOX), de la République populaire de Chine (RPC) et de la politique étrangère chinoise de sécurité.

Hon. Irwin Cotler

Irwin Cotler est président du Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne, professeur émérite de Droit à l'université McGill, ancien ministre de la Justice et procureur général du Canada, député de longue date, et avocat international spécialisé dans les droits humains.

Dr Joanne Smith Finley

La Dr Joanne Smith Finley a rejoint l'université de Newcastle en janvier 2000. Elle est maîtresse de conférences en Études chinoises et possède trois décennies d'expertise en Études ouïghoures. Elle fait office de témoin expert dans des affaires d'asile ouïghour au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis et au Canada, et conseille des cabinets d'avocats, des organisations d'aide aux réfugiés, des ministères, des organisations non gouvernementales et des groupes de réflexion.

Hon. Yves Fortier, PC, CC, OQ, QC, AdE, LLD - Cabinet Yves Fortier

Il est l'ancien président de la cour d'arbitrage international de Londres. De juillet 1988 à février 1992, il a été l'ambassadeur du Canada auprès des Nations unies. En 1989, il a été président du Conseil de sécurité de l'ONU. De 1992 à 2008, il a été président de Norton Rose. Il exerce aujourd'hui en tant qu'arbitre et médiateur international. De 2012 à 2015, M. Fortier a été président du conseil des sanctions de la Banque mondiale. En 2013, M. Fortier a été nommé au comité de surveillance des activités de renseignement et de sécurité du Canada.

Professeure Rachel Harris

Rachel Harris est professeure d'Ethno-musicologie à la SOAS, université de Londres. Ses recherches sont centrées sur la Chine et l'Asie centrale et en particulier sur les Ouïghours. Elle a mené des recherches de terrain au Xinjiang, au Kazakhstan et au Kirghizstan sur une

période de vingt ans. Elle est actuellement co-responsable du Forum de la musique du Moyen-Orient et d'Asie centrale.

Baronne Helena Kennedy QC

La baronne Helena Kennedy QC est directrice de l'Institut des droits humains de l'Association internationale du barreau, où elle dirige les travaux de l'institut en faveur de l'État de droit et des droits humains dans le monde. Elle est à l'origine de la création de l'Institut Bonavero des droits humains à l'université d'Oxford et a travaillé sur de nombreuses affaires importantes de terrorisme, de secrets officiels et d'homicide. En 1997, elle est nommée à la Chambre des Lords où elle est un pair travailliste.

Jennifer Kirby-McLemore

Jennifer Kirby-McLemore est directrice juridique de Genocide Watch. Elle est titulaire d'une Licence en Biologie avec mention en Développement durable (université d'État des Appalaches), d'une Maîtrise en Sciences sociales avec une spécialisation en Droits humains et Études sur le génocide (Université de Chicago) et d'un doctorat en Droit (Université du Mississippi). En plus d'exercer le droit, elle mène des recherches indépendantes et des travaux d'édition universitaire.

Kyle Matthews

Kyle Matthews est le directeur général de l'Institut montréalais d'études sur le génocide et les droits de la personne (MIGS) de l'université Concordia, qu'il a rejoint en 2008. À Concordia, il a fondé le projet « Raoul Wallenberg, l'héritage d'un héros » ainsi que le Laboratoire digital de prévention d'atrocités de masse, qui vise à contrer l'extrémisme en ligne et à étudier comment les plateformes de médias sociaux sont utilisées comme des armes de guerre. Il a précédemment travaillé pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Tbilissi, Kinshasa et Genève.

Professeure Martha Minow

Martha Minow la professeure du 300^{ème} anniversaire de l'université et ancienne doyenne de la faculté de droit d'Harvard, où elle enseigne depuis 1981. Elle est spécialiste en droits humains, en justice pénale internationale, en conflits ethniques et religieux, et en défense des minorités, des femmes, des enfants et des personnes handicapées. La professeure Minow a fait partie de la commission pour contrer l'extrémisme violent du Centre d'études stratégiques et internationales et de la Commission internationale indépendante sur le Kosovo. Elle a aidé à lancer Imagine Co-existence, un programme du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, visant à promouvoir le développement pacifique dans les sociétés post-conflit.

Professeur John Packer

Le professeur John Packer est professeur Neuberger-Jesin de Résolution de conflits internationaux à la faculté de droit et directeur du Centre de recherche en droits humains et en éducation à l'université d'Ottawa. Il a travaillé pendant plus de 20 ans pour des organisations inter-gouvernementales (UNHCR, ILO, OHCHR, UNDP, OSCE), en menant

des enquêtes sur des violations sérieuses de droits humains notamment en Irak, Afghanistan, et en Birmanie/Myanmar. Il est un ancien conseiller principal en Droit et le premier directeur du bureau du Haut-Commissariat aux minorités nationales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Le professeur Packer a participé à ce projet en tant que consultant principal.

Professeur Maxim Pensky

Max Pensky est professeur de philosophie à l'université de Binghamton, l'université d'État de New York, où il est co-directeur de l'Institut pour la prévention du génocide et des atrocités de masse (I-GMAP). Il a été chercheur invité à l'université Goethe de Francfort ainsi que dans les universités Oxford et Cornell.

Emily Prey

Emily Prey est analyste principale au Newlines Institute for Strategy and Policy. Elle est experte du genre spécialisée dans le génocide et la justice transitionnelle, avec un Master en Analyse de genre et en Sécurité humaine de l'école Fletcher de Droit et de Diplomatie. Prey a travaillé pour l'UNICEF, le Comité de secours international, et plusieurs ONG globales sur les droits et la protection de l'enfant, le trafic d'humains et les violences basées sur le genre.

Professeur Sean Roberts

Sean Roberts est directeur du Programme d'études internationales en développement de l'Elliot School of International Affairs de l'université de Washington, où sa recherche se focalise sur le développement de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang par la Chine. Il a étudié le peuple ouïghour pendant 30 ans.

Ambassadeur Allan Rock

Allan Rock est président émérite et professeur de Droit à l'université d'Ottawa. Il a pratiqué pendant 20 ans en tant qu'avocat en première instance à Toronto avant d'être élu au Parlement canadien, où il a occupé plusieurs postes de cabinet dont celui du ministère de la Justice et du procureur général du Canada. Il a ensuite rempli la fonction d'ambassadeur du Canada aux Nations unies à New York, où il a mené avec succès les efforts du Canada pour sécuriser, au cours du Sommet mondial de 2005, l'adoption unanime par les États membres de l'ONU de la « Responsabilité de protéger les populations du génocide, du nettoyage ethnique et autres atrocités de masse ».

Erin Farrell Rosenberg

Erin Farrell Rosenberg est avocate spécialisée en droit criminel international et en réparations, ayant travaillé à l'ICTY et la Cour pénale internationale. Elle est l'ancienne consultante principale pour le Centre de prévention du génocide au Musée commémoratif américain de l'holocauste, où elle était l'autrice principale des séries de rapports intitulés *Practical Prevention : How the Genocide Convention's Obligation to Prevent Applies to Burma*. Elle est membre du comité éditorial du *Journal of International Criminal Justice* (JICJ) et du groupe de travail ABA sur les crimes contre l'humanité.

Ambassadrice Beth Van Schaack

Beth Van Schaack est professeure invitée Leah Kaplan à la faculté de droit de Stanford, où elle enseigne dans les domaines des droits humains internationaux, du droit criminel international et du trafic d'humains, entre autres thématiques, et a été directrice active de la Clinique des droits humains et de la résolution de conflit. Avant de retourner au monde académique, elle a été adjointe à l'ambassadeur itinérant des États-Unis pour les problèmes liés aux crimes de guerre dans le Bureau de justice criminelle globale du Département d'État américain sous les secrétaires Clinton et Kerry.

Ambassadeur David Scheffer

David Scheffer est professeur clinique émérite et directeur émérite du Centre pour les droits humains internationaux, École Pritzker de droit de l'université du Nord-Ouest. Il est l'ancien ambassadeur itinérant des États Unis pour les problèmes liés aux crimes de guerre (1997-2001) et ancien expert du Secrétariat général de l'ONU sur l'assistance onusienne au Tribunal des Khmers rouges (2012-2018).

Dr Rainer Schulze

Le Dr Rainer Schulze est professeur émérite d'Histoire européenne et ancien directeur du Centre des droits humains, université d'Essex, Royaume-Uni. Fondateur et éditeur de la revue *The Holocaust in History and Memory*, chef de projet pour le développement du Mémorial de l'ancien camp de concentration de Bergen-Belsen, et consultant pour l'exposition de l'Holocauste au Musée Impérial de la Guerre de Londres, le professeur Schulze est un expert de l'holocauste et de la mémoire de l'holocauste de renommée mondiale, définissant l'holocauste de manière exhaustive et inclusive, incluant non seulement la persécution et l'extermination des Juifs, mais aussi le génocide des Roms et des Sinté, les tueries « euthanasie » des personnes handicapées, la persécution des hommes gays ainsi que la persécution de tous les autres groupes considérés comme « autres » en vue de créer un « Volksgemeinschaft » homogène.

Djaouida Siaci

Djaouida Siaci est une avocate internationale spécialisée dans les litiges et arbitrages internationaux, ainsi que dans l'investigation criminelle transfrontalière focalisée sur la région Moyen-Orient-Afrique du Nord (MENA). Dans le cadre de son travail *pro bono*, Djaouida a été engagée dans des efforts de poursuite de justice internationale et de responsabilité au nom de victimes de violations de droits humains et d'atrocités de masse, incluant la minorité ethnique rohingya. Elle est la fondatrice et vice-présidente du Groupe de soutien aux Rohingya (RSG).

Dr Stephen D. Smith

Le Dr Stephen D. Smith est le directeur général Finci-Viterbi de la Fondation USC Shoah, et occupe la chaire UNESCO sur l'éducation au génocide. Smith a fondé le Centre britannique de l'holocauste à Nottinghamshire en Angleterre, et co-fondé la Fondation Aegis pour la prévention des crimes contre l'humanité et le génocide. Smith a produit des

films et de nouveaux projets media, incluant *Dimensions in Testimony*, et le projet VR *The Last Goodbye*.

Dr Gregory H. Stanton

Le Dr Gregory H. Stanton est président fondateur de Genocide Watch, fondateur du Cambodian Genocide Project, et fondateur d'Alliance Against Genocide. Il a été président (2007-2009) de l'International Association of Genocide Scholars (IAGS). Alors qu'il était au Département d'État américain, il a rédigé les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui ont créé le Tribunal criminel pour le Rwanda.

Chief Charles Taku

Chef Taku est un expert en Droit international certifié avec 40 ans d'expérience professionnelle en tribunal. Il est l'ancien président de l'Association du barreau de la Cour pénale internationale (ICCBA), administrateur et membre à vie du conseil de gouvernance exécutive de l'Association du barreau africain (AfBA). Au cours des deux dernières décennies, il a représenté des clients au Tribunal international pour le Rwanda, la Cour spéciale de Sierra Leone, la Cour pénale internationale, le Comité des Nations unies pour les droits humains à Genève et la Cour africaine pour les droits humains et les droits des peuples à Arusha, Tanzanie.

Dr György Tatár

Le Dr György Tatár est directeur du conseil d'administration de la Fondation pour la prévention internationale du génocide et des atrocités de masse établie à Budapest en Hongrie, depuis 2011. Avant de rejoindre la fondation, il a travaillé de 2004 à 2010 pour le Haut-Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère commune de sécurité en tant que directeur du groupe de travail pour les problèmes de sécurité horizontale et la prévention de conflit au sein de l'unité de planification politique et d'alerte rapide. De 1977 à 2004, il a occupé diverses fonctions au ministère des Affaires étrangères de Hongrie à Budapest et à l'ambassade de Hongrie à Bagdad, Prague et Vienne.

Professeure Ruti Teitel

Ruti Teitel est la professeure Ernst C. Stiefel de Droit comparatif à la faculté de droit de New York. Autorité reconnue internationalement en Droit international, Droits humains internationaux, Justice transitionnelle et Droit constitutionnel comparé, elle a publié plusieurs livres, dont son ouvrage pionnier *Transitional Justice* (OUP 2000), ainsi que *Globalizing Transitional Justice* (OUP 2014) et *Humanity's Law* (OUP 2011). A l'heure actuelle, elle est professeure invitée à la faculté de droit de l'université Hebrew, où elle co-dirige le programme de justice transitionnelle Fried-Gal.

Dr Rian Thum

Le Dr Rian Thum est spécialiste en Histoire et Anthropologie de l'islam en Chine à l'université de Manchester, où il occupe la position de maître de conférences. Son livre de 2014, *The Sacred Routes of Uyghur History*, examine le rôle central des lieux sacrés et

des textes islamiques locaux dans la maintenance de l'identité ouïghoure. Thum est éditeur associé du *Journal of Asian Studies* et ancien professeur invité du centre national des Humanités et du Conseil américain des sociétés savantes.

Dr Stanley Toops

Le Dr Stanley Toops est professeur associé de Géographie et d'Études internationales spécialisé dans la Région autonome ouïghoure du Xinjiang. Il a publié des articles sur les thématiques liées au tourisme, à la population, au commerce, à l'artisanat, aux paysages, à la politique et aux enjeux environnementaux au Xinjiang, ainsi que les aspects de la géographie chinoise liés au tourisme, à la société et au développement.

Dr Adrian Zenz

Le Dr Adrian Zenz est chercheur principal en Études chinoises à la Fondation mémorielle des victimes du communisme et consultant à l'Alliance interparlementaire sur la Chine. Ses recherches se focalisent sur la politique ethnique chinoise, le recrutement public au Tibet et au Xinjiang, la campagne d'internement de Pékin au Xinjiang, et les budgets intérieurs chinois liés à la sécurité.